Gazzetta Ufficiale

DEL REGNO D'ITALIA

Anno 1913 — **Roma — Venerdì, 20 giugno** — **Numero 143**

DIREZIONE
Corso Vittorio Emanuele, 209 — Tel. 11-31

Si pubblica in Roma tutti i giorni non festivi

AMMINISTRAZIONE
Corso Vittorio Emanuele, 209 — Tel. 75-91

Abbonamenti

In Roma, presso l'Amministrazione: anno L. 32; semestre L. 17; trimestre L. 9
» a domicilio e nel Regno: » » 36; » » 19; » » 10
Per gli Stati dell'Unione postale: » » 80; » » 41; » » 22
Per gli altri Stati si aggiungono le tasse postali.

Gli abbonamenti si prendono presso l'Amministrazione e gli Uffici postali; decorrono dal 1° d'ogni mese.

Inserzioni

Atti giudiziari . . . . L. 0.25 } per ogni linea o spazio di linea.
Altri annunzi . . . . » 0.30 }

Dirigere le richieste per le inserzioni esclusivamente alla *Amministrazione della Gazzetta*.

Per le modalità delle richieste d'inserzioni vedansi le avvertenze in testa al foglio degli annunzi.

Un numero separato in Roma cent. **10** — *nel Regno cent.* **15** — *arretrato in Roma cent.* **20** — *nel Regno cent.* **30** — *all'Estero cent.* **35**
Se il giornale si compone d'oltre 16 pagine, il prezzo aumenta proporzionatamente.

SOMMARIO

Parte ufficiale.

PARTE UFFICIALE

LEGGI E DECRETI

Il numero 606 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:

VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1. (1)

Piena ed intera esecuzione è data alle due convenzioni ed al protocollo finale, aventi per oggetto l'unificazione di talune regole in materia di urto fra navi, e di assistenza e salvataggio marittimi, firmati a Bruxelles addì 23 settembre 1910 fra l'Italia ed altri Stati.

Art. 2.

Al testo francese delle due convenzioni e del protocollo finale è unita, e sarà contemporaneamente pubblicata, la traduzione italiana.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 12 giugno 1913.

VITTORIO EMANUELE.

DI SAN GIULIANO — FINOCCHIARO-APRILE — LEONARDI-CATTOLICA — NITTI.

Visto, *Il guardasigilli:* FINOCCHIARO-APRILE.

CONVENTION

pour l'unification de certaines règles en matière d'abordage.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'empire allemand; le Président de la République Argentine; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie: pour l'Autriche et pour la Hongrie; Sa Majesté le Roi des Belges; le Président des Etats-Unis du Brésil; le Président de la République du Chili; le Président de la République de Cuba; Sa Majesté le Roi de Danemark; Sa Majesté le Roi d'Espagne; le Président des Etats-Unis d'Amérique; le Président de la Répu-

(1) Addì 4 giugno 1913 il R. ministro a Bruxelles depositò, a nome dell'Italia, le ratifiche dei due atti internazionali, dichiarando che le colonie *Eritrea* e *Somalia italiana* accedevano alla sola Convenzione concernente « l'assistenza e il salvataggio marittimi », con diritto di denunzia, da parte di ciascuna di esse Colonie, indipendentemente da quanto crederà di fare la metropoli per conto proprio.

blique française; Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes: Sa Majesté le Roi des Hellènes; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté l'Empereur du Japon; le Président des États-Unis Mexicains; le Président de la République de Nicaragua; Sa Majesté le Roi de Norvège; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves; Sa Majesté le Roi de Roumanie; Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies; Sa Majesté le Roi de Suède; le Président de la République de l'Uruguay.

Ayant reconnu l' utilité de fixer de commun accord certaines règles uniformes en matière d'abordage, ont decidé de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand:

M. Kracker de Schwartzenfeldt, Chargé d'affaires d'Allemagne à Bruxelles;
M. le D.r Struckmann, Conseiller intime supérieur de règence, Conseiller rapporteur au département impérial de la justice.

Le Président de la République Argentine:

S. Exc. M. A. Blancas, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République Argentine près Sa Majesté le Roi des Belges.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, roi de Bohême, etc. et Roi Apostolique de Hongrie:

Pour l'Autriche et pour la Hongrie:

S. Exc. M. le comte de Clary et Aldringen, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

Pour l'Autriche:

M. le D.r Stephen Worms, Conseiller de section au ministère i. r. autrichien du commerce;

Pour la Hongrie:

M. le D.r François de Nagy, Secrétaire d'Etat e. r., Professeur ordinaire à l'université royale de Budapest, Membre de la chambre hongroise des députés.

Sa Majesté le Roi des Belges:

M. Beernaert, Ministre d'Etat, Président du comité maritime international;
N. Capelle, Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, directeur général du commerce et des consulats au Ministère des affaires étrangères;
M. Ch. Le Jeune, Vice-président du comité maritime international:
M. Louis Franck, Membre de la chambre des représentants, Secrétaire général du comité maritime international;
M. P. Segers, Membre de la chambre des représentants.

Le Président des États-Unis du Brésil:

M. le D.r. Rodrigo Octavio de Langgaard Menezes, Professeur à la faculté libre des sciences juridiques et sociales de Rio de Janeiro, Membre de l'académie brésilienne.

Le Président de la République du Chili:

S. Exc. M. F. Puga-Borne, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la république du Chili près Sa Majesté le Roi des Belges.

Le Président de la République de Cuba:

M. Francisco Zayas y Alfonso, Ministre résident de la république de Cuba à Bruxelles.

Sa Majesté le Roi de Danemark:

M. W. de Grevenkop Castenskiold, Ministre résident de Danemark à Bruxelles;
M. Herman Barclay Halkier, Avocat à la cour suprême de Danemark.

Sa Majesté le Roi d'Espagne:

S. Exc. M. de Baguer y Corsi, son Envojé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;
Don Juan Spottorno, Auditeur général de la marine royale;
Don Ramon Sanchez Ocaña, Chef de division au Ministère de la justice, ancien magistrat d'audience territoriale;
Don Faustino Alvarez del Manzano, professeur à l'université centrale de Madrid.

Le Président des États-Unis d'Amérique:

M. Walter C. Noyes, Juge à la cour de circuit des États-Unis à New-York;
M. Charles C. Burlingham, Avocat à New-York;
M. A. J. Montague, Ancien gouverneur de l'État de Virginie;
M. Edwin W. Smith, Avocat à Pittsburg.

Le Président de la République française:

S. Exc. M. Beau, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République française près Sa Majesté le Roi des Belges;
M. Lyon-Caen, Membre de l'institut, Professeur de la faculté de droit de Paris et de l'école des sciences politiques, Président de l'association française de droit maritime.

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes:

S. Exc. Sir Arthur Hardinge, K. C. B., K. C. M. G., son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majysté le Roi des Belges;
The Hon.ble Sir William Pickford, Juge à la haute cour de Londres;
M. Leslie Scott, Conseiller du Roi, à Londres;
The Hon.ble M. Hugh Godley, Avocat à Londres.

Sa Majesté le Roi des Hellènes:

M. Georges Diobouniotis, Professeur agrégé à l'université d'Athènes.

Sa Majesté le Roi d'Italie:

M. le prince de Castagneto Caracciolo, Chargé d'affaires d'Italie à Bruxelles;
M. François Berlingieri, Avocat, Professeur à l'université de Gênes;
M, François Mirelli, Conseiller à la cour d'appel de Naples;
M. César Vivante, Professeur à l'université de Rome.

Sa Majesté l'Empereur du Japon:

S. Exc. M. K Nabeshima, son Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;
M. Yoshiyuki Irié, Procureur et Conseiller au Ministère de la justice du Japon;
M. Takeyuki Ishikawa, Chef de la division des affaires maritimes à la direction des communications du Japon;
M. M. Matsuda, Deuxième secrétaire de la légation du Japon à Bruxelles.

Le Président des États-Unis Mexicains:

S. Exc. M. Olarte, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des États-Unis Mexicains près Sa Majesté le Roi des Belges;
M. Victor Manuel Castillo, Avocat, Membre du Sénat.

Le Président de la République du Nicaragua:

M. L. Vallez, Consul général de la république de Nicaragua à Bruxelles.

Sa Majesté le Roi de Norvège:

S. Exc. M. le D.r G. F. Hagerup, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;
M. Christian Théodor Boe, Armateur.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

M. le Jonkheer P. R. A. Melvill van Carnbee, Chargé d'affaires des Pays-Bas à Bruxelles;
M. W. L. P. A. Molengraaff, Docteur en droit, professeur à l'université d'Utrecht;
M. B. C. J. Loder, docteur en droit, Conseiller à la cour de cassation de la Haye;
M. C. D. Asser jr., Docteur en droit, Avocat à Amsterdam.

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves:

M. Antonio Duarte de Oliveira Soares, Chargé d'affaire de Portugal à Bruxelles.

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

S. Exc. M. Djuvara, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges.

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies:

M. C. Nabokoff, Premier secrétaire de l'ambassade de Russie à Washington.

Sa Majesté le Roi de Suède:

S. Exc. M. le compte J. J. A. Ehrensvard, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;
M. Einar Lange, Directeur de la société d'assurance de bateaux à vapeur de Suède.

Le Président de la République de l'Uruguay:

S. Exc. M. Luis Garabelli, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la république de l'Uruguay près Sa Majesté le Roi des Belges;
Lesquels, à ce dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit:

Art. 1er.

En cas d'abordage survenu entre navires de mer ou entre navires de mer et bateaux de navigation intérieure, les indemnités dues à raison des dommages causés aux navires, aux choses ou personnes se trouvant à bord sont réglées conformément aux dispositions suivantes, sans qu'il y ait à tenir compte des eaux où l'abordage s'est produit.

Art. 2.

Si l'abordage est fortuit, s'il est dû à un cas de force majeure ou s'il y a doute sur les causes de l'abordage, les dommages sont supportés par ceux qui les ont éprouvés.
Cette disposition reste applicable dans le cas où, soit les navires, soit l'un d'eux, sont au mouillage au moment de l'accident.

Art 3.

Si l'abordage est causé par la faute de l'un des navires, la réparation des dommages incombe à celui qui l'a commis.

Art. 4.

S'il y a faute commune, la responsabilité de chacun des navires est proportionnelle à la *gravité* des fautes respectivement commises; toutefois si, d'après les circonstances, la proportion ne peut pas être établie ou si les fautes apparaissent comme équivalentes, la responsabilité est partagée par parts égales.
Les dommages causés soit aux navires, soit à leurs cargaisons, soit aux effets ou autres biens des équipages, des passagers ou d'autres personnes se trouvant à bord, sont supportés par les navires en faute, dans ladite proportion, sans solidarité à l'égard des tiers.
Les navires en faute sont tenus solidairement à l'égard des tiers pour les dommages causés par mort ou blessures, sauf recours de celui qui a payé une part supérieure à celle que, conformément à l'alinéa premier du présent article, il doit définitivement supporter.
Il appartient aux législations nationales de déterminer, en ce qui concerne ce recours, la portée et les effets des dispositions contractuelles ou légales qui limitent la responsabilité des propriétaires de navires à l'égard des personnes se trouvant à bord.

Art. 5.

La responsabilité établie par les articles précédents subsiste dans le cas où l'abordage est causé par la faute d'un pilote, même lorsque celui-ci est obligatoire.

Art. 6.

L'action en réparation des dommages subis par suite d'un abordage n'est subordonnée ni à un protêt, ni à aucune autre formalité spéciale.
Il n'y a point de présomptions légales de faute quant à la responsabilité de l'abordage.

Art. 7.

Les actions en réparation de dommages se prescrivent par deux ans à partir de l'événement.
Le délai pour intenter les actions en recours admises par l'alinéa 3 de l'article 4 est d'une année. Cette prescriptions ne court que du jour du paiement.
Les causes de suspension et d'interruption de ces prescriptions sont déterminées par la loi du tribunal saisi de l'action.
Les Hautes Parties contractantes se réservent le droit d'admettre dans leurs législations, comme prorogeant les délais ci-dessus fixés, le fait que le navire défendeur n'a pu être saisi dans les eaux territoriales de l'Etat dans lequel le demandeur a son domicile ou son principal établissement.

Art. 8.

Après un abordage, le capitaine de chacun des navires entrés en collision est tenu, autant qu'il peut le faire sans danger sérieux pour son navire, son équipage et ses passagers, de prêter assistance à l'autre bâtiment, à son équipage et à ses passagers.
Il est egalement tenu dans la mesure du possible de faire connaitre à l'autre navire le nom et le port d'attache de son bâtiment, ainsi que les lieux d'où il vient et où il va.
Le propriétaire du navire n'est pas responsable à raison de la seule contravention aux dispositions précédentes.

Art. 9.

Les Hautes Parties contractantes, dont la législation ne réprime pas les infractions à l'article précédent, s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires pour que ces infractions soint réprimées.
Les Hautes Parties contractantes se communiqueront, aussitôt que faire se pourra, les lois et les règlements qui auraient déjà été édictés, ou qui viendraient à l'être dans leurs Etats pour l'exécution de la disposition précédente.

Art. 10.

Sous réserve de conventions ultérieures, les présentes dispositions ne portent point atteinte aux règles sur la limitation de responsabilité des propriétaires de navires, telles qu'elles sont établies dans chaque pays, non plus qu'aux obligations résultant du contrat de transport ou de tous autres contrats.

Art. 11.

La présente Convention est sans application aux navires de guerre et aux navires d'Etat exclusivement affectés à un service public.

Art. 12.

Les dispositions de la présente Convention seront appliquées à l'égard de tous les intéressés, lorsque tous les navires en cause seront ressortissants aux Etats des Hautes Parties contractantes et dans les autres cas prévus par les lois nationales.

Il est entendu toutefois :

1° Qu'à l'égard des intéressés ressortissants d'un Etat non contractant, l'application desdites dispositions pourra être subordonnée per chacun des Etats contractants à la conditions de réciprocité ;

2° Que, lorsque tous les intéressés sont ressortissants du même Etat que le tribunal saisi, c'est la loi nationale et non la Convention qui est applicable.

Art. 13.

La présente Convention s'étend à la réparation des dommages que, soit par exécution ou omission d'une manoeuvre, soit par inobservation des réglements, un navire a causés soit à un autre navire, soit aux choses ou personnes se trouvant à leur bord, alors même qu'il n'y aurait pas eu abordage.

Art. 14.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté de provoquer la réunion d'une nouvelle Conférence après trois ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention, dans le but de rechercher les améliorations qui pourraient y être apportées, et, notamment d'en étendre, s'il est possible, la sphère d'application.

Celle des Puissances qui ferait usage de cette faculté aurait à notifier son intention aux autres Puissances, par l'intermédiaire du Gouvernement belge, qui se chargerait de convoquer la Conférence dans les six mois.

Art. 15.

Les Etas qui n'ont pas signé la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement belge et, par celui-ci, à chacun des Gouvernements des autres Parties contractantes ; elle sortira ses effets un mois après l'envoi de la notification faite par le Gouvernement belge.

Art. 16.

La présente Convention sera ratifiée.

A l'expiration du délai d'un an au plus tard, à compter du jour de la signature de la Convention, le Gouvernement belge entrera en rapport avec les Gouvernements des Hautes Parties contractantes qui se seront déclarées prêtes à la ratifier, à l'effet de faire decider s'il y a lieu de la mettre en vingueur.

Les ratifications seront, le cas échéant, déposées immédiatement à Bruxelles et la Convention produira ses effets un mois après ce dépôt.

Le protocole restera ouvert pendant une autre année en faveur des Etats représentés à la Conférence de Bruxelles. Passé ce délai, ils ne pourraient qu'y adhérer, conformément aux dispositions de l'article 15.

Art. 17.

Dans le cas où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes dénoncerait la préente Convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après le jour où elle aurait été notifiée au Gouvernement belge, et la Convention demeurerait en vigueur entre les autres Parties contractantes.

Article additionnel.

Par dérogation à l'article 16 qui précède, il est entendu que la disposition de l'article 5 fixant la responsabilité dans le cas où l'abordage est causé par la faute d'un pilote obbligatoire, n'entrera de plein droit en vigueur que lorsque les Hautes Parties contractantes se seront mises d'accord sur la limitation de la responsabilité des propriétaires de navires.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Hautes Parties contractantes respectives ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Bruxelles, en un seul exemplaire, le 23 septembre 1910.

Pour l'Allemagne:
Signé : Kracker von Schwartzenfeldt
» Dr G. Struckmann

Pour la République Argentine:
Signé : Alberto Blancas

Pour l'Autriche et pour la Hongrie:
Signé : S. Clary et Aldringen

Pour l'Autriche:
Signé : Stephen Worms

Pour la Hongrie:
Signé : Dr François de Nagy

Pour la Belgique:
Signé : A. Beernaert
» Capelle
» Ch. Lejeune
» Louis Franck
» Paul Segers

Pour les Etats-Unis du Brésil:
Signé : Rodrigo Octavio de Langgaard Menezes

Pour le Chili:
Signé : F. Puga-Borne

Pour la République de Cuba:
Signé : Dr. F. Zayas

Pour la Danemark:
Signé : W. Grevenkop Castenskiold
» Herman Halkier

Pour l'Espagne:
Signé : Arturo de Baguer
» Juan Spottorno
» Ramon Sanchez de Ocaña
» Faustino A. del Manzano

Pour les Etats-Unis d'Amérique:
Signé : Walter C. Noyes
» Charles C. Burlingham
» A. J. Montague
» Edwin W. Smith

Pour la France:
Signé : Beau
» Ch. Lyon-Caen

Pour la Grande-Bretagne:
Signé : Arthur H. Hardinge
» W. Pickford
» Leslie Scott
» Hugh Godley

Pour la Grèce:
Signé : G. Diobouniotis

Pour l'Italie:
Signé : Prince de Castagneto
» Francesco Berlingieri
» Francesco M. Mirelli
» Prof. César Vivante

Pour le Japon:
Signé : K. Nabeshima
» Y. Irié
» T. Ishikawa
» M. Matsuda

Pour les Etats-Unis Mexicains:
Signé : Enrique Olarte
» Victor Manuel Castillo

Pour le Nicaragua:
Signé : Léon Vallez

Pour la Norvège:
Signé : Hagerup
» Chr. Th. Boe

Pour le Pays-Bas:
Signé : P. R. A. Melvill van Carnbee
» Molengraaff
» Loder
» C. D. Asser

Pour le Portugal:
Signé : A. D. de Oliveira Soares

Pour la Roumanie:
Signé : T. G. Djuvara

Pour la Russie:
Signé : C. Nabokoff

Pour la Suède:
Signé : Albert Ehrensvard
» Einar Lange

Pour l'Uruguay:
Signé : Luis Garabelli

(*Traduzione*).

CONVENZIONE
per l'unificazione di alcune regole in materia di urto fra navi.

Sua Maestà l'Imperatore di Germania, Re di Prussia, in nome dell'Impero Germanico; il Presidente della Repubblica Argentina; Sua Maestà l'Imperatore d'Austria, Re di Boemia, ecc., e Re Apostolico d'Ungheria; per l'Austria e per l'Ungheria; Sua Maestà il Re dei Belgi; il Presidente degli Stati Uniti del Brasile; il Presidente della Repubblica del Cile; il Presidente della Repubblica di Cuba; Sua Maestà il Re di Danimarca; Sua Maestà il Re di Spagna; il Presidente degli Stati Uniti d'America; il Presidente della Repubblica Francese; Sua Maestà il Re del Regno Unito della Gran Bretagna e d'Irlanda e dei Possedimenti Britannici al di là dei Mari,

Imperatore delle Indie; Sua Maestà il Re degli Elleni; Sua Maestà il Re d'Italia; Sua Maestà l'Imperatore del Giappone; il Presidente degli Stati Uniti del Messico; il Presidente della Repubblica del Nicaragua; Sua Maestà il Re di Norvegia; Sua Maestà la Regina dei Paesi Bassi; Sua Maestà il Re di Portogallo e dell'Algarve; Sua Maestà il Re di Romania; Sua Maestà l'Imperatore di tutte le Russie; Sua Maestà il Re di Svezia; il Presidente della Repubblica dell'Uruguay,

Avendo riconosciuto l'utilità di stabilire di comune accordo alcune regole uniformi in materia di urto fra navi, hanno deciso di concludere una Convenzione a tale effetto ed hanno nominato a Loro Plenipotenziari:

Sua Maestà l'Imperatore di Germania, Re di Prussia, in nome dell'Impero Germanico:

il signor Kracker de Schwartzenfeldt, Incaricato d'Affari di Germania a Bruxelles;

il signor D.r Struckmann, Consigliere Intimo Superiore di Governo, Consigliere Relatore al Dipartimento Imperiale della Giustizia.

Il Presidente della Repubblica Argentina:

S. E. M. A. Blancas, Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario della Repubblica Argentina presso Sua Maestà il Re dei Belgi.

Sua Maestà l'Imperatore d'Austria, Re di Boemia, ecc., Re Apostolico d'Ungheria:

Per l'Austria e per l'Ungheria:

S. E. il Conte di Clary e Aldringen, Suo Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario presso Sua Maestà il Re dei Belgi;

Per l'Austria:

il Signor D.r Stephen Worms, Consigliere di Sezione al Ministero I. R. austriaco del commercio;

Per l'Ungheria

il Signor D.r Francesco de Nagy, Segretario di Stato a riposo, Professore ordinario all'Università Reale di Budapest, membro della Camera Ungherese dei Deputati.

Sua Maestà il Re dei Belgi:

il Signor Beernaert, Ministro di Stato, Presidente del Comitato Marittimo Internazionale;

il Signor Capelle, Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario, Direttore Generale del Commercio e dei Consolati al Ministero degli affari esteri;

il Signor Ch. Le Jeune, Vice Presidente del Comitato Marittimo Internazionale;

il Signor Louis Franck, Membro della Camera dei Rappresentanti, Segretario generale del Comitato Marittimo Internazionale;

il Signor P. Segers, Membro della Camera dei Rappresentanti.

Il Presidente degli Stati Uniti del Brasile:

il Signor D.r Rodrigo Ottavio de Langgaard Menezes, Professore alla Facoltà libera delle scienze giuridiche e sociali di Rio de Janeiro, Membro dell'Accademia brasiliana.

Il Presidente della Repubblica del Cile:

S. E. M. F. Puga-Borne, Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario della Repubblica del Cile presso Sua Maestà il Re dei Belgi;

Il Presidente della Repubblica di Cuba:

il Signor Francesco Zayas y Alfonso, Ministro Residente della Repubblica di Cuba a Bruxelles.

Sua Maestà il Re di Danimarca:

il Signor W. de Grevenkop Castenskiold, Ministro Residente di Danimarca a Bruxelles;

il signor Herman Barclay Halkier, Avvocato alla Corte Suprema di Danimarca.

Sua Maestà il Re di Spagna:

S. E. il Signor de Baguer y Corsi, Suo Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario presso Sua Maestà il Re dei Belgi;

Don Juan Spottorno, Uditore Generale della Marina Reale;

Don Ramon Sanchez Ocaña, Capo Divisione al Ministero della Giustizia, ex-Magistrato del Tribunale Territoriale;

Don Faustino Alvarez del Manzano, Professore all'Università Centrale di Madrid.

Il Presidente degli Stati Uniti d'America:

il Signor Walter C. Noyes, Giudice alla Corte di Circuito degli Stati Uniti a Nuova York;

il Signor Charles C. Burlingham, Avvocato a Nuova York;

il Signor A. J. Montague, ex-Governatore dello Stato della Virginia;

il Signor Edwin W. Smith, Avvocato a Pittsburg.

Il Presidente della Repubblica Francese:

S. E. il Signor Beau, Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario della Repubblica Francese presso Sua Maestà il Re dei Belgi;

il Signor Lyon-Caen, membro dell'Istituto, Professore della Facoltà di diritto di Parigi e della Scuola di scienze politiche, Presidente dell'Associazione francese di diritto marittimo.

Sua Maestà il Re del Regno unito della Gran Bretagna e d'Irlanda e dei possedimenti britannici al di là dei mari, Imperatore delle Indie:

S. E. Sir Arthur Hardinge, K. C. B., K. C. M. G., Suo Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario presso Sua Maestà il Re dei Belgi;

L'on. Sir William Pickford, Giudice all'Alta Corte di Londra;

il Signor Leslie Scott, Consigliere del Re a Londra;

L'on. Signor Hugh Godley, Avvocato a Londra.

Sua Maestà il Re degli Elleni:

Il Signor Diobouniotis, Professore aggiunto all'Università di Atene.

Sua Maestà il Re d'Italia:

il Signor Principe di Castagneto Caracciolo, Incaricato d'Affari d'Italia a Bruxelles;

Il signor Francesco Berlingieri, Avvocato, Professore all'Università di Genova;

Il Signor Francesco Mirelli, Consigliere alla Corte d'Appello di Napoli;

Il signor Cesare Vivante, Professore all'Università di Roma.

Sua Maestà l'Imperatore del Giappone:

S. E. il Signor K. Nabeshima, Suo Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario presso Sua Maestà il Re dei Belgi;

il Signor Yoshiyuki Irié, Procuratore e Consigliere al Ministero della Giustizia del Giappone;

il Signor Takeyuki Ishikawa, Capo di Divisione degli Affari Marittimi presso la Direzione delle Comunicazioni del Giappone;

il Signor Matsuda, 2° Segretario della Legazione del Giappone a Bruxelles.

Il Presidente degli Stati Uniti del Messico:

S. E. M. Olarte, Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario degli Stati Uniti del Messico presso Sua Maestà il Re dei Belgi;

il Signor Victor Manuel Castillo, Avvocato, Membro del Senato.

Il Presidente della Repubblica del Nicaragua:

il Signor L. Vallez, Console Generale della Repubblica di Nicaragua a Bruxelles.

Sua Maestà il Re di Norvegia:

S. E. il Dr G. F. Hagerup, Suo Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario presso Sua Maestà il Re dei Belgi;
il Signor Christian Théodor Boe, Armatore.

Sua Maestà la Regina dei Paesi Bassi:

il Jonkheer P. R. A. Mervill van Carnbee, Incaricato d'Affari dei Paesi Bassi a Bruxelles;
il Signor W. L. P. A. Molengraaff, Dottore in legge, Professore alla Università di Utrecht;
il Signor B. C. J. Loder, Dottore in legge, Consigliere alla Corte di Cassazione dell'Aja;
il Signor C. D. Asser Jr., Dottore in legge, avvocato ad Amsterdam.

Sua Maestà il Re del Portogallo e dell'Algarve:

il Signor Antonio Duarte de Oliveira Soares, Incaricato d'Affari del Portogallo a Bruxelles.

Sua Maestà il Re di Romania:

S. E. il Signor Djuvara, Suo Inviato Straordinario e Ministro plenipotenziario presso Sua Maestà il Re dei Belgi.

Sua Maestà l'Imperatore di tutte le Russie:

Il Signor C. Nabokoff, Primo Segretario dell'Ambasciata di Russia a Washington.

Sua Maestà il Re di Svezia:

S. E. il Conte J. J. A. Ehrensvard, Suo Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario presso Sua Maestà il Re dei Belgi;
il Signo Einar Lange, Direttore della Società di assicurazione di piroscafi della Svezia.

Il presidente della Repubblica dell'Uruguay:

S. E. il Signor Luis Garabelli, Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario della Repubblica dell'Uruguay presso Sua Maestà il Re dei Belgi;

I quali, a ciò debitamente autorizzati, hanno convenuto quanto segue:

Art. 1.

In caso di urto avvenuto tra navi di mare, oppure tra navi di mare e battelli di navigazione interna, le indennità dovute in ragione dei danni cagionati alle navi, alle cose o persone trovantisi a bordo, sono regolate in conformità delle disposizioni seguenti, senza che si debba tener conto delle acque ove l'urto è avvenuto.

Art. 2.

Se l'urto è fortuito, se è dovuto ad un caso di forza maggiore o se vi è dubbio sulle cause di esso, i danni sono sopportati da coloro che li hanno subiti.
Questa disposizione rimane applicabile nel caso in cui le navi, oppure una di esse, si trovino all'ancoraggio al momento dell'urto.

Art. 3.

Se l'urto è dovuto a colpa di una delle navi, il risarcimento dei danni incombe a colui che l'ha commessa.

Art. 4.

Se vi è colpa comune, la responsabilità di ciascuna delle navi è proporzionata alla gravità della colpa rispettivamente commessa; tuttavia, se, attese le circostanze, non si può stabilire la proporzione, oppure se le colpe appaiono equivalenti, la responsabilità è divisa in parti uguali.
I danni cagionati alle navi od ai loro carichi od agli effetti o ad altri beni degli equipaggi, dei passeggeri, o d'altre persone che si trovino a bordo, sono sopportati dalle navi in colpa, nella proporzione suddetta, senza solidarietà rispetto ai terzi.
Le navi in colpa sono tenute solidalmente rispetto ai terzi, per i danni cagionati da morte o da ferite, salvo ricorso per parte della nave che ha pagato una quota superiore a quella che, in conformità del primo capoverso del presente articolo, deve definitivamente sopportare.
Alle legislazioni nazionali compete il determinare, per quanto concerne detto ricorso, la portata e gli effetti delle disposizioni contrattuali o legali che limitino la responsabilità dei proprietari delle navi rispetto alle persone che si trovino a bordo.

Art. 5.

La responsabilità stabilita dagli articoli precedenti sussiste nel caso in cui l'urto sia avvenuto per colpa di un pilota, anche se il pilota sia obbligatorio.

Art. 6.

L'azione per risarcimento dei danni sofferti a causa di un urto non è subordinata a protesto nè ad altra formalità speciale.
Non vi ha presunzione legale di colpa quanto alla responsabilità dell'urto.

Art. 7.

Le azioni per risarcimento di danni si prescrivono in due anni dalla data dell'accidente.
Il termine per intentare le azioni in ricorso ammesse dal comma 3 dell'art. 4 è di un anno. Questa prescrizione non decorre se non dal giorno del pagamento.
Le cause di sospensione e di interruzione di queste prescrizioni sono determinate dalla legge del Tribunale investito della azione.
Le Alte Parti contraenti si riservano il diritto di ammettere nelle loro legislazioni, come prorogante i termini qui sopra fissati, il fatto che la nave convenuta non ha potuto essere sequestrata nelle acque territoriali dello Stato nel quale l'attore ha il suo domicilio od il suo principale stabilimento.

Art. 8.

Seguito un urto fra navi, il capitano di ciascuna di esse è tenuto, in quanto lo possa fare senza serio pericolo per la sua nave, il suo equipaggio ed i suoi passeggeri, a prestare assistenza all'altro bastimento, al suo equipaggio ed ai suoi passeggeri.
È ugualmente tenuto, nei limiti del possibile, a far conoscere all'altra nave il nome del proprio bastimento ed il porto dove è inscritto, come pure i luoghi donde viene e dove va.
Il proprietario della nave non è responsabile in caso della sola contravvenzione alle disposizioni precedenti.

Art. 9.

Le Alte Parti contraenti, la cui legislazione non reprima le infrazioni all'articolo precedente si impegnano a prendere o a proporre ai loro rispettivi corpi legislativi le misure necessarie perchè dette infrazioni siano represse.
Le Alte Parti contraenti si comunicheranno, appena ciò potrà farsi, le leggi ed i regolamenti che già fossero stati o che venissero emanati nei rispettivi Stati, in esecuzione della disposizione che precede.

Art. 10.

Sotto riserva di convenzioni ulteriori, le disposizioni presenti lasciano ferme le regole sulla limitazione di responsabilità dei proprietari di navi, quali sono stabilite in ciascun paese, e così pure le obbligazioni risultanti dal contratto di trasporto o da qualunque altro contratto.

Art. 11.

La presente Convenzione non è applicabile alle navi da guerra od alle navi di Stato esclusivamente adibite ad un servizio pubblico.

Art. 12.

Le disposizioni della presente Convenzione saranno applicate rispetto a tutti gl'interessati quando tutte le navi in causa appartengano agli Stati delle Alte Parti contraenti e negli altri casi previsti dalle leggi nazionali.

Resta inteso tuttavia:

1° Che, rispetto agl'interessati appartenenti ad uno Stato non contraente, l'applicazione delle dette disposizioni potrà essere subordinata da ciascuno degli Stati contraenti alla condizione della reciprocità;

2° Che allorchè tutti gli interessati appartengano al medesimo Stato del Tribunale adito, sarà applicabile la legge nazionale e non la Convenzione.

Art. 13.

La presente Convenzione si estende al risarcimento dei danni che, o per esecuzione od omissione di una manovra, o per inosservanza dei regolamenti, una nave ha cagionato, sia ad un'altra nave, sia alle cose o persone trovantisi a bordo, anche quando non vi sia stato urto.

Art. 14.

Ognuna delle Alte Parti contraenti avrà facoltà di provocare la riunione di una nuova Conferenza, scorsi che siano tre anni dall'entrata in vigore della presente Convenzione, allo scopo di studiare i miglioramenti che vi si potrebbero apportare, e specialmente di estenderne, se possibile, la sfera di applicazione.

Quella fra le Potenze che volesse far uso di questa facoltà dovrà notificare la sua intenzione alle altre Potenze, pel tramite del Governo belga, il quale s'incaricherà di convocare la Conferenza entro sei mesi.

Art. 15.

Gli Stati che non hanno sottoscritto la presente Convenzione sono ammessi ad aderirvi su loro domanda.

Questa adesione sarà notificata per via diplomatica al Governo belga e, da questo, a ciascuno dei Governi delle altre Parti contraenti; produrrà i suoi effetti un mese dopo l'invio della notificazione fatta al Governo belga.

Art. 16.

La presente Convenzione sarà ratificata.

Scorso un anno, al più tardi, dal giorno della firma della Convenzione, il Governo belga si metterà in relazione coi Governi delle Alte Parti contraenti che si saranno dichiarati pronti a ratificarla, allo scopo di fare decidere se sia il caso di metterla in vigore.

Le ratifiche saranno in tal caso depositate immediatamente a Bruxelles, e la Convenzione produrrà i suoi effetti un mese dopo tale deposito.

Il protocollo resterà aperto per la durata di un altro anno in favore degli Stati rappresentati alla Conferenza di Bruxelles.

Scorso questo termine, essi non potranno che aderirvi, giusta le disposizioni dell'art. 15.

Art. 17.

Nel caso in cui alcuna delle Alte Parti contraenti denunziasse la presente Convenzione, la denunzia non produrrà i suoi effetti se non un anno dopo il giorno in cui fosse stata notificata al Governo belga e la Convenzione rimarrà in vigore fra le altre Parti contraenti.

Articolo addizionale.

A deroga del precedente art. 16, rimane inteso che la disposizione dell'art. 5 che fissa la responsabilità nel caso in cui l'urto sia stato cagionato per colpa di un pilota obbligatorio, non entrerà di pieno diritto in vigore se non quando le Alte Parti contraenti si saranno messe d'accordo sulla limitazione della responsabilità dei proprietari di navi.

In fede di che i Plenipotenziari delle rispettive Alte Parti contraenti hanno sottoscritto la presente Convenzione e vi hanno apposto i loro sigilli.

Fatto a Bruxelles, in un solo esemplare, addì 23 settembre 1910.

Per la Germania:
Firmato: Kracker von Schwartzenfeldt
» D.r G. Struckmann

Per la Repubblica Argentina:
Firmato: Alberto Blancas

Per l'Austria e l'Ungheria:
Firmato: S. Clary et Aldringen

Per l'Austria:
Firmato: Stephen Worms

Per l'Ungheria:
Firmato: Doc.r François de Nagy

Per il Belgio:
Firmato: A. Beernaert
» Capelle
» Ch. Lejeune
» Louis Franck
» Paul Segers

Per gli Stati Uniti del Brasile:
Firmato: Rodrigo Octavio de Langgaard Menezes

Per il Cile:
Firmato: F. Puga-Borne

Per la Repubblica di Cuba:
Firmato: D.r F. Zayas

Per la Danimarca:
Firmato: W. Grevenkop Castenskiold
» Herman Halkier

Per la Spagna:
Firmato: Arturo de Baguer
» Juan Spottorno
» Ramon Sanchez de Ocaña
» Faustino A. del Manzano

Per gli Stati Uniti d'America:
Firmato: Walter C. Noyes
» Charles C. Burlingham
» A. J. Montague
» Edwin W. Smith

Per la Francia:
Firmato: Beau
» Ch. Lyon-Caen

Per la Gran Bretagna:
Firmato: Harthur H. Hardinge
» W. Pickford
» Leslie Scott
» Hugh Godley

Per la Grecia:
Firmato: G. Diobouniotis

Per l'Italia:
Firmato: Prince di Castagneto
» Francesco Berlingieri
» Francesco M. Mirelli
» Prof. César Vivante

Per il Giappone:
Firmato: K. Nabeshima
» Y. Irié
» T. Ishikawa
» M. Matsuda

Per gli Stati Uniti del Messico:
Firmato: Enrique Olarte
» Victor Manuel Castillo

Per il Nicaragua:
Firmato: Léon Vallez

Per la Norvegia:
Firmato: Hagerup
» Chr. Th. Boe

Per i Paesi Bassi:
Firmato: P. R. A. Melvill van Carnbee
» Molengraaff
» Loder
» C. D. Asser

Per il Portogallo:
Firmato: A. D. de Oliveira Soares

Per la Romania:
Firmato: T. G. Djuvara

Per la Russia:
Firmato: C. Nabokoff

Per la Svezia:
Firmato: Albert Ehnrensvard
» Einar Lange

Per l'Uruguay:
Firmato: Luis Garabelli

CONVENTION
pour l'unification de certaines règles en matière d'assistance et de sauvetage maritimes.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'empire allemand; le Président de la République Argentine; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie: pour l'Autriche et pour la Hongrie; Sa Majesté le Roi des Belges; le Président des États-Unis du Brésil; le Prési-

dent de la République du Chili; le Président de la République de Cuba; Sa Majesté le Roi de Danemark; Sa Majesté le Roi d'Espagne; le Président des États-Unis d'Amérique; le Président de la République française; Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes; Sa Majesté le Roi des Hellènes; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté l'Empereur du Japon; le Président des États-Unis Mexicains; le Président de la République de Nicaragua; Sa Majesté le Roi de Norvège; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves; Sa Majesté le Roi de Roumanie; Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies; Sa Majesté le Roi de Suède; le Président de la République de l'Uruguay.

Ayant reconnu l'utilité de fixer de commun accord certaines règles uniformes en matière d'assistance et de sauvetage maritimes, ont décidé de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand:

M. Kracker de Schwartzenfeldt, Chargé d'affaires d'Allemagne à Bruxelles;

M. le Dr Struckmann, Conseilleur intime supérieur de régence, Conseiller rapporteur au département impérial de la justice.

Le Président de la République Argentine:

S. Exc. M. A. Blancas, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République Argentine près Sa Majesté le Roi des Belges.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie:

Pour l'Autriche et pour la Hongrie:

S. Exc. M. le comte de Clary et Aldringen, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

Pour l'Autriche:

M. le D.r Stephen Worms, Conseiller de section au ministère i. r. autrichien du commerce;

Pour la Hongrie:

M. le D.r François de Nagy, Secrétaire d'Etat e. r., Professeur ordinaire à l'université royale de Budapest, Membre de la chambre hongroise des députés.

Sa Majesté le Roi des Belges:

M. Beernaert, Ministre d'Etat, Président du comité maritime international;

M. Capelle, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, directeur général du commerce et des consulats au Ministère des affaires étrangères:

M. Ch. Le Jeune, Vice président du comité maritime international;

M. Louis Franck, Membre de la chambre des représentants, Secrétaire général du comité maritime international;

M. P. Segers, Membre de la chambre des représentants.

Le Président des États-Unis du Brésil:

M. le D.r Rodrigo Octavio de Langgaard Menezes, Professeur à la faculté libre des sciences juridiques et sociales de Rio de Janeiro, Membre de l'Académie brésilienne.

Le Président de la République du Chili:

S. Exc. M. F. Puga-Borne, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République du Chili près Sa Majesté le Roi des Belges.

Le Président de la République de Cuba:

M. Francisco Zayas y Alfonso, Ministre résident de la République de Cuba à Bruxelles.

Sa Majesté le Roi de Danemark:

M. W. de Grevenkop Castenskiold, Ministre résident de Danemark à Bruxelles;

M. Herman Barclay Halkier, Avocat à la cour suprême de Danemark.

Sa Majesté le Roi d'Espagne:

S. Exc. M. de Baguer y Corsi, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

Don Juan Spottorno, Auditeur général de la marine royale;

Don Ramon Sanchez Ocaña, Chef de division au Ministère de la justice, ancien magistrat d'audience territoriale;

Don Faustino Alvarez del Manzano, Professeur à l'université centrale de Madrid.

Le Président des États-Unis d'Amérique:

M. Walter C. Noyes, Juge à la cour de circuit des Etats-Unis à New-York;

M. Charles C. Burlingham, Avocat à New-York;

M. A. J. Montague, Ancien gouverneur de l'Etat de Virginie;

M. Edwin W. Smith, Avocat à Pittsburg.

Le Président de la République française:

S. Exc. M. Beau, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la république française près Sa Majesté le Roi des Belges;

M. Lyon-Caen, Membre de l'institut, Professeur de la faculté de droit de Paris et de l'école des sciences politiques, Président de l'association française de droit maritime.

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions Britanniques au delà des mers, Empereur des Indes:

S. Exc. Sir Arthur Hardinge, K. C. B., K. C. M. G., son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

The Hon.ble Sir William Pickford, Juge à la haute cour de Londres;

M. Leslie Scott, Conseiller du Roi, à Londres;

The Hon.ble M. Hugh Godley, Avocat à Londres.

Sa Majesté le Roi des Hellènes:

M. Georges Diobouniotis, Professeur agrégé à l'université d'Athènes.

Sa Majesté le Roi d'Italie:

M. le prince de Castagneto Caracciolo, Chargé d'affaires d'Italie à Bruxelles:

M. François Berlingieri, Avocat, Professeur à l'université de Gênes;

M. François Mirelli, Conseiller à la cour d'appel de Naples;

M. César Vivante, Professeur à l'université de Rome.

Sa Majesté l'Empereur du Japon:

S. Exc. M. K. Nabeshima, son Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

M. Yoshiyuki Irié, Procureur et Conseiller au Ministère de la justice du Japon;

M. Takeyuki Ishikawa, Chef de la division des affaires maritimes à la direction des communications du Japon;

M. M. Matsuda, Deuxième secrétaire de la légation du Japon à Bruxelles.

Le Président des États-Unis Mexicains:

S. Exc. M. Olarte, Envoyé extraordinaire et Ministre plenipotentiaire des États-Unis Mexicains près Sa Majesté le Roi des Belges;

M. Victor Manuel Castillo, Avocat, Membre du Sénat.

Le Président de la République du Nicaragua:

M. L. Vallez, Consul général de la République de Nicaragua à Bruxelles.

Sa Majesté le Roi de Norvège

S. Exc. M. le D.r G. F. Hagerup, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

M. Christian Théodor Boe, Armateur.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

M. le Jonkheer P. R. A. Melvill van Carnbee, Chargé d'affaires des Pays-Bas à Bruxelles;

M. W. L. P. A. Molengraaff, Docteur en droit, Professeur à l'université d'Utrecht;

M. B. C. J. Loder, Docteur en droit, Conseiller à la cour de cassation de La Haye;

M. C. D. Asser jr., Docteur en droit, Avocat à Amsterdam.

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves:

M. Antonio Duarte de Oliveira Soares, Chargé d'affaires de Portugal à Bruxelles.

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

S. Exc. M. Djuvara, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges.

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies:

M. C. Nabokoff, Premier secrétaire de l'ambassade de Russie à Washington.

Sa Majesté le Roi de Suède:

S. Exc. M. le comte J. J. A. Ehrensvard, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

M. Einar Lange, Directeur de la société d'assurance de bateaux à vapeur de Suède.

Le Président de la République de l'Uruguay:

S. Exc. M. Luis Garabelli, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la république de l'Uruguay près Sa Majesté le Roi des Belges;

Lesquels, à ce dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit:

Art. 1er.

L'assistance et le sauvetage des navires de mer en danger, des choses se trouvant à bord, du fret et du prix de passage, ainsi que les services de même nature rendus entre navires de mer et bateaux de navigation intérieure sont soumis aux dispositions suivantes, sans qu'il y ait à distinguer entre ces deux sortes des services et sans qu'il y ait à tenir compte des eaux où ils ont été rendus.

Art. 2.

Tout fait d'assistance ou de sauvetage ayant eu un résultat utile donne lieu à une équitable rémunération.

Aucune rémunération n'est due si le secours prêté reste sans résultat utile.

En aucun cas, la somme à payer ne peut dépasser la valeur des choses sauvées.

Art. 3.

N'ont droit à aucune rémunération les personnes qui ont pris part aux opérations de secours malgré la défense expresse et raisonnable du navire secouru.

Art. 4.

Le remorqueur n'a droit à une rémunération pour l'assistance ou le sauvetage du navire par lui remorqué ou de sa cargaison que s'il a rendu des services exceptionnels ne pouvant être considérés comme l'accomplissement du contrat de remorquage.

Art. 5.

Une rémunération est due encore que l'assistance ou le sauvetage ait eu lieu entre navires appartenant au même propriétaire.

Art. 6.

Le montant de la rémunération est fixé par la convention des parties et, à défaut, par le juge.

Il en est de même de la proportion dans laquelle cette rémunération doit être répartie entre les sauveteurs.

La répartition entre le propriétaire, le capitaine et les autres personnes au service de chacun des navires sauveteurs sera réglée par la loi nationale du navire.

Art. 7.

Toute convention d'assistance et de sauvetage passée au moment et sous l'influence du danger peut, à la requête de l'une des parties, être annulée ou modifiée par le juge, s'il estime que les conditions convenues ne sont pas équitables.

Dans tous les cas, lorsqu'il est prouvé que le consentement de l'une des parties a été vicié par dol ou réticence ou lorsque la rémunération est, de façon excessive dans un sens ou dans l'autre, hors de proportion avec le service rendu, la convention peut être annulée ou modifiée par le juge à la requête de la partie intéressée.

Art. 8.

La rémunération est fixée par le juge selon les circostances en prenant pour base: *a*) en premier lieu, le succès obtenu, les efforts et le mérite de ceux qui ont prêté secours, le danger couru par le navire assisté, par ses passagers et son équipage, par sa cargaison, par les sauveteurs et par le navire sauveteur, le temps employé, les frais et dommages subis, et les risques de responsabilité et autres courus par les sauveteurs, la valeur du matériel exposé par eux, en tenant compte, le cas échéant, de l'appropriation spéciale du navire assistant; *b*) en second lieu, la valeur des choses sauvées.

Les mêmes dispositions s'appliquent à la répartition prévue à l'article 6, alinéa 2.

Le juge peut réduire ou supprimer la rémuneration s'il apparaît que les sauveteurs ont, par leur faute, rendu nécessaire le sauvetage ou l'assistance ou qu'ils se sont rendus coupables de vols, recels ou autres actes frauduleux.

Art. 9.

Il n'est dû aucune rémunération par les personnes sauvées, sans que cependant il soit porté atteinte aux prescriptions des lois nationales à cet égard.

Les sauveteurs de vies humaines qui sont intervenus à l'occasion de l'accident ayant donné lieu au sauvetage ou à l'assistance ont droit à une équitable part de la rémunération accordée aux sauveteurs du navire, de la cargaison et de leurs accessoires.

Art. 10.

L'action en payement de la rémunération se prescrit par deux ans à partir du jour où les opérations d'assistance ou de sauvetage sont terminées.

Les causes de suspension et d'interruption de cette prescription sont déterminées par la loi du tribunal saisi de l'action.

Les Hautes Parties contractantes se réservent le droit d'admettre dans leurs législations, comme prorogeant le délai ci-dessus fixé, le fait que le navire assisté ou sauvé n'a pu être saisi dans les eaux territoriales de l'Etat dans lequel le demandeur a son domicile ou son principal établissement.

Art. 11.

Tout capitaine est tenu, autant qu'il peut le faire sans danger sérieux pour son navire, son équipage, ses passagers, de prêter assistance à toute personne, même ennemie, trouvée en mer en danger de se perdre.

Le propriétaire du navire n'est pas responsable à raison des contraventions à la disposition précédente.

Art. 12.

Les Hautes Parties contractantes, dont la législation ne réprime pas l'infraction à l'article précédent, s'engagent à prendre ou à proposer à leurs Législatures respectives les mesures nécessaires pour que cette infraction soit réprimée.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront, aussitôt que faire se pourra, les lois ou règlements qui auraient déjà été édictés ou qui viendraient à l'être dans leurs Etats pour l'exécution de la disposition qui précède.

Art. 13.

La présente Convention ne porte pas atteinte aux dispositions des législations nationales ou des traités internationaux sur l'organisation de services d'assistance et de sauvetage par les autorités publiques ou sous leur contrôle, et notamment, sur le sauvetage des engins de pêche.

Art. 14.

La présente Convention est sans application aux navires de guerre et aux navires d'Etat exclusivement affectés à un service public.

Art. 15.

Les dispositions de la présente Convention seront appliquées à l'égard de tous les intéressés lorsque soit le navire assistant ou sauveteur, soit le navire assisté ou sauvé appartient à un Etat de l'une des Hautes Parties contractantes, ainsi que dans les autres cas prévus par les lois nationales.

Il est entendu toutefois :

1° Qu'à l'égard des intéressés ressortissants d'un Etat non contractant, l'application desdites dispositions pourra être subordonnée par chacun des Etats contractants à la condition de réciprocité ;

2° Que, lorsque tous les intéressés sont ressortissants du même Etat que le tribunal saisi, c'est la loi nationale et non la Convention qui est applicable ;

3° Que, sans préjudice des disposition plus étendues des lois nationales, l'article 11 n'est applicable qu'entre navires ressortissant aux Etats des Hautes Parties contractantes.

Art. 16.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté de provoquer la réunion d'une nouvelle conférence après trois ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention, dans le but de rechercher les améliorations qui pourraient y être apportées et, notamment, d'en étendre, s'il est possible, la sphère d'application.

Celle des Puissances qui ferait usage de cette faculté aurait à notifier son intention aux autres Puissances, par l'intermédiaire du Gouvernement belge, qui se chargerait de convoquer la Conférence dans les six mois.

Art. 17.

Les Etats qui n'ont pas signé la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement belge, et, par celui-ci, à chacun des Gouvernements des autres Parties contractantes; elle sortira ses effets un mois après l'envoi de la notification faite par le Gouvenement belge.

Art. 18.

La présente Convention sera ratifiée.

A l'expiration du délai d'un an au plus tard, a compter du jour de la signature de la Convention, le Gouvernement belge entrera en rapport avec les Gouvernements des Hautes Parties contractantes qui se seront déclarées prêtes à la ratifier, à l'effet de faire décider s'il y a lieu de la mettre en vigueur.

Les ratifications seront, le cas échéant, déposées immédiatement à Bruxelles et la Convention produira ses effets un mois après ce dépôt.

Le protocole restera ouvert pendant une autre année en faveur des Etats représentés à la Conférence de Bruxelles. Passé ce délai, ils ne pourraient qu'y adhérer, conformément aux dispositions de l'article 17.

Art. 19.

Dans le cas où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes dénoncerait la présente Convention, cette dénonciation ne produirait ses effets qu'un an après le jour où elle aurait été notifiée au Gouvernement belge et la Convention demeurerait en vigueur entre les autres Parties contractantes.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Hautes Parties contractantes respectives ont signé la présnte Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Bruxelles, en un seul exemplaire, le 23 septembre 1910.

Pour l'Allemagne :
Signé : Kracker von Schwartzenfeldt
» D.r G. Struckmann

Pour la Republique Argentine :
Signé : Alberto Blancas

Pour l'Autriche et pour la Hongrie :
Signé : S. Clary et Aldringen

Pour l'Autriche :
Signé : Stephen Worms

Pour la Hongrei :
Signé : D.r François de Nagy

Pour la Belgique :
Signé : A. Beernaert
» Capelle
» Ch. Lejeune
» Louis Franck
» Paul Segers

Pour les Etats-Unis du Brésil :
Signé : Rodrigo Octavio de Langgaard Menezes

Pour le Chili :
Signé : F. Puga-Borne

Pour la République de Cuba :
Signé : Dr F. Zayas

Pour la Danemark :
Signé : W. Grevenkop Castenskiold
» Herman Halhier

Pour l'Espagne :
Signé : Arturo De Baguer
» Juan Spottorno
» Ramon Sanchez de Ocaña
» Faustino A. Del Manzano

Pour les Etats-Unis d'Amérique :
Signé : Walter C. Noyes
» Charles C. Burlingham
» A. J. Montague
» Edwin W. Smith

Pour la France :
Signé : Beau
» Ch. Lyon-Caen

Pour la Grande-Bretagne :
Signé : Arthur H. Hardinge
» W. Pickford
» Leslie Scott
» Hugh Godley

Pour la Grèce :
Signé : G. Diobouniotis

Pour l'Italie :
Signé : Prince De Castagneto
» Francesco Berlingieri
» Francesco M. Mirelli
» Prof. César Vivante

Pour le Japon :
Signé : K. Nabeshima
» Y. Irié
» T. Ishikava
» M. Matsuda

Pour les Etats-Unis Mexicains :
Signé : Enrique Olarte
» Victor Manuel Castillo

Pour le Nicaragua :
Signé : Léon Vallez

Pour la Norvège.
Signé : Hagerup
» Chr. Th. Boe

Pour les Pays-Bas :
Signé : P. R. A. Melvill van Carnbee
» Molengraaff
» Loder
» C. D. Asser

Pour le Portugal :
Signé : A. D. De Oliveira Soares

Pour la Roumanie :
Signé : T. G. Djuvara

Pour la Russie :
Signé : C. Nabokoff

Pour la Suède :
Signé : Albert Ehrensvard
» Einar Lange

Pour l'Uruguay :
Signé : Luis Garabelli

(Traduzione).

CONVENZIONE

per l'unificazione di alcune regole in materia di assistenza e di salvataggio marittimi.

Sua Maestà l'Imperatore di Germania, Re di Prussia, in nome dell'Impero Germanico; il Presidente della Repubblica Argentina; Sua Maestà l'Imperatore d'Austria, Re di Boemia, ecc., e Re Apostolico d'Ungheria: per l'Austria e per l'Ungheria; Sua Maestà il Re dei Belgi; il Presidente degli Stati Uniti del Brasile; il Presidente della Repubblica del Cile; il Presidente della Repubblica di Cuba; Sua Maestà il Re di Danimarca; Sua Maestà il Re di Spagna; il Presidente degli Stati Uniti d'America; il Presidente della Repubblica Francese; Sua Maestà il Re del Regno Unito della Gran Bretagna e d'Irlanda e dei Possedimenti Britannici al di là dei Mari, Imperatore delle Indie; Sua Maestà il Re degli Elleni; Sua Maestà il Re d'Italia; Sua Maestà l'Imperatore del Giappone; il Presidente degli Stati Uniti del Messico; il Presidente della Repubblica del Nicaragua; Sua Maestà il Re di Norvegia; Sua Maestà la Regina dei Paesi Bassi; Sua Maestà il Re di Portogallo e dell'Algarve; Sua Maestà il Re di Romania; Sua Maestà l'Imperatore di tutte le Russie; Sua Maestà il Re di Svezia; il Presidente della Repubblica dell'Uruguay.

Avendo riconosciuto l'utilità di stabilire di comune accordo alcune regole uniformi in materia di assistenza e di salvataggio marittimi, hanno deciso di concludere una Convenzione a tale effetto ed hanno nominato a Loro Plenipotenziari:

Sua Maestà l'Imperatore di Germania, Re di Prussia, in nome dell'Impero germanico:

il Signor Kracker de Schwartzenfeldt, Incaricato d'Affari di Germania a Bruxelles;
il Signor D.r Struckmann, Consigliere Intimo Superiore di Governo, Consigliere Relatore al Dipartimento Imperiale della Giustizia.

Il Presidente della Repubblica Argentina:

S. E. M. A. Blancas, Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario della Repubblica Argentina presso Sua Maestà il Re dei Belgi.

Sua Maestà l'Imperatore d'Austria, Re di Boemia, ecc., Re apostolico d'Ungheria;

Per l'Austria e per l'Ungheria:
S. E. il Conte di Clary e Aldringen, Suo Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario presso Sua Maestà il Re dei Belgi;
Per l'Austria:
il Signor D.r Stephen Worms, Consigliere di Sezione al Ministero I. R. austriaco del Commercio;
Per l'Ungheria:
il Signor D.r Francesco de Nagy, Segretario di Stato a riposo, Professore ordinario all'Università Reale di Budapest, membro della Camera Ungherese dei Deputati.

Sua Maestà il Re dei Belgi:

il Signor Beernaert, Ministro di Stato, Presidente del Comitato Marittimo Internazionale;
il Signor Capelle, Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario, Direttore Generale del Commercio e dei Consolati, al Ministero degli Affari Esteri;
il Signor Ch. Le Jeune, Vice-Presidente del Comitato Marittimo Internazionale;
il Signor Louis Franck, Membro della Camera dei Rappresentanti, Segretario Generale del Comitato Marittimo Internazionale;
il Signor P. Segers, Membro della Camera dei Rappresentanti.

Il Presidente degli Stati Uniti del Brasile:

il Signor D.r Rodrigo Ottavio de Langgaard Menezes, Professore alla Facoltà libera delle scienze giuridiche e sociali di Rio de Janeiro, Membro dell'Accademia brasiliana.

Il Presidente della Repubblica del Cile:

S. E. M. F. Puga-Borne, Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario della Repubblica del Cile presso Sua Maestà il Re dei Belgi.

Il Presidente della Repubblica di Cuba:

il Signor Francesco Zayas y Alfonso, Ministro Residente della Repubblica di Cuba a Bruxelles.

Sua Maestà il Re di Danimarca:

il Signor W. de Grevenkop Castenskiold, Ministro Residente di Danimarca a Bruxelles;
il Signor Herman Barclay Halkier, Avvocato alla Corte Suprema di Danimarca.

Sua Maestà il Re di Spagna:

S. E. il Signor de Baguer y Corsi, Suo Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario presso Sua Maestà il Re dei Belgi;
Don Juan Spottorno, Uditore Generale della Marina Reale;
Don Ramon Sanchez Ocaña, Capo Divisione al Ministero della Giustizia, ex-Magistrato del Tribunale territoriale;
Don Faustino Alvarez del Manzano, Professore all'Università Centrale di Madrid.

Il Presidente degli Stati Uniti d'America:

il Signor Walter C. Noyes, Giudice alla Corte di Circuito degli Stati Uniti a Nuova York;
il Signor Charles C. Burlingham, avvocato a Nuova York;
il Signor A. J. Montague, ex-Governatore dello Stato della Virginia;
il Signor Edwin W. Smith, Avvocato a Pittsburg.

Il Presidente della Repubblica francese:

S. E. il Signor Beau, Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario della Repubblica Francese presso Sua Maestà il Re dei Belgi;
il Signor Lyon-Caen, membro dell'Istituto, Professore della Facoltà di diritto di Parigi e della Scuola di scienze politiche, Presidente dell'Associazione francese di diritto marittimo.

Sua Maestà il Re del Regno Unito della Gran Bretagna e d'Irlanda e dei possedimenti britannici al di là dei mari, Imperatore delle Indie:

S. E. Sir Arthur Hardinge, K. C. B., K. C. M. G., suo Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario presso Sua Maestà il Re dei Belgi;
l'on. Sir William Pickford, Giudice all'Alta Corte di Londra;
il Signor Leslie Scott, Consigliere del Re a Londra;
l'on. Signor Hugh Godley, Avvocato a Londra.

Sua Maestà il Re degli Elleni:

il Signor Diobouniotis, professore aggiunto all'Università di Atene.

Sua Maestà il Re d'Italia:

il Signor Principe di Castagneto Caracciolo, Incaricato d'Affari di Italia a Bruxelles;
il Signor Francesco Berlingieri, Avvocato, Professore all'Università di Genova;
il Signor Francesco Mirelli, Consigliere alla Corte d'Appello di Napoli;
il Signor Cesare Vivante, Professore all'Università di Roma.

Sua Maestà l'Imperatore del Giappone:

S. E. il Signor K. Nabeshima, Suo Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario presso Sua Maestà il Re dei Belgi;
il Signor Yoshiyuki Irié, Procuratore e Consigliere al Ministero della Giustizia del Giappone;

il Signor Takeyuki Ishikawa, Capo di Divisione degli Affari Marittimi presso la Direzione delle Comunicazioni del Giappone;
il Sig. Matsuda, 2° Segretario della Legazione del Giappone a Bruxelles.

Il Presidente degli Stati-Uniti del Messico:

S. E. M. Olarte, Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario degli Stati Uniti del Messico presso Sua Maestà il Re dei Belgi;
il Signor Victor Manuel Castillo, Avvocato, Membro del Senato.

Il Presidente della Repubblica del Nicaragua:

il Signor L. Vallez, Console Generale della Repubblica di Nicaragua a Bruxelles.

Sua Maestà il Re di Norvegia:

S. E. il Dr. G. F. Hagerup, Suo Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario presso Sua Maestà il Re dei Belgi;
il Signor Christian Théodor Boe, Armatore.

Sua Maestà la Regina dei Paesi-Bassi:

il Jonkheer P. R. A. Melvill van Carnbee, Incaricato d'Affari dei Paesi Bassi a Bruxelles;
il Signor W. L. P. A. Molengraaff, Dottore in legge, Professore alla Università di Utrecht;
il Signor B. C. J. Loder, Dottore in legge, Consigliere alla Corte di Cassazione dell'Aja;
il Signor C. D. Asser jr., Dottore in legge, Avvocato ad Amsterdam.

Sua Maestà il Re del Portogallo e dell'Algarve:

il Signor Antonio Duarte de Oliveira Soares, Incaricato d'Affari del Portogallo a Bruxelles.

Sua Maestà il Re di Romania:

S. E. il Signor Djuvara, Suo Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario presso Sua Maestà il Re dei Belgi.

Sua Maestà l'Imperatore di tutte le Russie:

il Signor C. Nabokoff, Primo Segretario dell'Ambasciata di Russia a Washington.

Sua Maestà il Re di Svezia:

S. E. il Conte J. J. A. Ehrensvard, Suo Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario presso Sua Maestà il Re dei Belgi;
Il Signor Einar Lange, Direttore della Società di assicurazione di piroscafi della Svezia.

Il Presidente della Repubblica dell'Uruguay:

S. E. il Signor Luis Garabelli, Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario della Repubblica dell'Uruguay presso Sua Maestà il Re dei Belgi;
I quali, a ciò debitamente autorizzati, hanno convenuto quanto segue:

Art. 1.

L'assistenza ed il salvataggio delle navi di mare in pericolo, delle cose che si trovano a bordo, del nolo e dei prezzi di viaggio, come pure i servizi dello stesso genere resi fra navi di mare e battelli di navigazione interna, sono sottoposti alle disposizioni seguenti, senza che si debba distinguere fra queste due specie di servizi, e senza che si abbia a tener conto delle acque dove essi sono stati resi.

Art. 2.

Qualunque fatto d'assistenza o di salvataggio che abbia avuto un risultato utile dà luogo ad un equo compenso.

Non è dovuto alcun compenso se il soccorso prestato rimanga senza utile risultato.

In nessun caso la somma da pagarsi può superare il valore delle cose salvate.

Art. 3.

Le persone che hanno preso parte alle operazioni di soccorso nonostante la proibizione espressa o ragionevole della nave soccorsa non hanno diritto ad alcun compenso.

Art. 4.

Il rimorchiatore non ha diritto a compenso per la assistenza od il salvataggio della nave da esso rimorchiata, o del suo carico, se non quando abbia reso servizi eccezionali, che non possano essere considerati come l'adempimento del contratto di rimorchio.

Art. 5.

È dovuto un compenso anche nel caso in cui l'assistenza od il salvataggio abbiano avuto luogo fra navi appartenenti al medesimo proprietario.

Art. 6.

L'ammontare del compenso è fissato per accordo tra le parti, e, in mancanza, dall'Autorità giudiziaria.

Lo stesso vale per la proporzione in cui questo compenso deve essere ripartito fra i salvatori.

La ripartizione fra il proprietario, il capitano e le altre persone al servizio di ciascuna delle navi salvatrici sarà regolata dalla legge nazionale della nave.

Art. 7.

Ogni convenzione di assistenza e di salvataggio stipulata al momento e sotto l'influenza del pericolo può, a richiesta di una delle parti, essere annullata o modificata dall'autorità giudiziaria, se questa ritenga che le condizioni convenute non sono eque.

In tutti i casi, allorchè sia provato che il consenso di una delle parti fu viziato da dolo o reticenza, oppure allorchè il compenso sia, in modo eccessivo in un senso o nell'altro, sproporzionato al servizio reso, la convenzione può essere annullata o modificata dall'Autorità giudiziaria a richiesta della parte interessata.

Art. 8.

Il compenso è fissato dall'Autorità giudiziaria secondo le circostanze, prendendo per base: *a*) in primo luogo il successo ottenuto, gli sforzi ed il merito di coloro che hanno prestato soccorso, il pericolo corso dalla nave assistita, dai suoi passeggeri e dal suo equipaggio, dal suo carico, dai salvatori e dalla nave salvatrice, il tempo impiegato, le spese e i danni sofferti, ed i rischi di responsabilità, ed altri, corsi dai salvatori, il valore del materiale da essi esposto, tenendo conto, se occorra, dell'adattamento speciale della nave soccorritrice;

b) in secondo luogo il valore delle cose salvate.

Si applicano le medesime disposizioni alla ripartizione prevista dall'art. 6, comma 2°.

L'Autorità giudiziaria può ridurre o sopprimere il compenso, quando risulti che i salvatori hanno reso, per loro colpa, necessario il salvataggio o l'assistenza, oppure che si sono resi colpevoli di furti, ricettazioni od altri atti fraudolenti.

Art. 9.

Nessun compenso è dovuto dalle persone salvate, restando tuttavia ferme le prescrizioni delle leggi nazionali a tale riguardo.

I salvatori di vite umane che sono intervenuti in occasione dell'accidente che ha dato luogo al salvataggio od all'assistenza hanno diritto ad un'equa parte del compenso concesso ai salvatori della nave, del carico e dei loro accessorî.

Art. 10.

L'azione per pagamento del compenso si prescrive in due anni a cominciare dal giorno in cui le operazioni di assistenza o di salvataggio sono terminate.

Le cause di sospensione o d'interruzione di questa prescrizione sono determinate dalla legge del Tribunale adito.

Le Alte Parti contraenti si riservano il diritto di ammettere, nelle leggi rispettive, come prorogante il termine qui sopra fissato, il

fatto che la nave assistita o salvata non si potè sequestrare nelle acque territoriali dello Stato in cui l'attore ha il suo domicilio o il suo principale stabilimento.

Art. 11.

Ogni capitano è tenuto, in quanto lo possa senza serio pericolo per la sua nave, il suo equipaggio ed i suoi passeggeri, a prestare assistenza a qualunque persona, anche nemica, trovata in mare, in pericolo di vita.

Il proprietario della nave non è responsabile per le contravvenzioni alla disposizione che precede.

Art. 12.

Le Alte Parti contraenti la cui legislazione non reprima l'infrazione all'articolo che precede, s'impegnano a prendere o a proporre ai rispettivi corpi legislativi le misure necessarie perchè tale infrazione sia repressa.

Le Alte Parti contraenti si comunicheranno, appena ciò potrà farsi, le leggi o i regolamenti che già fossero stati o venissero promulgati nei loro Stati in esecuzione della disposizione che precede.

Art. 13.

La presente Convenzione non porta deroga alle disposizioni delle legislazioni nazionali o dei trattati internazionali rispetto all'organizzazione di servizi d'assistenza o di salvataggio per parte delle autorità pubbliche, oppure sotto il loro controllo, e specialmente rispetto al salvataggio degli attrezzi da pesca.

Art. 14.

La presente Convenzione non s'applica alle navi da guerra, nè alle navi dello Stato esclusivamente adibite ad un pubblico servizio.

Art. 15.

Le disposizioni della presente Convenzione saranno applicate relativamente a tutti gl'interessati allorquando, sia la nave soccorritrice o salvatrice, sia la nave assistita o salvata, appartenga ad uno Stato di una delle Alte Parti contraenti, come pure negli altri casi previsti dalle leggi nazionali.

È tuttavia stabilito:

1° che, rispetto agl'interessati appartenenti ad uno Stato non contraente, l'applicazione delle dette disposizioni potrà essere subordinata da ciascuno degli Stati contraenti alla condizione della reciprocità;

2° che, allorquando tutti gl'interessati appartengano al medesimo Stato cui appartiene il Tribunale adito, si applicherà la legge nazionale e non la Convenzione;

3° che, senza pregiudizio di più ampie disposizioni delle leggi nazionali, l'art. 11 non è applicabile che fra navi appartenenti agli Stati delle Alte Parti contraenti.

Art. 16.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti avrà la facoltà di provocare la riunione di una nuova Conferenza, trascorsi tre anni dall'entrata in vigore della presente Convenzione, allo scopo di studiare i miglioramenti che vi si potrebbero apportare, e, specialmente di estenderne, se possibile, la sfera d'applicazione.

Quella fra le potenze che faccia uso di questa facoltà dovrà notificare la sua intenzione alle altre potenze pel tramite del Governo belga, il quale s'incaricherà di convocare la Conferenza entro sei mesi.

Art. 17.

Gli Stati che non hanno sottoscritto la presente Convenzione sono ammessi ad aderirvi su loro domanda. Questa adesione sarà notificata per via diplomatica al Governo belga e, da questo, a ciascuno dei Governi delle Alte Parti contraenti; produrrà i suoi effetti scorso che sia un mese dopo l'invio della notificazione fatta al Governo belga.

Art. 18.

La presente Convenzione sarà ratificata.

Scorso un anno, al più tardi, a principiare dal giorno della firma della Convenzione, il Governo belga si metterà in relazione coi Governi delle Alte Parti contraenti che si saranno dichiarati pronti a ratificarla, allo scopo di far decidere se sia il caso di metterla in vigore.

Le ratifiche saranno, in tal caso, depositate immediatamente a Bruxelles, e la Convenzione produrrà i suoi effetti un mese dopo questo deposito.

Il protocollo resterà aperto per la durata di un altro anno in favore degli Stati rappresentati alla Conferenza di Bruxelles.

Scorso questo termine, essi non potranno che aderirvi in conformità delle disposizioni dell'art. 17.

Art. 19.

Nel caso in cui alcuna delle Alte Parti contraenti denunzi la presente Convenzione, la denunzia non produrrà i suoi effetti che un anno dopo il giorno in cui essa sia stata notificata al Governo belga, e la Convenzione rimarrà in vigore fra le altre Parti contraenti.

In fede di che i Plenipotenziari delle Alte Parti contraenti rispettive hanno firmato la presente Convenzione e vi hanno apposto i loro sigilli.

Fatto a Bruxelles, in un solo esemplare, addì 23 settembre 1910.

Per la Germania:
Firmato: Kracker von Schwartzenfeldt
» D.r G. Struckmann

Per la Repubblica Argentina:
Firmato: Alberto Blancas

Per l'Austria e l'Ungheria:
Firmato: S. Clary et Aldringen

Per l'Austria:
Firmato: Stephen Worms

Per l'Ungheria:
Firmato: D.r François de Nagy

Per il Belgio:
Firmato: A. Beernaert
» Capelle
» Ch. Lejeune
» Louis Franck
» Paul Segers

Per gli Stati Uniti del Brasile.
Firmato: Rodrigo Octavio de Langgaard Menezes

Per il Cile:
Firmato: F. Puga-Borne

Per la Repubblica di Cuba:
Firmato: D.r F. Zayas

Per la Danimarca:
Firmato: W. Grevenkop Castenskiold
» Herman Halkier

Per la Spagna:
Firmato: Arturo de Baguer
» Juan Spottorno
» Ramon Sanchez de Ocaña
» Faustino A. del Manzano

Per gli Stati Uniti d'America:
Firmato: Walter C. Noyes
» Charles C. Burlingham
Firmato: A. J. Montague
» Edwin W. Smith

Per la Francia:
Firmato: Beau
» Ch. Lyon-Caen

Per la Gran Bretagna:
Firmato: Arthur H. Hardinge
» W. Pickford
» Leslie Scott
» Hugh Godley

Per la Grecia:
Firmato: G. Diobouniotis

Per l'Italia:
Firmato: Prince de Castagneto
» Francesco Berlingieri
» Francesco M. Mirelli
» Prof. César Vivante

Per il Giappone:
Firmato: K. Nabeshima
» Y. Irió
» T. Ishikawa
» M. Matsuda

Per gli Stati Uniti del Messico:
Firmato: Enrique Olarte
» Víctor Manuel Castillo

Per il Nicaragua:
Firmato: Léon Vallez

Per la Norvegia:
Firmato: Hagerup
» Chr. Th. Boe

Per i Paesi Bassi:
Firmato: P. R. A. Melvill van Carnbee
» Molengraaff
» Loder
» C. D. Asser

Per il Portogallo:
Firmato: A. D. de Oliveira Soares
Per la Romania:
Firmato: T. G. Djuvara
Per la Russia:
Firmato: C. Nabokoff
Per la Svezia:
Firmato: Albert Ehrensvard
» Einar Lange
Per l'Uruguay:
Firmato: Luis Garabelli

Protocole de signature.

Au moment de procéder à la signature des Conventions pour l'unification de certaines règles en matière d'abordage et en matière d'assistance et de sauvetage maritimes conclues à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

Les dispositions desdites Conventions seront applicables aux colonies et possessions des Puissances contractantes, sous les réserves ci-après:

I. — Le Gouvernement allemand déclare réserver ses résolutions au sujet de ses colonies. Il se réserve, pour chacune de celles-ci séparément, le droit d'adhérer aux Conventions et de les dénoncer.

II. — Le Gouvernement danois déclare se réserver le droit d'adhérer auxdites Conventions et de les dénoncer pour l'Islande et les colonies ou possessions danoises séparément.

III. — Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique déclare se réserver le droit d'adhérer aux dites Conventions et de les dénoncer pour les Possessions insulaires des Etats-Unis d'Amérique.

IV. — Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique déclare se réserver le droit d'adhérer auxdites Conventions et de les dénoncer pour chacune des colonies, chacun des protectorats et territoires britanniques séparément, ainsi que pour l'île de Chypre.

V. — Le Gouvernement italien se réserve d'adhérer ultérieurement aux Conventions pour les dépendances et colonies italiennes.

VI. — Le Gouvernement des Pays-Bas se réserve d'adhérer ultérieurement aux Conventions pour les colonies et Possessions néerlandaises.

VII. — Le Gouvernement portugais déclare se réserver le droit d'adhérer ultérieurement aux Conventions pour les colonies portugaises.

Ces adhésions pourront être notifiées soit par une déclaration générale comprenant toutes les colonies et possessions, soit par des déclarations spéciales. Pour les adhésions et dénonciations, on observera éventuellement la procedure indiquée dans les deux Conventions de ce jour. Il est entendu toutefois que lesdites adhésions pourront également être constatées dans le procès-verbal des ratifications.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés ont dressé le présent protocole, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même des Conventions auxquelles il se rapporte.

Fait à Bruxelles, en un seul exemplaire, le 23 septembre 1910.

Pour l'Allemagne:
Signé: Kracker von Schwartzenfeldt
» Dr G. Struckmann
Pour la République Argentine:
Signé: Alberto Blancas
Pour l'Autriche et pour la Hongrie:
Signé: S. Clary et Aldringen
Pour l'Autriche:
Signé: Stephen Worms
Pour la Hongrie:
Signé: Dr François De Nagy
Pour la Belgique:
Signé: A. Beernaert
» Capelle
» Ch. Lejeune
» Louis Franck
» Paul Segers
Pour les Etats-Unis du Brésil:
Signé: Rodrigo Octavio De Langgaard Menezes
Pour le Chili:
Signé: F. Puga-Borne
Pour la République de Cuba:
Signé: Dr F. Zayas
Pour le Danemark:
Signé: W. Grevenkop Castenskiold
» Herman Halkier
Pour l'Espagne:
Signé: Arturo De Baguer
» Juan Spottorno
» Ramon Sanchez De Ocaña
» Faustino A. Del Manzano
Pour les Etats-Unis d'Amérique:
Signé: Walter C. Noyes
» Charles C. Burlingham
» A. J. Montague
» Edwin W. Smith
Pour la France:
Signé: Beau
» Ch. Lyon-Caen
Pour la Grande-Bretagne:
Signé: Arthur H. Hardinge
» W. Pickford
» Leslie Scott
» Hugh Godley
Pour la Grèce:
Signé: G. Diobouniotis
Pour l'Italie:
Signé: Prince de Castagneto
» Francesco Berlingieri
Ssgné: Francesco M. Mirelli
» Prof. César Vivante
Pour le Japon:
Signé: K. Nabeshima
» Y. Irié
» T. Ishikawa
» M. Matsuda
Pour les Etats-Unis Mexicains:
Signé: Enrique Olarte
» Victor Manuel Castillo
Pour le Nicaragua:
Signé: Léon Vallez
Pour la Norvège:
Signé: Hagerup
» Chr. Th. Boe
Pour le Pays-Bas:
Signé: P. R. A. Melvill van Carnbee
» Molengraaff
» Loder
» C. D. Asser
Pour le Portugal:
Signé: A. D. De Oliveira Soares
Pour la Roumanie:
Signé: T. G. Djuvara
Pour la Russie:
Signé: C. Nabokoff
Pour la Suède:
Signé: Albert Ehrensvard
» Einar Lange
Pour l'Uruguay:
Signé: Luis Garabelli

(Traduzione).

Protocollo di firma.

Al momento di procedere alla firma delle Convenzioni per la unificazione di alcune regole in materia di urto fra navi e in materia di assistenza e di salvataggio marittimi, concluse alla data di oggi, i sottoscritti Plenipotenziari convengono in quanto segue:

Le disposizioni di dette Convenzioni saranno applicabili alle Colonie e ai possedimenti delle Potenze contraenti, con le seguenti riserve:

I. — Il Goveno germanico dichiara riservare le sue risoluzioni rispetto alle sue Colonie. Esso si riserva, per ciascuna di esse separatamente, il diritto di aderire alle Convenzioni e di denunziarle.

II. — Il Governo danese dichiara riservarsi il diritto di aderire alle dette Convenzioni e di denunziarle per l'Islanda e le Colonie o i possedimenti danesi, separatamente.

III. — Il Governo degli Stati Uniti d'America dichiara riservarsi il diritto di ederire alle dette Convenzioni e di denunziarle per i possedimenti insulari degli Stati Uniti d'America.

IV. — Il Governo di Sua Maestà Britannica dichiara riservarsi il diritto di aderire alle dette Convenzioni e di denunziarle, per ciascuna delle Colonie, ciascuno dei protettorati e territori britannici separatamente, nonchè per l'isola di Cipro.

V. — Il Governo italiano si riserva di aderire ulteriormente alle Convenzioni per le dipendenze e Colonie italiane.

VI. — Il Governo dei Paesi Bassi si riserva di aderire ulteriormente alle Convenzioni per le Colonie e i possedimenti olandesi.

VII. — Il Governo portoghese dichiara riservarsi il diritto di aderire ulteriormente alle Convenzioni per le Colonie portoghesi.

Queste adesioni potranno essere notificate sia con una dichiarazione generale comprendente tutte le Colonie e i possedimenti, sia con dichiarazioni speciali. Per le adesioni e le denunzie si osserverà eventualmente la procedura indicata nelle due convenzioni odierne. Resta tuttavia inteso che le dette adesioni potranno egualmente essere constatate nel verbale di ratifica.

In fede di che i sottoscritti Plenipotenziari hanno redatto il presente Protocollo, che avrà la stessa forza e lo stesso valore come se le sue disposizioni fossero inserite nel testo stesso delle Convenzioni alle quali si riferisce.

Fatto a Bruxelles, in un solo esemplare, il 23 settembre 1910.

Per la Germania:
Firmato: Kracker von Schwartzenfeldt
» D.r G. Struckmann

Per la Repubblica Argentina:
Firmato: Alberto Blancas

Per l'Austria e l'Ungheria:
Firmato: S. Clary et Aldringen

Per l'Austria:
Firmato: Stephen Worms

Per l'Ungheria:
Firmato: D.r François de Nagy

Per il Belgio:
Firmato: A. Beernaert
» Capelle
» Ch. Lejeune
» Louis Franck
» Paul Segers

Per gli Stati Uniti del Brasile:
Firmato: Rodrigo Octavio de Langgaard Menezes

Per il Cile:
Firmato: F. Puga-Borne

Per la Repubblica di Cuba:
Firmato: D.r F. Zayas

Per la Danimarca:
Firmato: W. Grevenkop Castenskiold
» Herman Halkier

Per la Spagna:
Firmato: Arturo de Baguer
» Juan Spottorno
» Ramon Sanchez de Ocaña
» Faustino A. del Manzano

Per gli Stati Uniti d'America:
Firmato: Walter C. Noyes
» Charles C. Burlingham
» A. J. Montague
» Edwin W. Smith

Per la Francia:
Firmato: Beau
» Ch. Lyon-Caen

Per la Gran Bretagna:
Firmato: Arthur H. Hardinge
» W. Pickford
» Leslie Scott
» Hugh Godley

Per la Grecia:
Firmato: G. Diobouniotis

Per l'Italia:
Firmato: Prince de Castagneto
» Francesco Berlingieri
» Francesco M. Mirelli
» Prof. César Vivante

Per il Giappone:
Firmato: K. Nabeshima
» Y. Irié
» T. Ishikawa
» M, Matsuda

Per gli Stati Uniti del Messico:
Firmato: Enrique Olarte
» Victor Manuel Castillo

Per il Nicaragua:
Firmato: Léon Vallez

Per la Norvegia:
Firmato: Hagerup
» Chr. Th. Boe

Per i Paesi Bassi:
Firmato: P. R. A. Melvill van Carnbee
» Molengraaff
» Loder
» C. D. Asser

Per il Portogallo:
Firmato: A. D. de Oliveira Soares

Per la Romania:
Firmato: T. G. Djuvara

Per la Russia:
Firmato: C. Nabokoff

Per la Svezia:
Firmato: Albert Ehrensvard
» Einar Lange

Per l'Uruguay:
Firmato: Luis Garabelli

Il numero 608 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

È convertito in legge il R. decreto 25 luglio 1912, n. 1132, col quale venne concesso ai cittadini italiani espulsi dalla Turchia in occasione ed in conseguenza della guerra allora esistente tra l'Italia e l'Impero ottomano, muniti di diplomi esteri per l'esercizio della professione di medico-chirurgo, di veterinario, di odontoiatra, di farmacista, di levatrice, di esercitare nel Regno, fino al 25 gennaio 1913, la professione cui sono abilitati dai rispettivi diplomi.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 5 giugno 1913.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI — CREDARO.

Visto, *Il guardasigilli*: FINOCCHIARO-APRILE.

Il numero 603 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Vista la domanda presentata dal comune di Pavia per ottenere l'autorizzazione di costruire ed esercitare una linea tramviaria urbana in quella città dal piazzale esterno della stazione ferroviaria alla piazza del Municipio;

Visto il testo unico delle disposizioni di legge per le ferrovie concesse all'industria privata, le tramvie a trazione meccanica e gli automobili approvato con Nostro decreto 9 maggio 1912, n. 1447, nonchè la legge 29 marzo 1903, n. 103, ed i regolamenti approvati coi Nostri decreti 17 giugno 1900, n. 306, e 10 marzo 1904, n. 108;

Sentito il Consiglio superiore dei lavori pubblici;

Sulla proposta del Nostro ministro, segretario di Stato per i lavori pubblici;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il comune di Pavia è autorizzato a costruire ed esercitare, a trazione elettrica, una linea tramviaria urbana dal piazzale esterno della stazione ferroviaria per via Nizza, via Cavour, via Mazzini, fino a piazza Mu-

nicipio, in base al progetto portante il bollo dell'ufficio del registro di Pavia del 6 settembre 1911 ed a quello di alcune varianti portanti il bollo dello stesso ufficio in data 21-23 ottobre 1912, subordinatamente alla osservanza delle prescrizioni ed osservazioni contenute nei voti del Consiglio superiore dei lavori pubblici n. 489 del 13 aprile 1912 e n. 41 del 13 gennaio 1913.

Art. 2.

Per l'impianto e l'esercizio della nuova linea tramviaria dovranno osservarsi, oltre le disposizioni delle leggi e dei regolamenti sopra citati, anche le norme contenute nel disciplinare 3 marzo 1913, firmato in segno di accettazione dal rappresentante del comune di Pavia, nonchè le speciali prescrizioni di sicurezza che si riconoscessero necessarie all'atto del collaudo.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 20 aprile 1913.

VITTORIO EMANUELE

SACCHI.

Visto, *Il guardasigilli:* FINOCCHIARO-APRILE.

Il numero 607 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Vista la legge 21 marzo 1912, n, 191, concernente la emissione di buoni del tesoro quinquennali in sostituzione dei titoli redimibili 3,50 e 3 per cento netto per provvedere alle spese straordinarie occorrenti per le ferrovie esercitate dallo Stato, per le nuove costruzioni di strade ferrate e per i riscatti di ferrovie e di debiti redimibili onerosi;

Visto l'articolo 4 di detta legge, il quale dà facoltà di provvedere con R. decreto alle variazioni da introdursi nello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'esercizio finanziario 1912-913 in dipendenza delle disposizioni in essa legge contenute;

Visto il R. decreto 23 giugno 1912, n. 727;

Vista la legge 13 giugno 1912, n. 569, che approva lo stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'esercizio finanziario 1912-913;

Sulla proposta del Nostro ministro, segretario di Stato per il tesoro;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

Lo stanziamento del capitolo n. 21-*bis* « Interessi dei buoni del tesoro quinquennali creati con la legge 21 marzo 1912, n. 191, e spese di allestimento, di negoziazione ed altre accessorie (spesa obbligatoria) », dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'esercizio finanziario 1912-913, è aumentato di lire quattromilioni ottocentosessantamila (lire 4.860.000)

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 20 marzo 1913.

VITTORIO EMANUELE.

TEDESCO.

Visto, *Il guardasigilli:* FINOCCHIARO-APRILE.

VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Veduto il Nostro decreto in data 6 aprile del corrente anno (registrato alla Corte dei conti il 18 dello stesso mese) con cui fu sciolto il Consiglio della Camera di commercio e industria di Civitavecchia e il cav. dott. nob. Stefano Assettati fu nominato commissario governativo per la temporanea amministrazione della Camera stessa;

Considerato che il commissario predetto prese possesso dell'ufficio il 23 di aprile u. s. e che il termine di due mesi previsto dall'art. 3° della legge 20 marzo 1910, n. 121, si ravvisa insufficiente per il compimento dello incarico ad esso affidato;

Visti gli articoli 3 e 34 della legge 20 marzo 1910, n. 121, sul riordinamento delle Camere di commercio e industria;

Sulla proposta del Nostro ministro, segretario di Stato per l'agricoltura, l'industria ed il commercio;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

La durata dei poteri del cav. dott. nob. Stefano Assettati, commissario governativo per la Camera di commercio e industria di Civitavecchia, è prorogata di due mesi.

Art. 2.

Le elezioni per la ricostituzione del nuovo Consiglio della Camera predetta avranno luogo il giorno 3 agosto 1913.

L'insediamento dei consiglieri eletti sarà fatto il giorno 9 dello stesso mese.

Il ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto che sarà pubblicato nella *Gazzetta ufficiale* del Regno.

Dato a Roma, addì 29 maggio 1913.

VITTORIO EMANUELE.

NITTI.

Ministero delle Poste e dei Telegrafi

PROSPETTO delle entrate postali del 3° trimestre dell'esercizio 1912-913 confrontate con quelle del 3° trimestre dell'esercizio 1911-912

ESERCIZIO 1912-913

Num.	CAPITOLI – DENOMINAZIONE	Gennaio	Febbraio	Marzo	TOTALE	Trimestri precedenti	TOTALE
55	**Poste:**						
a	Francobolli	7,050,474 92	6, 02,741 29	7,483,286 02	20,836,502 23	44,864,288 77	65,700,791 —
b	Buoni risposta	1,471 80	1,320 60	1,644 —	4,436 40	6,650 10	11,086 50
c	Biglietti postali	44,754 95	40,786 45	47,582 [illegible]0	133,123 60	289,713 90	422,837 50
d	Cartoline per corrispondenze	528,110 10	486,462 25	532,157 40	1,546,729 75	3,825,508 85	5,372,238 60
e	Cartoline per pacchi	660,18 40	650,721 05	857,837 70	2,168,740 15	5,031,391 75	7,200,131 90
f	Segnatasse	74,976 10	65,985 10	116,067 30	257,028 50	459,237 05	716,265 55
g	Francatura di giornali, periodici, ecc.	310,615 54	252,478 35	249,308 22	812,402 11	1,816,564 81	2,628,966 92
h	Riscossioni diverse	10,788 64	18,852 82	5,378 48	35,019 94	313,640 —	348,659 94
i	Carte-valori postali fuori corso	238 45	997 50	995 35	2,231 30	3,011 30	5,242 60
l	Tasse per emissione vaglia, titoli di credito, ecc.	620,677 35	512,444 35	580,246 45	1,713,368 15	3,622,253 60	5,335,621 75
m	Tasse per nolo di caselle, bolgette, ecc.	80,430 50	17,914 50	16,924 50	115,299 50	136,614 50	251,914 —
n	Diritti per lo scambio di pacchi, ecc., da o per l'estero	56,306 51	54,763 58	67,925 47	178,995 56	353,005 80	532,001 36
o	Tasse dei vaglia consolari	—	—	—	—	—	—
p	Rimborsi dovuti da Amministrazioni estere	369,006 74	628,592 45	283,967 10	1,281,566 39	2,456,056 82	3,737,623 21
q	Quote di concorso dei Comuni	563 —	185 —	—	748 —	—	748 —
r	Importo dei vaglia perenti	—	—	—	—	—	—
s	Tasse vaglia cambiari per gli emigrati	3,857 55	2,338 40	3,674 75	9,870 70	17,955 20	27,825 90
	Totali . . .	9,812,453 55	9,036,613 70	10,216,995 03	29,0[illegible]6,062 2[illegible]	63,195,892 45	92,291,954 73

ESERCIZIO 1911-912

Num.	CAPITOLI — DENOMINAZIONE	Gennaio	Febbraio	Marzo	TOTALE	Trimestri precedenti	TOTALE
51	**Poste:**						
a	Francobolli	6,835,164 60	6,331,357 92	6,841,732 32	20,008,254 84	42,260,378 32	62,268,633 16
b	Buoni risposta	1,248 30	1,244 70	1,163 10	3,656 10	5,852 40	9,508 50
c	Biglietti postali	41,804 70	42,686 60	46,230 45	130,721 75	289,643 30	420,365 05
d	Cartoline per corrispondenze	563,649 80	516,107 95	548,121 70	1,627,879 45	4,060,544 70	5,688,424 15
e	Cartoline per pacchi	660,263 30	687,063 30	825,488 85	2,172,815 45	4,587,570 95	6,760,386 40
f	Segnatasse	80,868 40	68,919 90	88,221 45	238,009 75	502,285 35	740,295 10
g	Francatura di giornali, periodici, ecc.	324,008 61	309,647 68	335,366 72	969,023 01	1,850,524 92	2,819,547 93
h	Riscossioni diverse	232,111 02	44,873 39	8,197 34	285,181 75	74,159 70	359,341 45
i	Carte-valori postali fuori corso	4,316 65	882 35	924 60	6,123 60	6,926 40	13,050 —
l	Tasse per emissione vaglia, titoli di credito, ecc.	604,397 80	521,554 20	550,594 15	1,676,546 15	3,388,001 40	5,064,547 55
m	Tasse per nolo di caselle, bolgette, ecc.	75,159 —	15,113 —	16,027 51	106,299 51	124,288 99	230,583 50
n	Diritti per lo scambio di pacchi, ecc., da o per l'estero	53,793 65	52,1 7 85	62,838 20	168,749 70	324,623 51	493,373 21
o	Tasse dei vaglia consolari	—	—	—	—	—	—
p	Rimborsi dovuti da Amministrazioni estere	1,446 69	301,915 65	411,660 09	715,022 43	2,448,440 07	3,163,462 50
q	Quote di concorso dei Comuni	—	—	—	—	966 —	966 —
r	Importo dei vaglia perenti	—	—	—	—	—	—
s	Tasse vaglia cambiari per gli emigrati	2,812 70	1,983 90	2,587 25	7,383 85	17,371 35	24,755 20
	Totali	9,481,045 22	8,895,468 39	9,739,153 73	28,115,667 34	59,941,577 36	88,057,244 70
	Differenza dell'esercizio — in più	331,408 33	141,145 31	507,841 30	980,394 94	3,254,315 09	4,234,710 03
	Differenza dell'esercizio — in meno	—	—	—	—	—	—

PROSPETTO delle entrate telegrafiche del 3° trimestre dell'eserc. 1912-913 confrontate con quelle del 3° trimestre dell'esercizio 1911-912

Num.	CAPITOLI – DENOMINAZIONE	Gennaio	Febbraio	Marzo	TOTALE	Trimestri precedenti	TOTALE
	Esercizio 1912-913:						
56	Corrispondenza telegrafica:						
	a) Tasse di spedizione di telegrammi privati e tasse speciali	2,076,351 01	1,787,196 64	2,140,863 70	6,004,411 35	12,832,032 82	18,836,444 17
	b) Somme dovute da Amministrazioni di ferrovie e tramvie per telegrammi accettati dagli uffici sociali	156,748 41	5,563 93	—	162,312 34	303,309 19	465,711 53
	c) Somme dovute da Amministrazioni estere per debiti risultanti a loro carico dalla liquidazione delle contabilità per telegrammi scambiati su fili internazionali	—	288 25	—	288 25	659 35	947 60
	d) Tasse riscosse dai Ministeri per telegrammi governativi diretti all'estero, tasse di espresso e simili inerenti a telegrammi di Stato	3,763 50	—	266,225 20	269,988 70	400,202 05	670,190 75
	Totali . . .	2,236,862 92	1,793,048 82	2,407,088 90	6,437,000 64	13,536,293 41	19,973,294 05
	Esercizio 1911-912:						
52	Corrispondenza telegrafica:						
	a) Tasse di spedizione di telegrammi privati e tasse speciali	2,022,764 14	1,793,795 61	2,029,653 05	5,846,212 80	12,175,759 52	18,021,972 32
	b) Somme dovute da Amministrazioni di ferrovie e tramvie per telegrammi accettati dagli uffici sociali	271,053 08	11,930 88	2,943 50	285,957 46	215,591 03	501,548 49
	c) Somme dovute da Amministrazioni estere per debiti risultanti a loro carico dalla liquidazione delle contabilità per telegrammi scambiati su fili internazionali	—	195 80	355 85	551 65	689 —	1,240 65
	d) Tasse riscosse dai Ministeri per telegrammi governativi diretti all'estero, tasse di espresso e simili inerenti a telegrammi di Stato	—	4,920 29	300,353 38	305,273 67	232,954 40	538,228 07
	Totali . . .	2,293,817 22	1,810,872 58	2,333,305 78	6,437,995 58	12,624,993 95	19,062,989 53
	Differenza nell'esercizio – in più	—	—	73,783 12	—	911,299 46	910,304 52
	Differenza nell'esercizio – in meno	56,951 30	17,823 76	—	994 94	—	—

MINISTERO DEL

DIREZIONE GENERALE DELLE

Avviso di concorso. — A tutto il giorno 12 luglio 1913 è aperto il concorso fra ricevitori del lotto

NUMERO E SEDE DI CIASCUN BANCO				COLLETTORIE che ne dipendono		RISCOS	
						Esercizi	
Numero	COMUNE	PROVINCIA	COMPARTIMENTO	SEDE	Riscossione media in base all'ultimo triennio	1909-10	1910-11
			Primo esperimento.				
1	Milano	—	Milano	—	—	155969	138745
15	Milano	—	Milano	—	—	93286	88782
335	Palma Campania	Caserta	Napoli	—	—	40081	58703
106	Voghera	Pavia	Milano	—	—	47447	49894
242	Sulmona	Aquila	Roma	—	—	30253	51377
291	S. Felice a Cancello	Caserta	Napoli	—	—	21130	37748
222	Acicatena	Catania	Palermo	—	—	25919	24494
110	Nardò	Lecce	Bari	—	—	21705	30053
187	Venosa	Potenza	Bari	—	—	18636	25725
318	Trentola	Caserta	Napoli	—	—	15775	25069
			Secondo esperimento.				
178	Ancona	—	Roma	—	—	95558	107878
153	Portici	Napoli	Napoli	—	—	76217	102290
144	Livorno	—	Firenze	—	—	83540	80732
350	Acerra	Caserta	Napoli	—	—	51385	77004
179	Pomigliano d'Arco	Napoli	Napoli	—	—	32429	50009
89	Pisa	—	Firenze	—	—	37116	36867
357	Mussomeli	Caltanissetta	Palermo	Acquaviva Platani	5063	31689	27778
				Campofranco	5334		
571	Ariano	Avellino	Napoli	Orsara	3173	21637	33391
				Savignano	1352		
165	Lanciano	Chieti	Bari	Casoli	4270	28531	28538
				Paglieta	1955		
358	Roccarainola	Caserta	Napoli	San Vitagliano	6187	18602	23773
			Terzo esperimento.				
	Con diminuzione del requisito d'aggio del 50 0/0 e del periodo di gestione personale nell'ultimo banco a soli due anni.						
41	Roma	—	Roma	—	—	118421	118025
266	Maddaloni	Caserta	Napoli	Valle di Maddaloni	5831	47743	71275
154	Resina	Napoli	Napoli	—	—	45612	57175

LE FINANZE

PRIVATIVE - DIVISIONE IV

personalmente esercenti pel conferimento dei sotto indicati banchi a titolo di promozione.

PRODOTTI REALIZZATI DAL BANCO durante gli ultimi tre esercizi finanziari in base alle cui medie viene indetto il presente concorso						Cauzione prescritta a garanzia dell'esercizio del banco	Minimo dell'aggio medio effettivo con cui gli aspiranti possono utilmente concorrere		ANNOTAZIONI
SIONI		AGGI							
		Esercizi					Se nominati prima dell'attuazione della legge 22 luglio 1906, n. 623	Se nominati dopo l'attuazione della legge 22 luglio 1906, num. 623	
1911-12	Media	1909-10	1910-11	1911-12	Media				
131250	141988	8058	7456	7193	7569	5465	5155	6069	
93497	91855	5830	5650	5839	5773	[illegible]535	3718	4273	
49650	49478	3604	4446	4082	4044	[illegible]820	2335	2544	
47886	48409	3972	4094	3994	4020	3725	2316	2520	
55824	45818	3015	4155	4332	38[illegible]4	7525	2167	2334	
34317	31065	2201	3462	3259	2974	2390	1474	1474	
38333	29582	2632	2504	3498	2878	2280	1378	1378	
30718	27492	2253	3003	3042	2766	2115	1266	1266	
21342	21901	1963	2615	2208	2262	1685	762	762	
20605	20483	1677	2556	2154	2129	1580	629	629	
99930	101122	5921	6375	6097	6131	7780	4005	4631	
111623	96710	5148	6178	6506	5944	7440	3855	4444	
82107	78793	5041	5329	5383	5251	6035	3301	3751	
68573	65654	4155	5180	4840	4725	5055	2880	3225	
44069	42169	3145	4100	3843	3696	3245	2057	2196	
39390	37791	3427	3411	3563	3467	2[illegible]10	1874	1967	
30919	30128	3100	2800	3055	2985	2320	1485	1485	
35542	30190	2247	2203	3331	2927	2325	1427	1427	
27162	28077	2866	2863	2744	2826	2160	1326	1326	
21648	21341	1960	2437	2248	2215	1645	715	715	
128285	121577	6744	6730	7088	6854	4680	2292	2480	
68818	62612	3987	4950	4851	4596	4820	1388	1388	
76442	59743	3880	4386	5156	4474	4600	1340	1340	

NUMERO E SEDE DI CIASCUN BANCO				COLLETTORIE che ne dipendono		RISCOS	
						Esercizi	
Numero	COMUNE	PROVINCIA	COMPARTIMENTO	SEDE	Riscossione media in base all'ultimo triennio	1909-10	1910-11

Quarto esperimento.

Possono prendervi parte tutti indistintamente i ricevitori personalmente esercenti.

182	Catania	—	Palermo	—	—	170125	140196
61	Lecce	—	Bari	—	—	110835	126944
192	Sampierdarena	Genova	Torino	Campo Ligure	8994	114127	122577
112	Conselve	Padova	Venezia	Anguillara	2792	16298	18254

Un quinto della parte eccedente le L. 1500 dell'aggio lordo annualmente liquidato, sarà attribuito alla Cassa sovvenzioni (art. 10 della legge 22 luglio 1906, n. 623); sull'intero ammontare dello stesso aggio lordo sarà trattenuto il 3 per cento a favore del fondo di previdenza dei ricevitori del lotto (art. 25 del regolamento 30 maggio 1907, n. 394).

Il concessionario ha, fra gli altri, l'obbligo dell'esercizio personale.

Le domande, stese in carta da bollo da cent. 50 e corredate di tutti quei documenti che gli aspiranti credessero utile di produrre nel proprio interesse, dovranno essere inviate qualche giorno prima della scadenza del concorso, di guisa che possano giungere alla Direzione compartimentale del lotto da cui gli aspiranti dipendono non più tardi del suindicato giorno 12 luglio 1913.

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA E DEI CULTI

Disposizioni nel personale dipendente:

Notari.

Con R. decreto del 27 febbraio 1913, registrato alla Corte dei conti il 14 marzo 1913:

Perissini Alberico, notaro residente nel comune di Palmanova, distretto notarile di Udine, è traslocato nel comune di Udine.

De Mauro Vito, notaro residente nel comune di Ancarano, distretto notarile di Teramo, è traslocato nel comune di Alanno, stesso distretto.

Con R. decreto del 6 marzo 1913, registrato alla Corte dei conti il 19 marzo 1913:

Balsi Agostino, notaro residente nel comune di Ponzano Romano, distretto notarile di Roma, è traslocato nel comune di Roma.

Balsi Matteo, notaro residente nel comune di Roma, è traslocato nel comune di Ponzano Romano, distretto notarile di Roma.

Bertolini Rodolfo, notaro residente nel comune di Civo, distretto notarile di Sondrio, è traslocato nel comune di Barlassina, distretto notarile di Milano.

Russo Vincenzo, notaro residente nel comune di Barlassina, distretto notarile di Milano, è traslocato nel comune di Civo, distretto notarile di Sondrio.

Grasso Giuseppe, notaro residente nel comune di San Quirico in Val Polcevera, distretto notarile di Genova, è traslocato nel comune di Pontedecimo, stesso distretto.

Casanova Antonio, notaro residente nel comune di Pontedecimo, distretto notarile di Genova, è traslocato nel comune di San Quirico in Val Polcevera, stesso distretto.

Coppola Luigi, notaro residente nel comune di Napoli, è traslocato nel comune di Pertosa, distretto notarile di Sala Consilina.

Quaranta Giuseppe, notaro residente nel comune di Pianura, distretto notarile di Napoli, è traslocato nel comune di Napoli.

Russo Pasquale, notaro residente nel comune di Pertosa, distretto notarile di Sala Consilina, è traslocato nel comune di Pianura, distretto notarile di Napoli.

Ciarlariello Saverio, notaro residente nel comune di Fossalto, distretto notarile di Campobasso, è traslocato nel comune di Campobasso.

Petrecca Nicola, notaro residente nel comune di Campobasso, è traslocato nel comune di Fossalto, distretto notarile di Campobasso.

Ricca Battista, notaro residente nel comune di Miasino, distretto notarile di Novara, è traslocato nel comune di Borgomanero, stesso distretto.

Viola Pietro, notaro residente nel comune di Borgomanero, distretto notarile di Novara, è traslocato nel comune di Miasino, stesso distretto.

Con decreto Ministeriale del 17 marzo 1913:

È concessa:

al notaro Pierini Urbano una proroga fino a tutto il 1° maggio 1913 per assumere l'esercizio delle sue funzioni nel comune di Bellinzago Novarese, distretto notarile di Novara;

al notaro Fabiano Giov. Filippo una proroga fino a tutto il 26 aprile 1913 per assumere l'esercizio delle sue funzioni nel comune di Montecalvo Irpino, distretto notarile di Ariano.

Con decreto Ministeriale del 19 marzo 1913:

È concessa:

al notaro Mencarelli Metello una proroga fino a tutto il 15 settembre 1913 per assumere l'esercizio delle sue funzioni nel comune di Roma.

PRODOTTI REALIZZATI DAL BANCO durante gli ultimi tre esercizi finanziari in base alle cui medie viene indetto il presente concorso						Cauzione prescritta a garanzia dell'esercizio del banco	Minimo dell'aggio medio effettivo con cui gli aspiranti possono utilmente concorrere		ANNOTAZIONI
SIONI		AGGI							
		Esercizi							
1911-12	Media	1909-10	1910-11	1911-12	Media		Se nominati prima dell'attuazione della legge 22 luglio 1906, n. 623	Se nominati dopo l'attuazione della legge 22 luglio 1906, num. 623	
159398	156573	8553	7506	8178	8079	12045	—	—	
124630	120803	6479	7043	6962	6828	9295	—	—	
105677	114127	6594	6890	6298	6594	8780	—	—	
20282	18278	1729	1925	2124	1926	1410	—	—	

Le domande dovranno essere redatte secondo la seguente formula:

« Il sottoscritto, ricevitore del lotto al Banco n. . . . . . in . . . . chiede di essere ammesso al concorso indetto con avviso in data 1° giugno 1913 per il conseguimento di uno dei Banchi qui sotto descritti in ordine di preferenza nei riguardi della sede più ambita ».

a) Banco n. . . . . . in . . . . *b)* Banco n. . . . . in . . . . *c)* . . . .

(Data e firma del richiedente).

Dalla Direzione generale delle privative, Roma, addì 1° giugno 1913.

Il direttore capo della divisione IV: C. BRUNO.

MINISTERO DEL TESORO - Direzione Generale del Tesoro

Conto riassuntivo del tesoro al 31 maggio 1913.

	AL 30 giugno 1912	AL 31 maggio 1913	DIFFERENZA (+ miglioramento — peggioramento della situazione del Tesoro)
Fondo di cassa (V. conto di cassa)	375,064,999 —	202,422,778 21	— 173,542,220 79
Crediti di Tesoreria (V. situazione dei crediti)	970,717,046 72	(1) 1,026,986,126 67	+ 56,269,079 95
Insieme	1,346,682,045 72	1,229,408,904 88	— 117,273,140 84
Debiti di Tesoreria (V. situazione dei debiti)	883,318,728 28	745,508,878 02	+ 137,809,850 26
Situazione del Tesoro	463,363,317 44	483,900,026 86	+ 20,563,709 42

(1) In questa somma è compreso l'ammontare della valuta d'oro depositata nella Cassa depositi e prestiti in L. 116,240,785.

DARE

CONTO DI CASSA

Fondo di Cassa alla chiusura dell'esercizio 1911-912	Contanti nella Tesoreria centrale, nelle Sezioni di Tesoreria provinciale, nella Tesoreria coloniale, e valori presso la Zecca	274.232,028 57	
	Fondi in via ed all'estero ed effetti in portafoglio	101,732,970 43	
			375,964,999 —

INCASSI

		Mese	Precedenti (1)	Totale	
In conto entrate di bilancio	Categoria I. - Entrate effettive ordinarie e straordinarie	183,557,909 95	2.038,238,018 84	2,221,795,928 79	
	» II. - Costruzioni di ferrovie	5,176 37	40,641,156 69	40,646,333, 06	
	» III. - Movimento di capitali	7,234,919 30	300,208,697 25	307,443,616 55	
	» IV. - Partite di giro	10,636,893 64	40,045,233 57	50,682,127 21	
		201,434,899 26	2,419,133,106 35	2,620,568,005 61	2,620,568,005 61
In conto debiti Tesoreria	Buoni del Tesoro	22,042,000 —	315,714,500 —	337,756,500 —	
	Vaglia del Tesoro	229,875,560 78	2,961,869,201 85	3,191,744,762 63	
	Banche - Conto anticipazioni statutarie	—	—	—	
	Cassa depositi e prestiti in conto corr. fruttifero	—	31,090,268 60	31,090,268 60	
	Amministrazione del debito pubblico in conto corrente infruttifero	839,897 52	254,186,875 48	255,026,773 —	
	Amministrazione del Fondo culto in conto corrente infruttifero	353,434 20	14,547,176 87	14,900,611 07	
	Cassa depositi e prestiti id. id.	11,000,000 —	197,000,000 —	208,000,000 —	
	Ferrovie di Stato - Fondo di riserva	500,000 —	9.762,489 —	10,262,489 —	
	Altre amministrazioni in conto corrente fruttifero	2,320 20	598,848 54	601,168 74	
	Altre amministrazioni in conto corrente infruttifero	35,311,032 53	781,091,811 74	816,402,844 27	
	Fondo passato temporaneamente dalla Cassa dei depositi e prestiti alla Tesoreria	—	125,000,000 —	125,000,000 —	
	Incassi da regolare	51,947,039 93	520,719,903 78	572,666,943 71	
	Biglietti di Stato, legge 29 dicembre 1910, n. 888	—	7,500,000 —	7,500,000 —	
		351,871,285 16	5,219,081,075 86	5,570,952,361 02	5,570,952,361 02
in conto crediti Tesoreria	Valuta aurea presso la Cassa depositi e prestiti	—	125,000,000 —	125,000,000 —	
	Amministrazione del Debito pubblico per pagamenti da rimborsare	94,315,781 95	220,907,473 21	315,223,255 16	
	Amministrazione del Fondo culto per pagamenti da rimborsare	—	19,358,958 15	19,358,958 15	
	Cassa depositi e prestiti per pagamenti da rimborsare	—	215,193,929 81	215,193,929 81	
	Altre Amministrazioni per pagamenti da rimborsare	196,575 65	286,809,720 82	287,006,296 47	
	Obbligazioni dell'Asse ecclesiastico	—	—	—	
	Deficienze di cassa a carico dei contabili del Tesoro	—	800 88	800 88	
	Diversi	46,839,507 31	542,478,885 97	589,318,393 28	
	Operazione fatta col Banco di Napoli per effetto dell'art. 8, all. *B* alla L. 17 genn. 1897, n. 9	—	1,580,570 —	1,580,570 —	
		141,351,864 91	1,411,330,338 84	1,552,682,203 75	1,552,682,203 75
				Totale . . .	10,120,167,569 38

(1) Tenuto conto delle variazioni per sistemazione delle scritture.

AL 31 MAGGIO 1913. AVERE

(a) Fondo di cassa al 31 maggio 1913	Valuta metallica e cartacea disponibile e valori presso la Zecca	115,466,105 48	
	Fondi in via ed all'estero ed effetti in portafoglio	86,956,672 73	
			202,422,778 21

PAGAMENTI

		MESE	PRECEDENTI (1)	TOTALE	
In conto spese di bilancio	Categoria I. - Spese effettive ordinarie e straordinarie.	165,262,198 78	2,172,684,896 56	2,337,947,095 34	
	» II. - Costruzioni di ferrovie	3,056,278 19	38,395,804 82	41,452,083 01	
	» III. - Movimento di capitali	17,270,485 88	160,477,908 10	177,748,393 98	
	» IV. - Partite di giro	4,980,750 60	34,366,056 28	39,346,806 88	
		190,569,713 45	2,405,924,665 76	2,596,494,379 21	2,596,494,379 21
	Decreti di scarico	2,945 35	153,971 63	156,916 98	
	Decreti Ministeriali di prelevamento fondi	—	3,380,000 —	3,380,000 —	
		2,945 35	3,533,971 63	3,536,916 98	3,536,916 98
In conto debiti di Tesoreria	Buoni del Tesoro.	24,912,500 —	233,204,500 —	258,117,000 —	
	Vaglia del Tesoro	218,287,318 20	2,957,675,411 51	3,175,962,729 71	
	Banche — Conto anticipazioni statutarie . . .	—	—	—	
	Cassa depositi e prestiti in conto corr. fruttifero.	—	32,000,000 —	32,000,000 —	
	Amministrazione del debito pubblico in conto corrente infruttifero	94,375,781 95	270,176,683 25	364,552,465 20	
	Amministrazione del Fondo culto in conto corrense infruttifero	—	19,358,958 15	19,358,958 15	
	Cassa depositi e prestiti in conto corrente infruttifero.	—	227,193,929 81	227,193,929 81	
	Ferrovie di Stato — Fondo di riserva.	—	15,762,489 —	15,762,489 —	
	Altre Amministrazioni in conto corr. fruttifero.	1,153,737 07	354,941 30	1,508,678 37	
	Altre Amministrazioni in conto corrente infruttifero	34,580,218 01	850,864,314 62	885,444,532 63	
	Fondo passato temporaneamente dalla Cassa depositi e prestiti alla tesoreria	—	125,000,000 —	125,000,000 —	
	Incassi da regolare	49,599,691 70	552,681,166 71	602,280,858 41	
	Biglietti di Stato legge 29 dicembre 1910, n. 888	—	—	—	
	Operazione fatta col Banco di Napoli come contro	—	1,580,570 —	1,580,570 —	
		422,909,246 93	5,285,852,964 35	5,708,762,211 28	5,708,762,211 28
In conto crediti di Tesoreria	Valuta aurea presso la Cassa depositi e prestiti	—	9,128,630 —	9,128,630 —	
	Amministrazione del Debito pubblico per pagamenti da rimborsare	2,193,261 52	313,461,116 60	315,654,378 12	
	Amministrazione del Fondo culto per pagamenti da rimborsare	1,378,439 09	15,565,099 89	16,943,538 98	
	Cassa depositi e prestiti per pagamenti da rimborsare	18,864,076 71	177,401,852 26	196,265,928 97	
	Altre Amministrazioni per pagamenti da rimborsare	1,413,405 90	213,597,682 46	215,011,088 36	
	Obbligazioni dell'Asse ecclesiastico	—	—	—	
	Deficienze di cassa a carico dei contabili del Tesoro	—	—	—	
	Diversi	55,596,707 20	800,351,012 07	855,947,719 27	
		79,445,890 42	1,529,505,393 28	1,608,951,283 70	1,608,951,283 70
				Totale . . .	10,120,167,569 38

(a) Sono escluse dal fondo di cassa L. 116,240,785 depositate nella Cassa depositi e prestiti a copertura di una somma corrispondente di biglietti di Stato.

SITUAZIONE DEI DEBITI E

Debiti di Tesoreria.

	Al 30 giugno 1912	Al 31 maggio 1913
Buoni del Tesoro	207,268,000 —	286,907,500 —
Vaglia del Tesoro	38,670,618 52	51,452,651 44
Banche — Conto anticipazioni statutarie	—	—
Cassa depositi e prestiti in conto corrente fruttifero	70,909,731 40	70,000,000 —
Amministrazione del Debito pubblico in conto corrente infruttifero	201,814,572 45	92,288,880 25
Id. del Fondo culto id. id.	7,847,192 61	3,388,845 53
Cassa depositi e prestiti in conto corrente infruttifero	110,360,924 58	91,166,994 77
Ferrovie di Stato - Fondo di riserva	12,100,000 —	6,600,000 —
Altre Amministrazioni in conto corrente fruttifero	2,515,356 78	1,607,847 15
Altre Amministrazioni in conto corrente infruttifero	94,869,785 65	25,828,097 29
Incassi da regolare	44,586,741 29	14,972,826 59
Biglietti di Stato (leggi 3 marzo 1898, n 47 e 29 dicembre 1910, n 888	75,500,000 —	83,000,000 —
Operazione fatta col Banco di Napoli per effetto dell'art. 8 dell'allegato *B* alla legge 17 gennaio 1897, n. 9	16,875,805 —	15,295,235 —
Totale	883,318,728 28	745,508,878 02

CREDITI DI TESORERIA

Crediti di Tesoreria.

	Al 30 giugno 1912	Al 31 maggio 1913
Valuta aurea presso la Cassa depositi e prestiti	216,816,920 —	100,945,550 —
Amministrazione del Debito pubblico per pagamenti da rimborsare	32,544,262 15	32,975,385 11
Id. del Fondo pel culto id. id.	19,366,421 80	16,951,002 63
Cassa depositi e prestiti id. id.	111,404,303 53	92,476,302 69
Altre Amministrazioni id. id	118,167,245 30	46,172,037 19
Obbligazioni dell'Asse ecclesiastico	—	—
Deficienze di Cassa a carico dei contabili del Tesoro	1.705 520 93	1,704,720 05
Diversi	453,836,568 01	720,465,894 —
Valuta aurea presso la Cassa depositi e prestiti per l'operazione col Banco di Napoli, come contro	16,875,805 —	15,295,235 —
Totale	970,717,046 72	1,026,986,126 67

Avvertenza — Oltre il fondo di cassa esistono presso le tesorerie, all'infuori dei debiti e crediti di tesoreria:

A) il fondo di spettanza delle ferrovie di Stato che al 31 maggio 1913 p. p. ascendeva a L. 5,398,798.96.

B) quello delle altre contabilità speciali che alla stessa data era di L. 57,961,207.57.

Incassi di bilancio verificatisi presso le tesorerie del Regno nel mese di maggio 1913 e a tutto il mese stesso per l'esercizio 1912-913 comparati con quelli dei periodi corrispondenti dell'esercizio precedente.

	Mese di maggio 1913	Mese di maggio 1912	DIFFERENZA nel 1913	Da luglio 1912 a tutto maggio 1913	Da luglio 1911 a tutto maggio 1912	DIFFERENZA nel 1913
Entrata ordinaria.						
Categoria I. - *Entrate effettive*						
Redditi patrimoniali dello Stato . . .	2,588,253 12	3,821,164 —	— 1,232,910 88	33,641,422 43	49,449,220 43	— 1) 15,807,798 —
Contributi – Imposte dirette – Fondi rustici e fabbricati . .	2,521,570 93	157,092 92	+ 2,364,478 01	156,163,821 01	156,784,796 41	— 620,975 40
Contributi – Imposte dirette – Redditi di ricchezza mobile	6,983,531 36	6,748,515 57	+ 235,015 79	266,440,857 86	253,233,557 79	+ 2) 13,207,300 07
Contributi – Tasse sugli affari – Tasse in amministrazione del Ministero delle finanze . .	22,838,515 68	22,105,284 74	+ 733,230 94	270,638,210 99	267,458,240 63	+ 2) 3,179,970 36
Contributi – Tasse sugli affari – Prodotto del movimento a G. e P. V.	3,066,588 69	2,865,333 96	+ 201,254 73	35,244,839 52	33,606,034 23	+ 2) 1,638,805 29
Contributi – Tasse sugli affari – Diritti delle Legazioni e dei Consolati all'estero	—	—	—	—	469,415 02	— 469,415 02
Contributi – Tasse di consumo – Tassa sulla fabbric. degli spiriti, dello zucchero, birra, ecc. .	19,274,196 06	18,720,474 76	+ 553,721 30	199,038,846 97	183,654,926 85	+ 2) 15,383,920 12
Contributi – Tasse di consumo – Dogane e diritti marittimi .	36,701,260 41	29,876,475 57	+ 6,824,784 84	374,868,531 53	298,712,220 96	+ 2) 76,156,310 57
Contributi – Tasse di consumo – Dazi interni di consumo esclusi quelli di Napoli e Roma	8,888,879 26	2,862,429 61	+ 6,026,449 65	35,849,850 58	30,255,779 79	+ 3) 5,590,070 79
Contributi – Tasse di consumo – Dazio di consumo di Napoli .	—	—	—	—	—	—
Contributi – Tasse di consumo – Dazio di consumo di Roma .	—	—	—	—	—	—
Contributi – Privative – Tabacchi	28,629,872 54	27,690,512 38	+ 939,360 16	304,143,227 36	291,416,271 49	+ 2) 12,726,955 87
Contributi – Privative – Sali.	7,234,446 81	7,226,101 91	+ 8,344 90	81,954,377 80	81,129,910 32	+ 2) 824,467 48
Contributi – Privative – Prodotto di vendita del chinino e proventi access. . .	298,730 47	416,902 55	— 118,172 08	2,284,872 32	2,533,167 12	— 248,294 80
Contributi – Privative – Lotto	7,156,651 35	5,485,224 37	+ 1,671,426 98	106,304,758 78	99,950,031 40	+ 4) 6,354,727 38
Proventi dei servizi pubblici – Poste	9,868,277 26	9,517,206 57	+ 351,070 69	111,370,402 91	107,950,016 33	+ 2) 3,420,386 58
Proventi dei servizi pubblici – Telegrafi	2,117,950 34	2,095,301 70	+ 22,648 64	21,870,223 66	21,111,832 65	+ 2) 758,391 01
Proventi dei servizi pubblici – Telefoni	2,267,573 91	2,140,662 49	+ 126,911 42	14,055,620 09	13,013,212 43	+ 2) 1,042,467 66
Proventi dei servizi pubblici – Servizi diversi.	2,711,413 31	2,566,616 26	+ 144,797 05	29,524,265 44	27,895,335 58	+ 1,628,929 86
Rimborsi e concorsi nelle spese . . .	3,717,213 20	6,628,665 96	— 2,911,452 76	72,459,525 85	110,772,746 14	— 5) 38,313,220 29
Entrate diverse	14,460,238 57	4,095,689 21	+ 10,364,549 36	73,882,354 30	61,818,471 90	+ 6) 12,063,882 40
Totale *Entrata ordinaria*. . .	181,325,163 27	155,019,654 53	+ 26,305,508 74	2,189,736,069 40	2,091,215,187 47	+ 7) 98,520,881 93
Entrata straordinaria.						
Categoria I. - *Entrate effettive:*						
Rimborsi e concorsi nelle spese. . . .	397,666 39	364,114 59	+ 33,551 80	3,157,802 64	3,219,702 83	— 61,900 19
Entrate diverse	1,830,260 29	1,095,672 72	+ 734,587 57	28,879,771 29	36,741,961 37	— 8) 7,862,190 08
Capitoli aggiunti per resti attivi . .	4,820 —	4,263,697 62	— 4,258,877 62	22,285 46	4,479,258 03	— 9) 4,456,972 57
Categoria II. — *Costruzione di strade ferrate*	5,176 37	13,465 57	— 8,289 20	40,646,333 06	4,716,246 67	+ 10) 35,930,086 39
Categoria III. - *Movimento di capitali:*						
Vendita di beni ed affranc. di canoni	279,555 15	284,462 94	— 4,907 79	3,734,412 81	4,848,569 68	— 1,114,156 87
Accensione di debiti	374,000 —	76,610,619 44	— 76,236,619 44	189,689,677 81	204,319,608 72	— 11) 14,629,930 91
Rimborsi di somme anticipate dal Tesoro	87,592 04	1,074,841 64	— 987,249 60	17,851,339 71	17,657,305 18	+ 194,034 53
Anticipazioni al Tesoro acceler. lavori	—	—	—	550,000 -	500,000 —	+ 50,000 —
Partite che si compensano nella spesa.	260,645 86	372,823 60	— 112,177 74	10,538,534 41	17,206,987 72	— 12) 6,668,453 31
Prelevamento di cui alle leggi 15 aprile 1909 e 4 luglio 1909	—	—	—	—	1,193,000 —	— 1,193,000 —
Prelevamenti per anticipazioni varie .	4,120,000 —	6,000,000 —	— 1,880,000 —	46,470,000 —	68,868,464 41	— 13) 22,398,464 41
Prelevamenti sugli avanzi o tutto l'esercizio 1910-11	—	—	—	—	—	—
Ricuperi diversi	413,126 25	24,692 —	+ 388,434 25	3,026,686 81	2,439,549 33	+ 587,137 48
Capitoli aggiunti per resti attivi . . .	1,700,000 —	607,754 98	+ 1,092,245 02	35,582,965 —	1,671,515 56	+ 14) 33,911,449 44
Totale *Entrata straordinaria* .	9,472,842 35	90,712,145 10	— 81,239,302 75	380,149,809 —	367,862,169 50	+ 12,287,639 50
Categoria IV. - *Partite di giro* . . .	10,636,893 64	13,696,859 23	— 3,059,965 59	50,682,127 21	70,457,346 34	— 19,775,219 13
Totale generale. . . .	201,434,899 26	259,428,658 86	— 57,993,759 60	2,620,568,005 61	2,529,534,703 31	+ 91,033,302 30

1) Minore somma sui versamenti fino ad oggi effettuati in conto prodotto netto dell'esercizio delle ferrovie dello Stato.

Pagamenti di bilancio verificatisi presso le tesorerie del Regno nel mese di maggio 1913 e a tutto il mese stesso per l'esercizio 1912-913 comparati con quelli dei periodi corrispondenti dell'esercizio precedente.

	Mese di maggio 1913	Mese di maggio 1912	DIFFERENZA nel 1913	Da luglio 1912 a tutto maggio 1913	Da luglio 1911 a tutto maggio 1912	DIFFERENZA nel 1913
Ministero del tesoro	27,121,724 31	33,000,396 82	— 5,878,672 51	625,566,567 38	705,010,049 40	— 15) 79,443,482 02
Id. delle finanze	38,622,619 69	19,413,164 30	+ 19,209,455 39	282,936,880 64	281,421,507 85	+ 16) 1,515,372 79
Id di grazia e giustizia	5,882,500 69	4,311,267 04	+ 1,571,233 65	54,516,561 37	43,510,900 49	+ 17) 11,005,660 88
Id. degli affari esteri	1,646,795 48	1,329,317 78	+ 317,477 70	26,932,041 48	25,842,870 40	+ 18) 1,089,171 08
Id. dell'istruzione pubblica	13,751,524 04	11,584,022 47	+ 2,167,501 57	115,336,086 65	112,121,149 58	+ 19) 3,214,937 07
Id. dell'interno	9,420,873 55	9,810,118 96	— 389,245 41	136,944,350 13	138,568,479 86	— 1,624,129 73
Id. dei lavori pubblici	16,846,241 33	23,379,851 32	— 6,533,609 99	206,790,821 87	196,747,102 69	+ 20) 10,043,719 18
Id. delle poste e dei telegrafi	10,607,189 91	11,446,093 80	— 838,903 89	127,035,078 15	117,741,136 04	+ 21) 9,293,942 11
Id. della guerra	29,942,151 31	28,951,399 77	+ 990,751 54	719,562,066 33	415,279,440 67	+ 22) 304,282,625 66
Id. della marina	34,848,157 75	18,511,920 64	+ 16,336,237 11	268,497,117 65	258,258,574 33	+ 23) 10,238,543 32
Id. dell'agricoltura, industria e commercio	1,879,935 39	2,160,485 17	— 280,549 78	32,376,807 56	31,557,904 41	+ 24) 818,903 15
Totale pagamenti di bilancio	190,569,713 45	163,898,043 07	+ 26,671,670 38	2,596,494,379 21	2,326,059,115 72	+ 270,435,263 49
Decreti di scarico	2,945 35	125,737 90	— 122,792 55	156,916 98	204,150 05	— 47,233 07
Decreti prelevamento fondi	»	»	—	3,380,000 —	1,193,000 —	+ 2,187,000 —
Totale pagamenti	190,572,658 80	164,023,780 97	+ 26,548,877 83	2,600,031,296 19	2,327,456,265 77	+ 272,575,030 42

2) Incremento di proventi.

3) Anticipata commutazione in quietanza, rispetto al precedente esercizio, dei mandati diretti emessi per compensi (quote di concorso e sussidi) spettanti ai Comuni in confronto dei canoni consolidati.

4) Maggiori versamenti in conseguenza della maggior somma di residui rimasta da regolare al 30 giugno 1912, con ordini di rimborso per aggio e vincite pagati coi fondi della riscossione.

5) La diminuzione è apparente e deriva principalmente da minori rimborsi eseguiti nel corrente esercizio dai vari Ministeri per pensioni ordinarie, sia in corrispondenza a rimborsi anticipatamente effettuati prima del 30 giugno 1912, sia a causa della nuova imputazione delle spese per le pensioni (dal 1° luglio 1912), nonchè da minori rimborsi da parte dell'Amministrazione delle ferrovie dello Stato per interessi di mutui contratti.

6) La differenza proviene in principal modo da maggiori incassi in conto « Anticipazioni da Amministrazioni e da privati per spese da sostenersi dall'Ammininistrazione militare e da portarsi in aumento agli stanziamenti dello stato di previsione della spesa del Ministero della guerra ».

7) L'entrata ordinaria presenta in totale un aumento di circa 98 milioni, ma se si consideri che la diminuzione illustrata al precedente n. 5 - è figurativa, l'aumento effettivo diventa di oltre 116 milioni.

8) Minori incassi in conto ricupero di somme da reintegrarsi a capitoli di spesa inscritti in bilancio nella parte straordinaria della categoria 1ª.

9) Minori incassi in conto quote sui prodotti delle ferrovie concesse alla Società italiana per le strade ferrate meridionali.

10) Maggiori incassi per far fronte alle spese di costruzione delle strade ferrate.

11) Minore accensione di debiti in conto somme da ricavarsi per far fronte a spese straordinarie stanziate nel bilancio dell'Amministrazione delle ferrovie dello Stato.

12) Minore somministrazione ai termini di legge, da parte della Cassa depositi e prestiti delle somme occorrenti per il servizio dei debiti redimibili compresi nella tabella *A* annessa all'allegato *M*, approvato con l'art. 13 della legge 22 luglio 1894, n. 339.

13) Minori prelevamenti dal fondo di cassa, in corrispondenza a minori anticipazioni effettuate dal tesoro.

14) Somme principalmente ricavate in dipendenza del riscatto di obbligazioni sui beni ecclesiastici di 1ª categoria e dei buoni speciali in circolazione a favore dei danneggiati dalle truppe borboniche. (Legge 24 dicembre 1908, n. 731).

15) La diminuzione dipende principalmente dalla diversa imputazione dei pagamenti delle pensioni, secondo la legge ora vigente, e da maggior pagamento effettuato nel precedente esercizio in seguito alla cessione al tesoro dello Stato di quote di indennità dovute dalla Cina a Missioni e privati, giusta la legge 18 giugno 1911 n. 543.

16) Anticipata commutazione, rispetto al precedente esercizio dei mandati diretti emessi per compensi (quote di concorso e sussidi) ai Comuni in confronto dei canoni consolidati del dazio consumo, compensata in parte da ritardo, rispetto allo stesso esercizio nelle disposizioni di pagamento riguardanti i fitti di beni demaniali in uso di Amministrazioni governative.

17) Maggiori spese derivanti, per oltre 6.500.000, dalla nuova imputazione dei pagamenti delle pensioni, e per la restante somma, in principal modo, da miglioramenti al personale, e dal pagamento di indennità per espropriazioni relative al nuovo edificio destinato a sede di quel Dicastero.

18) La differenza proviene principalmente da maggiori spese per le Colonie Eritrea e della Somalia italiana.

19) La maggiore spesa è figurativa e dipende dalla nuova imputazione dei pagamenti delle pensioni.

20) Maggiori spese per opere stradali, idrauliche e di bonificazione, per costruzione di strade ferrate e per opere varie.

21) La maggiore spesa deriva, in principal modo, dalla nuova imputazione dei pagamenti delle pensioni, dai miglioramenti accordati al personale, e da lavori eseguiti in Libia durante il corrente esercizio pel servizio telegrafico e telefonico in seguito alla legge 28 marzo 1912.

22) La maggiore spesa deriva dalla nuova imputazione dei pagamenti delle pensioni, dalla maggior forza sotto le armi, e segnatamente dal passaggio di parte delle spese della guerra dal conto corrente straordinario agli appositi capitoli del bilancio per il rimborso al tesoro di parte dei fondi anticipati nello scorso esercizio.

23) La maggiore spesa è figurativa e deriva principalmente dalla nuova imputazione dei pagamenti per le pensioni.

24) La differenza dipende, in gran parte, dalla nuova imputazione dei pagamenti delle pensioni.

Roma, 19 giugno 1913.

Il direttore capo della divisione V
BOCCHI.

Il direttore generale
BROFFERIO.

Direzione generale del tesoro (Divisione portafoglio)

Il prezzo medio del cambio pei certificati di pagamento dei dazi doganali d'importazione è fissato per oggi, 20 giugno 1913, in L. 102,59

MINISTERO DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

Ispettorato generale del commercio

Media dei corsi dei consolidati negoziati a contanti nelle varie Borse del Regno, determinata d'accordo fra il Ministero d'agricoltura, industria e commercio e il Ministero del tesoro (Divisione portafoglio).

19 giugno 1913.

CONSOLIDATI	Con godimento in corso	Senza cedola	Al netto degl' interessi maturati a tutt'oggi
3.50 % *netto*	99 26 85	97 51 85	97 62 46
3.50 % *netto* (1902)	98 91 25	97.16 25	97 26 86
3 % *lordo* ...	65 66 67	64 46 67	65.14 19

PARTE NON UFFICIALE

PARLAMENTO NAZIONALE

SENATO DEL REGNO

RESOCONTO SOMMARIO — Giovedì, 19 giugno 1913

Presidenza del presidente MANFREDI
e poi del vice presidente BLASERNA.

La seduta è aperta alle ore 15.

BORGATTA, segretario, legge il processo verbale della seduta precedente, che è approvato.

Ringraziamenti.

Il sindaco di Pordenone ringrazia il Senato per la commemorazione del senatore Gustavo Monti e per le condoglianze inviategli.

Commemorazioni dei senatori Leopoldo Minesso e Michele Grassi-Pasini.

PRESIDENTE. Onorevoli colleghi

Nel giorno di ieri doppio colpo menò la morte fra i nostri: recidendo in Treviso la vita di Leopoldo Minesso; in Acireale quella di Grassi-Pasini Michele.

Era il Minesso nato nella stessa Treviso il 3 ottobre 1842; e dall'ordinario lo elevò l'ingegno, lo studio, l'attività. Appresa giurisprudenza nell'Università di Padova, scioltosi da altro impiego, portò tutta l'opera alle faccende cittadine ed ai pubblici negozi, acquistandovi valentia ed autorità. Stima e fiducia generale godè in Provincia; della cui Deputazione dapprima, del Consiglio di poi fu lunghi anni per ripetute elezioni rinominato presidente. Senatore ci venne il 4 aprile 1909.

Michele Grassi-Pasini ebbe i natali in Acireale della catanese provincia il 1° febbraio 1830 da notabile famiglia. Diede pur esso amore e mente alla cosa pubblica; tenne in città i principali uffici; ne fu sindaco. Meritò i suffragi per la rappresentanza politica; e fu alla Camera dei deputati per il Collegio II di Catania nella Legislatura XV e nella XVI, e per il Collegio di Acireale nella XIX e nella XX; conseguì onori e la nomina di senatore il 4 marzo 1905.

Ai due illustri estinti volgiamo il nostro compianto. (Approvazioni).

TAMI. Si associa alle parole del Presidente ricordando dell'estinto la bontà d'animo, le doti della mente e la competenza nelle discipline giuridiche ed amministrative.

Prega che siano inviate le condoglianze del Senato alla famiglia ed alla città di Treviso. (Approvazioni).

BETTONI. Sincero e profondo estimatore di Leopoldo Minesso esprime il suo compianto per la perdita di lui, che tutto doveva all'attività ed all'energia della sua mente elettissima. In tutte le

cariche importantissime da lui esercitate, rifulsero le sue alte doti di intelletto e di cuore; alla sua memoria manda, con dolore, il suo tributo di amicizia devota. (Approvazioni).

TIEPOLO. Alle nobilissime parole del Presidente e degli oratori che lo hanno preceduto, aggiunge che il senatore Minesso, quantunque entrato recentemente in Senato, pure aveva dato prove di attività ed assiduità; ma la operosità di lui rifulse specialmente nella natale Treviso, alla quale consacrò tutta intera la vita.

Crede di farsi interprete, anche del sentimento di Treviso, ringraziando il Presidente ed il Senato del cordoglio manifestato. (Approvazioni).

DI SAN GIULIANO, ministro degli affari esteri. Il governo si associa ai nobili sentimenti che sono stati espressi in commemorazione dei due senatori perduti. (Approvazioni).

PRESIDENTE. Darà corso alla proposta del senatore Tami.

Presentazione di relazioni.

BLASERNA. Presenta la relazione al seguente disegno di legge: « Apertura di un credito straordinario per sostenere fino al 31 dicembre 1913 le spese dipendenti dalla occupazione della Tripolitania e Cirenaica. — Facoltà di aumentare per una somma non superiore a 100 milioni di lire l'emissione normale di buoni del tesoro ordinari durante l'esercizio 1913-14 ».

PEDOTTI, presenta la relazione sul disegno di legge: « Completamento dei tronchi centrali della ferrovia Aulla-Lucca, e riscatto dei tronchi concessi all'industria privata ».

Approvazione e rinvio allo scrutinio segreto di disegni di legge.

BORGATTA, MELODIA e FABRIZI, segretari, danno lettura dei seguenti disegni di legge, che senza discussione sono approvati e rinviati a scrutinio segreto.

Approvazione del trattato fra l'Italia e gli Stati Uniti d'America che modifica il trattato di commercio e di navigazione del 1871 fra le stesse nazioni. (N. 1079).

Applicazione ai cittadini italiani residenti al Marocco delle tasse e delle penalità stabilite dall'atto generale di Algesiras del 7 aprile 1905 a carico degli stranieri dell'Impero marocchino (N. 1092).

Maggiore assegnazione straordinaria per la definitiva sistemazione della sede della R. Ambasciata a Vienna. (N. 1093).

Autorizzazione di spesa per la concessione di sussidi alle scuole coloniali italiane in America. (N. 1097).

Provvedimenti per la tutela giuridica degli emigranti. (N. 1021).

Ordinamento dell'Istituto Nazionale per l'istruzione e per l'educazione degli orfani dei maestri elementari. (N. 1098).

Sistemazione in ruolo del personale avventizio in servizio presso il Ministero delle poste e dei telegrafi. (N 1102).

Modificazione dell'art. 18 della legge 19 luglio 1907 n. 515, sul passaggio in ruolo degli agenti subalterni. (N. 1103).

Elevazione a L. 6000 dei depositi fruttiferi a risparmio (N. 1104).

Reintegrazioni di assegni *ad personam* in favore del personale di terza classe dell'Amministrazione delle poste e telegrafi (N. 1132).

Protezione del bacino idrologico di Montecatini (N. 915).

Costituzione in comune di Porcari frazione del comune di Capannori (N. 1114).

Maggiori assegnazioni e diminuzioni di stanziamento su taluni capitoli dello stato di previsione della spesa del Ministero di grazia e giustizia e dei culti per l'esercizio finanziario 1912-13 (N. 1076).

Maggiori assegnazioni su taluni capitoli dello stato di previsione della spesa del Ministero di grazia e giustizia e dei culti per l'esercizio finanziario 1912-13 (N. 1077).

Votazione a scrutinio segreto.

DI PRAMPERO, segretario. Fa l'appello nominale per la votazione a scrutinio segreto dei disegni di legge oggi approvati per alzata e seduta.

Si lasciano le urne aperte.

Seguito della discussione del disegno di legge:

« Stato di previsione della spesa del Ministero dei lavori pubblici per l'esercizio finanziario 1913-14 ». (N. 971).

SACCHI, ministro dei lavori pubblici, (segni d'attenzione). Ringrazia il relatore sen. Mariotti delle parole di lode scritte nella relazione per la crescente operosità del Ministero dei lavori pubblici.

Di questa lode prende atto perchè dimostra che lo Stato italiano, mentre era impegnato in una guerra vittoriosa ha saputo intensificare le opere di pace. (Approvazioni).

Ma non basta far molto, bisogna anche far bene, organizzare cioè sempre meglio i servizi ed ottenere il maggior rendimento utile dai fondi concessi dal Tesoro.

Le idee della Commissione di finanze e del sen. Veronese circa i provvedimenti per il Genio civile coincidono con le sue.

Ha preparato proposte per il riordinamento del Corpo del Genio civile e per la riforma del regime degli appalti.

Rileva che il personale del Genio civile per l'operosità e per i servizi resi anche in occasione di pubbliche sventure ha bene meritato dal paese.

Ma le sue file si assottigliano per gli allettamenti dell'industria privata mentre gli oneri aumentano.

Occorrono dunque provvedimenti quantitativi e qualitativi, ed occorrerà anche una certa specializzazione per quanto essa importi aumento di funzionari e di spese.

Studierà se sia possibile qualche riforma anche al Consiglio superiore dei lavori pubblici cui ha accennato il sen. Veronese.

Questo Consiglio dovrebbe diventare un supremo corpo teorico, alleggerito dell'esame dei meno importanti progetti, e dovreb'essere fiancheggiato anche da altri elementi tecnici. Così potrà essere un'arma efficace, per attuare la riforma del regime degli appalti.

In materia stradale risponde anzitutto al senatore Torlonia, che ha parlato dell'applicazione del regolamento, sulla larghezza dei cerchioni delle ruote.

Il regolamento era pronto, ma sorsero proteste dalle Camere di commercio e dalle amministrazioni provinciali.

Nominò una Commissione pel rapido esame dei reclami, ed essa credette di proporre un periodo transitorio.

Risponde ai senatori De Cesare e Lagasi, che egli si è sempre interessato dello sviluppo della rete stradale e continuerà ad interessarsene, sia per il completamento delle strade principali, sia per le stradi minori.

Presenterà un disegno di legge più completo in sostituzione di quello che era stato presentato per regolare la posizione giuridica di alcune strade di accesso; e terrà conto delle raccomandazioni dei senatori Lagasi e De Cesare. (Bene).

Richiamerà l'attenzione del Magistrato alle acque sulle osservazioni fatte dal senatore Tamassia per il Fosso di Ostiglia.

Dei maggiori problemi idraulici hanno parlato i senatori Cadolini e Veronese.

Ha seguito con grande interesse l'iniziativa degli enti della valle Padana per la grande via navigabile Milano-Venezia.

Prenderà accordi coi detti enti per promuovere, se del caso, dal Parlamento i provvedimenti necessari per tradurre in realtà la nobile idea.

Il senatore Cadolini, parlando dei serbatoi e dei laghi artificiali, ha osservato giustamente che i serbatoi per l'irrigazione difficilmente si presentano redditizi. Qui l'aiuto dello Stato non può avere che carattere integrativo degli eventuali disavanzi, e perciò, agli impianti meno redditizi, saranno dati i più larghi aiuti.

La materia dell'irrigazione è studiata da una Commissione nominata dal ministro dei lavori pubblici d'accordo con quello di agricoltura.

Nota che la politica idraulica è giunta ad un punto decisivo, e prevale oggi il concetto di un coordinamento organico delle varie materie.

Il senatore Manassei ha trattato dei criteri per l'indennità nelle espropriazioni ferroviarie. Rispondendo ad un'interpellanza nell'altro ramo del Parlamento, l'oratore promise di sollecitare i lavori della

Commissione nominata dall'on. Bertolini, per la riforma della legge sulle espropriazioni.

Non disconosce che applicando la legge per Napoli, alle espropriazioni ferroviarie si presentano talora inconvenienti, e crede sarà opportuna qualche modifica legislativa.

Osserva però che le nuove norme non potranno mai tornare alla elastica incertezza delle valutazioni peritali: bisogna rispettare gli interessi privati e salvaguardare in pari tempo i supremi diritti dello Stato.

Rispondendo al senatore Cencelli sull'argomento delle automobili in servizio pubblico, rileva che in tre anni è stato quadruplicata l'estensione della rete automobilistica.

È in grado di dissipare le preoccupazioni finanziare del senatore Cencelli, e lo assicura che ai sussidi per le concessioni approvate, si provvederà sempre senza ritardo.

Terrà conto delle raccomandazioni fatte dal senatore Chironi circa alcune linee della Sardegna.

Quanto all'assetto generale delle ferrovie Sarde, ha costituito una Commissione di funzionari col compito di studiare e far proposte intorno ai miglioramenti e alla definitiva sistemazione del servizio ferroviario della Sardegna. Spera che così i voti di quelle popolazioni potranno essere soddisfatti.

Riconosce tutta l'importanza della linea Locarno-Fondo Toce, raccomandata dal senatore Cuzzi, ed informa il Senato che gli atti per la concessione di questa linea si trovano ora al Ministero del tesoro Spera che si potrà trovare presto una soddisfacente soluzione.

Assicura il senatore Cadolini che nell'esame dei progetti esecutivi della Roma-Ostia, saranno tenute presenti le sue osservazioni, e prescritte le opportune cautele pel sottosuolo.

Rammenta al senatore Torrigiani che in un disegno di legge, che sarà tra poco discusso dal Senato, si è provveduto alla costruzione del doppio binario della linea Fornovo-San Donnino.

Assicura il relatore della Commissione di finanze, il quale ha pure accennato alla necessità del doppio binario nell'anzidetta linea, che è stato approvato il progetto per la galleria del Borgallo, mediante la quale potrà funzionare in modo migliore la Fornovo-San Donnino e che si proceda all'appalto dei lavori.

Informa il senatore Di Brazzà che il problema delle ferrovie strategiche del Veneto è stato da lui solo studiato, d'accordo col ministro della guerra, e saranno presi i provvedimenti atti a risolvere convenientemente quel probblema, e a soddisfare gl' interessi locali.

Al senatore Pedotti dice che, per varie ragioni, non poterono essere accolte alcune domande di concessione per la linea intera Genova-Spezia, e quanto alla costruzione diretta da parte dello Stato potrà formare oggetto di studio in occasione di un nuovo programma ferroviario del Governo.

Per ciò che riguarda la costruzione della Aulla-Lucca, dichiara, anche a nome del ministero della guerra che il Governo accoglie la raccomandazione fatta in proposito dalla Commissione di finanze.

Il senato approverà tra poco anche un disegno di legge sull'argomento.

Intanto può assicurare che l'amministrazione ferroviaria ha preso tutti i provvedimenti necessari per mantenere intera la sua libertà nell' interesse dell'erario e in quello del sollecito compimento dell'opera.

Dà spiegazioni al senatore Tamassia circa la lentezza dei lavori della linea diretta Bologna-Verona, e degli orari pel tratto di essa linea già in esercizio.

Ai senatori Dallolio e Torrigiani Filippo, che fecero raccomandazioni relativamente alla direttissima Bologna-Firenze, dice che l'asta pel tronco Bologna-Pianola fu sospeso per varie difficoltà che erano sorte ma che non sarà difficile superarle, per poter mettere mano al lavoro.

Mantiene i precedenti impegni presi per questa linea, e promette frattanto la elettrificazione della Porrettana.

Annunzia che la linea Pontasieve-Borgo San Lorenzo, sarà inaugurata durante questo mese, e spiega le ragioni per le quali l'inaugurazione non potè avvenire prima.

E risponde al senatore Bava-Beccaris, che sollecitò la costruzione della Cuneo-Ventimiglia.

Ricorda che mediante la convenzione del 1904 la Francia e l'Italia s'impegnarono di dare compiuti i tronchi sui territori delle due nazioni pel maggio del 1914. Da parte italiana i patti sono stati adempiuti; da parte francese c'è ancora qualche tronco che non è stato iniziato, per esempio quello della Roia, che deve mettere in comunicazione il teritorio francese col nostro a Nord ed a Sud; e che non potrà essere compiuto che nel 1917.

Sono state fatte vive sollecitazioni al Governo francese, segnalando i gravi inconvenienti che ne deriverebbero al nostro paese: ed il Governo francese ha risposto dando assicurazioni e dichiarando di aver sottoposto alla « Paris-Lyon Méditerranée » l'opportunità che i lavori siano quanto prima ultimati.

Soggiunge che la recente presenza del ministro dei lavori pubblici francese sulla linea, dà a sperrae che finalmente i lavori saranno affrettati.

E risponde infine al senatore De Cesare, il quale parlò degli inconvenienti del servizio ferroviario.

Il relatore della Commissione di finanze osservò non essere possibile venire in materia di servizio ferroviario, alle conclusioni del senatore De Cesare e parlare di disservizio mentre tutto il paese sa che il servizio ferroviario procede molto meglio sotto l'Amministrazione dello Stato, che non procedesse prima sotto le Società private (Approvazioni).

Osserva che se vi è stato negli ultimi tempi qualche incoveniente cio che deve attribuirsi alla straordinaria affluenza di pellegrinaggi ma è il caso di seppellire questa parola *disservizio*, poichè definisce una condizione di cose che non esiste più.

Riconosce per altro, che bisogna perfezionare sempre più l'azienda ferroviaria.

Quanto alle osservazioni fatte del senatore De Cesare sulle nuove tariffe, esse potranno essere tenute presenti dal Consiglio del traffico; ma sempre consultivamente, perchè il Governo non può spogliarsi di questioni così importanti e che riguardano l'economia nazionale.

Terrà conto di tutte le altre osservazioni fatte dal senatore De Cesare, ma è doveroso riconoscere la benemerenza della direzione del personale delle ferrovie, che meritò l'elogio del Governo pel modo mirabile come eseguì i trasporti militari della recente guerra con la Turchia; ciò che fu un importante coefficiente di riuscita (Approvazioni vivissime).

Volgendo lo sguardo al cammino fatto dall' amministrazione dei lavori pubblici, si vede che in pochi anni la sua attività si è raddoppiata, con felice augurio per l'avvenire del nostro paese. (Approvazioni vivissime e prolungate).

Prega da ultimo il senatore Cencelli di consentire che il suo ordine del giorno venga trasformato in raccomandazione.

CENCELLI. Consente e si affida alle dichiarazioni fatte dal ministro dei lavori pubblici.

DE CESARE. Ringrazia l'on. Sacchi delle risposte dategli; prende atto delle fatte dichiarazioni e si augura che riescirà a rimuovere gli inconvenienti che si verificano nel servizio ferroviario.

Deve però notare un soverchio ottimismo nelle dichiarazioni fatte dal ministro, e torna a raccomandare il servizio ferroviario nell' Italia meridionale.

CADOLINI. È gratissimo al ministro dei lavori pubblici delle risposte dategli.

Osserva che non conviene considerare intangibile la legge del 1910, riguardante la navigazione interna.

Gli altri Stati non hanno mai chiesto contributi agli enti locali per le grandi linee interne di navigazione.

La questione dei serbatoi dev'essere studiata da uomini competenti nell'irrigazione e nello sviluppo della forza motrice.

TORRIGIANI FILIPPO. Ringrazia il ministro della sua cortese ri-

sposta, e raccomanda che l'applicazione della trazione elettrica sulla Porrettana sia fatta nel più breve tempo possibile.

Con la trazione elettrica si può avere un transito di treni ogni 15 minuti, anzi, con un piccolo sforzo, ogni dieci minuti si potrà avere il passaggio d'un treno di 350 tonnellate.

CHIRONI. Ringrazia il ministro delle sue dichiarazioni, confidando che vorrà provvedere sollecitamente alle ferrovie della Sardegna.

PRESIDENTE. Dichiara chiusa la discussione generale.

Senza discussione sono approvati i capitoli fino al 163.

SANTINI. Al cap. 164, riferendosi alla recente relazione della Commissione d'inchiesta sul palazzo di Giustizia, per ciò che riguarda le ditte costruttrici, richiama l'attenzione del ministro su tre importanti lavori della capitale: l'adattamento della sede della Camera, per cui furono preventivati 6 milioni di spesa, che sono arrivati a 12 senza che i lavori siano compiuti; la sede della direzione generale delle ferrovie, che, ad una bella villa ha sostituito un casermone antiestetico; ed in ultimo la sistemazione di Piazza Colonna.

Questi ultimi lavori sono municipali, ma il Governo ha concorso nella spesa, per cui ha il diritto di sorveglianza. Il concessionario eseguì i lavori edilizi per la città di Genova, per i quali furono numerose liti, dimissioni di Giunta e commissario regio.

Le controversie più gravi si ebbero per i lavori di fognatura, affidati e diretti da un ingegnere, che ora è assessore dei lavori pubblici a Roma.

Non intende con ciò sollevare sospetti, ma non può a meno di porre in evidenza una circostanza, che dimostra i precedenti legami d'interessi fra il concessionario dei lavori e l'assessore dei lavori pubblici in Roma.

Osserva poi che la ditta Mion, appaltatrice della esattoria comunale, è cointeressata finanziariamente col concessionario dei lavori di piazza Colonna, ed è notorio che della ditta Mion fanno parte due deputati. Nulla di male anche in questo, se le aule parlamentari non risuonassero ancora della recente e dolorosa discussione sui lavori del palazzo di Giustizia.

Ricorda le dichiarazioni del presidente del Consiglio sull'amministrazione degli ospedali di Roma, e crede sarebbe opportuna la istituzione di una prefettura del Tevere.

Spera che il ministro dei lavori pubblici, geloso come è del danaro pubblico, spieghi una rigorosa sorveglianza sopra la esecuzione dei lavori per la sistemazione del centro di Roma, tanto più necessaria dopo la discussione avvenuta di recente nel Consiglio comunale sulle modificazioni alla primitiva convenzione, per la quale si ritennero da taluni diminuite le garanzie di primo grado del comune in confronto del concessionario. (Approvazioni).

GIOLITTI, presidente del Consiglio, ministro dell'interno. Le sue dichiarazioni nell'altro ramo del Parlamento, circa l'amministrazione degli ospedali di Roma erano fondate sul fatto che lo Stato sopporta la massima parte della spesa, cioè gli otto decimi per gli ospedali di Roma. Per conseguenza sostenne che chi paga deve anche amministrare.

Non è favorevole poi al concetto di privare la capitale d'Italia della sua amministrazione. Se vi sono difetti tocca agli elettori di provvedere per eliminarli.

Nel giudizio sull'opera dell'amministrazione municipale della Capitale, deve tenersi conto anche delle grandissime difficoltà da superare.

SACCHI, ministro dei lavori pubblici. Risponderà brevemente al senatore Santini, dopo quanto gli ha già risposto il Presidente del Consiglio.

Le opere riguardanti Montecitorio sono state fatte regolarmente ed approvate dalla Camera dei deputati.

Ritiene che l'Aula potrà essere compiuta nell'epoca prefissa; ma è noto che in queste grandi opere spesso si presentano motivi di ritardo.

Quanto al palazzo delle ferrovie, osserva che la spesa per la sua costruzione non ha oltrepassato il preventivo, inoltre quel palazzo è adatto assolutamente ai suoi scopi, e non vi è stanza che non sia bene illuminata e aereata, ciò che è importante per l'igiene e per il lavoro degli impiegati.

Accoglie l'invito di studiare, fattogli dal senatore Santini; non entrerà nelle altre questioni da lui trattate perchè sfuggono alla competenza del ministro dei lavori pubblici.

Il capitolo 164 è approvato.

Presentazione di relazioni.

ROLANDI-RICCI. Presenta la relazione al disegno di legge: « Norme per la stazzatura delle navi ».

D'ANDREA. Presenta la relazione al disegno di legge: « Disposizioni per il risanamento della città di Napoli ».

Ripresa della discussione.

Senza discussione si approvano i capitoli dal 165 al 218.

DI BRAZZA'. Al capitolo 219 raccomanda al ministro dei lavori pubblici che siano sollecitati i lavori di sistemazione degli argini del Piave, e in primo luogo i lavori di rialzo e irrobustimento di un tratto di argine a destra del Piave.

Richiama poi l'attenzione del ministro sugli inconvenienti dei passaggi a livello.

Lamenta che dai facchini, che a Roma attendono allo scalo delle merci a grande velocità, si pretenda una tassa speciale per lo scarico delle automobili.

Lamenta pure che nello scarico e nella consegna dei bagagli alla stazione di Roma, si proceda con soverchia lentezza.

SACCHI, ministro dei lavori pubblici. Rispondendo al senatore Di Brazzà dice che si interesserà dei lavori del Piave da lui accennati.

Assicura che egli fa il possibile per consentire ad ogni richiesta di fondi, fattagli dal magistrato alle acque.

Quanto ai passaggi a livello è insito a questa forma di attraversamento un qualche disturbo alla circolazione ordinaria.

L'Amministrazione sta studiando il modo di rimediare a questi inconvenienti, ma è questione grave, perchè la soppressione dei passaggi a livello richiederebbe una enorme spesa.

Terrà conto delle altre osservazioni fatte dal senatore Di Brazzà.

DI BRAZZA'. Ringrazia.

Il capitolo 219 è approvato.

Chiusura di votazioni.

PRESIDENTE. Dichiara chiusa la votazione a scrutinio segreto.

(I senatori segretari procedono alla numerazione dei voti).

Ripresa della discussione.

Si approvano, senza osservazioni, i capitoli dal 220 al 223.

TAMI. Al cap. 224, che è indicato per memoria, osserva che la ragione del mancato stanziamento sta nel fatto che vi era un forte fondo di residui.

Ma una parte di questo fondo è stata poi stornata, e ciò mette in pericolo la prosecuzione di alcune opere.

Accenna in particolar modo ai lavori di bonifica in provincia di Udine.

SACCHI, ministro dei lavori pubblici. Assicura il senatore Tami che provvederà a repristinare il fondo, perchè le opere di bonifica a cui il senatore Tami ha accennato, possano essere compiute.

TAMI. Ringrazia.

Il cap. 224 è approvato.

Senza discussione si approvano i restanti capitoli del bilancio, i riassunti per titoli e categorie, il bilancio di previsione delle ferrovie dello Stato e gli articoli del disegno di legge, che è rinviato allo scrutinio segreto.

Presidenza del vice-presidente BLASERNA.

Discussione del disegno di legge: « Stato di previsione dell'entrata per l'esercizio finanziario 1913 14 » (N. 1089).

BISCARETTI, segretario. Dà lettura al disegno di legge.

PRESIDENTE. Dichiara aperta la discussione generale.

LAGASI. Non dubita dell'esattezza delle affermazioni e delle dichiarazioni fatte nell'altro ramo del Parlamento dal relatore della Giunta del bilancio e dal ministro del tesoro, sulle cause del maggior gettito delle imposte, che sarebbero dovute all'aumentato tenore di vita di tutte le classi sociali, ed alle migliorate condizioni economiche del paese. Deve però accertare che alcuni aumenti d'imposte sono dovuti al fiscalismo degli agenti per esempio, quello dell'imposta sui fabbricati, che è effetto di arbitraria interpretazione delle leggi vigenti.

Fa rilevare al ministro del tesoro la necessità di presentare un disegno di legge per la revisione dell'imposta sui fabbricati, per por fine ad uno stato di cose, non solo illegale, ma arbitrario. (Commenti). E raccomanda intanto le revisioni periodiche dell'imposta sui fabbricati e l'equo accertamento dei redditi.

Dice che di fronte alle esigenze della vita e degli agenti, i proprietari talvolta si riparano occultando i loro redditi. (Commenti animatissimi — Conversazioni).

Osserva che gli impiegati e gli operai, che, in forza della legge sulle case popolari, con gravi sacrifici diverranno proprietari, scorso il decennio di esenzione dall'imposta, dovranno pagare un'imposta maggiore di ciò che avrebbero pagato, se avessero continuato a rimanere affittuari. Non per giungere a questo risultato il Parlamento votò la legge sulle case popolari.

Invita il ministro ad intervenire con qualche provvedimento che senza turbare l'erario, rechi sollievo ai troppo tormentati contribuenti.

FRASCARA. E' da sperare che le previsioni fatte per l'entrata si avverrino.

Certo la guerra libica porterà gravi conseguenze per il bilancio.

Malgrado alcune critiche ad operazioni del Tesoro, egli non può che associarsi alle lodi dirette al ministro, che ha saputo provvedere energicamente alle esigenze straordinarie.

L'aggio, purtroppo, è salito ad una cifra preoccupante, quale non era mai stata vista da anni; e vi ha contribuito, certamente in parte, il provvedimento dei 125 milioni; quantunque si debba riconoscere che l'aumento dell'aggio dipenda da molte cause di carattere generale.

Gradirebbe dal ministro una dichiarazione sul modo come intenda provvedere alla sistemazione delle finanze, al saldo dei debiti.

Tale dichiarazione rassicurerebbe sull'avvenire della finanza e potrebbe impedire un maggior aumento dell'aggio.

Se si dovrà ricorrere ad imposte, si è detto che queste dovranno gravare sugli abbienti; questi daranno il loro contributo pecuniario finchè potranno; ma anche essi, come le altre classi sociali, han dato anche il contributo di sangue, perchè hanno mandato i loro figli a combattere ed a morire per la bandiera italiana. (Vive approvazioni).

Si è parlato di speculazione antipatriottica, contro il credito italiano. Confida che il ministro saprà provvedere se si tratta di cosa vera.

Rileva che il reddito netto patrimoniale delle ferrovie va sempre scemando.

Prega il ministro di studiarne le cause e provvedere energicamente. (Vive approvazioni).

Presentazione di una relazione.

BISCARETTI. Presenta la relazione al disegno di legge:

Approvazioni del piano regolatore e di ampliamento della città di Cuneo.

Ripresa della discussione.

TEDESCO, ministro del tesoro. Risponde al senatore Lagasi che il concetto di unre evisione generale dell'imposta dei fabbricati potrà essere argomento di studio.

Per quanto ha detto il senatore Frascara si riporta alla discussione che sull'argomento fu fatto in Senato nella seduta del 24 maggio ultimo scorso.

Dei 700,000,000 di buoni quinquennali del tesoro, 450,000,000 riguardano le ferrovie dello Stato, e questo debito si sarebbe dovuto sempre fare, anche senza la guerra libica.

Il senatore Bettoni, come relatore della Commissione di finanze, ha allora esplicitamente riconosciuto che il provvedimento dei 125 milioni non ha avuto alcuna influenza sull'aggio, e si potrà forse restituire quella somma anche in un termine minore degli otto anni.

La prima scadenza dei buoni quinquennali si avrà fra quattro anni, e nel bilancio sono stanziati gli interessi da pagarsi; quindi vi è tutto il tempo di pensare ai provvedimenti definitivi.

Ricorda la dichiarazione del senatore Martuscelli per la Commissione di finanze, circa il reddito ferroviario. Bisogna inoltre ricordare ehe si è dovuto pagare per le ferrovie, come eredità dell'esercizio privato, un debito tecnico valutato circa mezzo miliardo.

L'esercizio, che è a termine, si chiuderà con un reddito netto, anche inferiore a quello del precedente esercizio, e questo si deve ad un maggior costo dei carboni, al prezzo dei noli ed alle restituzioni di multe.

Rileva che l'avanzo del Tesoro sarà anche superiore alla somma che indicò al Senato nella tornata del 24 maggio.

Disse in quella tornata che tale avanzo sarebbe stato di 65 milioni e probabilmente, per quanto vi siano delle incognite, esso sarà invece di 80 milioni.

Di questo risultato la finanza di qualunque Stato sarebbe fiera; quindi si può guardare con fiducia l'avvenire perchè la finanza italiana è assisa su basi solide. (Generali approvazioni, applausi).

PRESIDENTE. Dichiara chiusa la discussione generale.

Senza discussione, sono approvati tutti i capitoli del bilancio, i riassunti per titoli e categorie e gli articoli del disegno di legge, il quale è rinviato allo scrutinio segreto.

Avvertenza del presidente.

PRESIDENTE, Avverte che il Senato si riunirà in Comitato segreto sabato mattina alle ore 10.

Risultato di votazione.

PRESIDENTE. Proclama il risultato della votazione dei seguenti disegni di legge ieri rinviati allo scrutinio segreto:

Approvazione del trattato fra l'Italia e gli Stati Uniti d'America che modifica il trattato di commercio e di navigazione del 1871 fra le stesse nazioni;

Votanti 108
Favorevoli 104
Contrari 4

(Il Senato approva).

Applicazione ai cittadini italiani residenti al Marocco delle tasse e delle penalità stabilite dall'Atto generale di Algesiras del 7 aprile 1906 a carico degli stranieri nell'Impero marocchino.

Votanti 108
Favorevoli 102
Contrari 6

(Il Senato approva).

Maggiore assegnazione straordinaria per la definitiva sistemazione della sede della R. Ambasciata a Vienna:

Votanti 108
Favorevoli 102
Contrari 6

(Il Senato approva).

Autorizzazione di spesa per la concessione di sussidi alle scuole coloniali italiane in America:

Votanti 108
Favorevoli 100
Contrari 8

(Il Senato approva).

Provvedimenti per la tutela giuridica degli emigranti:

Votanti 108
Favorevoli 101
Contrari 7

(Il Senato approva).

Ordinamento dell'Istituto nazionale per l'istruzione e per l'educazione degli orfani dei maestri elementari.

Votanti. 108
Favorevoli 100
Contrari 8

(Il Senato approva).

Sistemazione in ruolo del personale avventizio in servizio presso il Ministero delle poste e dei telegrafi;

Votanti 108
Favorevoli 100
Contrari 8

(Il Senato approva).

Modificazione dell'art. 18 della legge 19 luglio 1907, n. 515, sul passaggio in ruolo degli agenti subalterni;

Votanti 107
Favorevoli 97
Contrari 10

(Il Senato approva).

Elevazione a L. 6000 dei depositi fruttiferi a risparmio;

Votanti 107
Favorevoli 102
Contrari 5

(Il Senato approva).

Reintegrazione di assegni *ad personam* a favore del personale di terza categoria dell'Amministrazione postale e telegrafica:

Votanti 107
Favorevoli 98
Contrari 9

(Il Senato approva).

Protezione del bacino idrologico di Montecatini:

Votanti. 107
Favorevoli 93
Contrari 14

(Il Senato approva).

Costituzione in comune di Porcari frazione del comune di Capannori:

Votanti 107
Favorevoli 82
Contrari 25

(Il Senato approva).

Maggiori assegnazioni e diminuzioni di stanziamento su taluni capitoli dello stato di previsione della spesa del Ministero di grazia e giustizia e dei culti per l'esercizio finanziario 1912-913:

Votanti. 107
Favorevoli 100
Contrari 7

(Il Senato approva).

Maggiori assegnazioni su taluni capitoli dello stato di previsione della spesa del Ministero di grazia e giustizia e dei culti per l'esercizio finanziario 1912-913:

Votanti. 107
Favorevoli 99
Contrari 8

(Il Senato approva).

La seduta è sciolta alle ore 19.30.

DIARIO ESTERO

La gravità della situazione balcanica è permanente e non si ritiene che possa modificarsi neppure col congresso dei quattro ministri indetto a Pietroburgo, se pure tale congresso vedrà la sua attuazione, perocchè da Sofia, da Belgrado e da Atene si afferma che i rispettivi capi di Governo se converranno a Pietroburgo non recederanno di un passo dalle loro pretese, ciò che rende impossibile qualsiasi trattativa amichevole.

Da questo stato di cose derivano i voti che fa la stampa estera affinchè lo Czar di Russia usi senz'altro del suo diritto di arbitro, ritenendo che sia questo l'unico modo col quale si possa venire ad una soluzione.

Sulla gravità dell'ora che corre si hanno questi telegrammi:

Vienna, 19. — La *Reichspost* ha da Sofia:

Generalmente la situazione è dichiarata critica. Nei circoli del Governo si ritiene che soltanto un'azione perentoria senza indugi ed una decisione arbitrale da parte della Russia, purchè avvenga sulle basi prescritte dai principî del diritto e sulle linee fondamentali ripetutamente designate dalla Bulgaria, potrebbe forse impedire un conflitto.

Una decisione sollecita è tanto più urgente in quanto si verificano quasi giornalmente scontri fra le truppe alleate. Il Consiglio dei ministri ed il quartiere generale bulgaro sono in continuo contatto con l'esercito. Si tengono giornalmente conferenze al Ministero.

Londra, 19. — Un dispaccio da Belgrado dice che la tensione tra la Serbia e la Bulgaria, invece di diminuire, va aumentando ogni giorno.

Il presidente del Consiglio, Pasic, era pronto a partire questa sera per Pietroburgo, ma, in presenza dell'attitudine della Bulgaria, che rifiuta di partecipare alla riunione dei primi ministri a Pietroburgo, ha ritardato la sua partenza.

L'attitudine della Bulgaria provoca a Belgrado un vivo risentimento e la speranza di risolvere il conflitto pacificamente è minore di due giorni fa.

Intorno all'azione arbitrale dello Czar di Russia sugli slavi balcanici, il *Figaro* di Parigi riceve dal suo corrispondente di Vienna:

I circoli bene informati danno a proposito dell'attitudine dell'Austria-Ungheria nelle questioni balcaniche i seguenti particolari:

L'Austria-Ungheria ha diritti da far valere e desiderî da esprimere, ma essa non vuole presentarli a Pietroburgo perchè ciò equivarrebbe a riconoscere un protettorato della Russia sugli Stati alleati.

L'Austria-Ungheria quindi si riserva di sottoporli direttamente agli Stati balcanici, al momento che giudicherà opportuno. Inoltre il trattato di Berlino al quale ha posto fine la guerra balcanica deve essere sostituito da un nuovo accordo internazionale che non potrà essere durevole se non riceverà l'adesione di tutte le grandi potenze e l'Austria-Ungheria è decisa a non dare ad esso la sua adesione se non quando le sue richieste essenziali siano rispettate.

Tuttavia questa attitudine dell'Austria-Ungheria non implica alcuna idea d'ostilità verso i popoli balcanici.

Nella composizione del nuovo Gabinetto bulgaro è compreso Madjoroff quale ministro dell'interno e perciò egli ha abbandonato Londra per recarsi a Sofia.

Prima di partire ebbe un colloquio con uomini politici, del quale riferisce questo dispaccio:

Madjoroff ha dichiarato di essere molto desideroso di veder mantenere intatta l'alleanza balcanica che diede così buoni risultati, ma occorre buona fede ed è inoltre necessario che gli obblighi risultanti dal trattato siano meglio osservati e meglio giustificati.

La Conferenza di Pietroburgo se non è basata sulla convenzione serbo-bulgara servirà soltanto a dimostrare che la Grecia e la Serbia sono unite contro la Bulgaria. Importa che lo Czar, se vuole mantenere la pace, eserciti la parte di arbitro: è il solo mezzo per finirla.

Quanto al disarmo la Bulgaria è pronta a farlo, ma bisogna che il principio del condominio sia applicato secondo lo spirito del trattato serbo-bulgaro a tutti i territori occupati.

Le notizie che si hanno da Belgrado sulla situazione non sono meno gravi e sconfortanti delle precedenti. Le riassume il seguente dispaccio in data di ieri:

Si parla del 22 giugno come data della riunione dei presidenti del Consiglio degli Stati alleati a Pietroburgo, ma non si sa ancora in modo certo se la conferenza potrà riunirsi entro questo breve termine.

La Grecia, il Montenegro e la Serbia hanno dato già in massima la loro adesione alla riunione. Invece sembra che la Bulgaria sia disposta a parteciparvi soltanto se vi sia una intesa preventiva con la quale si stabilisca di accettare l'arbitrato sulla base prevista dalla convenzione serbo-bulgara. Non si tratterebbe per conseguenza che di un convegno a quattro sul genere di quello che doveva aver luogo a Salonicco dopo il colloquio del presidente del Consiglio serbo, Pasic, col presidente del Consiglio bulgaro a Zaribrod.

Le intenzioni attribuite alla Bulgaria di partecipare alla riunione di Pietroburgo, con tale riserva, non fanno che accrescere la poca fiducia che si ha qui generalmente nell'efficacia della conferenza.

Se senza l'incontro dei quattro ministri, dice il *Samuprava*, la Serbia accetterà l'arbitrato dello Czar, ciò sarà, non a causa del trattato, il quale, del resto, ha cessato di essere applicabile, ma perchè la Serbia ha una fiducia illimitata nella giustizia dell'alto arbitro. Noi pensiamo che la Serbia abbia ragione di sperare che i bisogni della sua esistenza come Stato e il suo contegno di alleata leale durante la guerra, prevarranno dinanzi al giusto tribunale imperiale.

La *Politika*, a proposito della risposta della Bulgaria alla proposta serba circa il disarmo, dice che dopo tale risposta non si può parlare di disarmo.

***

La *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* pubblica la dichiarazione che il principe Ernesto Augusto di Cumberland, con l'autorizzazione di suo padre il Duca di Cumberland, ha fatto in una lettera in data 20 aprile al cancelliere dell'Impero Bethmann Hollweg.

La lettera dice fra l'altro:

Mi affretto a portare a cognizione di V. E. che mio padre ha deciso, in previsione dell'annullamento delle decisioni del Consiglio federale 2 luglio 1885 e 28 febbraio 1907, di trasmettermi i suoi diritti al Governo del ducato di Brunsvick.

Gli ultimi avvenimenti relativi alla mia persona e particolarmente il mio fidanzamento colla principessa Vittoria Luisa hanno modificato la situazione giuridica sulla quale si basano le decisioni del Consiglio federale.

Con l'autorizzazione di mio padre ho chiesto di entrare come ufficiale nell'esercito prussiano ed ho prestato giuramento di fedeltà e di obbedienza all'Imperatore e Re.

Ciò comprende la promessa che non farò e non intraprenderò nulla che tenda a modificare la situazione territoriale attuale della Prussia. Tale situazione, insieme colla rinuncia di mio padre al trono di Brunswick, giustificherà a mio parere l'annullamento delle decisioni già prese dal Consiglio federale.

Il Governo provvisorio albanese fa del suo meglio per organizzare tutto quanto può limitatamente coi mezzi di cui dispone. Nullameno appaiono già gli effetti dei suoi sforzi continuati. La *Neue Freie Presse* di Vienna ha in merito da Valona, 19:

Il Governo provvisorio albanese, subito dopo l'esodo delle truppe serbe dall'Albania, ha cominciato ad organizzare le Amministrazioni.

In tutti i distretti sgombrati dalle truppe sono stati inviati funzionari civili e giudiziari. Gli ufficiali giudiziari funzionano in modo soddisfacente ed hanno già conquistata la fiducia della popolazione.

Quindici ex-ufficiali albanesi hanno deciso di creare a Vallona una compagnia modello e di istruirla. Il Governo ha approvata tale idea e si è dichiarato disposto ad assumerne le spese di attuazione. Attualmente hanno luogo arruolamenti di volontari per questa compagnia. Il numero dei volontari che si presentano è molto rilevante.

La Legazione del Messico in Roma ha diramato questo comunicato per mezzo della *Agenzia Stefani*:

Una potente colonna militare, agli ordini del generale Delgado, ha ripreso la città di Lacatecas, senza sparare un sol colpo. I ribelli fuggirono.

Contrariamente a quanto si è pubblicato, il governatore di quello Stato si trova sempre al suo posto.

Due forti contingenti di soldati sono stati inviati il 17 corrente a rinforzare la divisione del generale Bravo, verso Monclova e Matamoros.

Il Governo dispone di numerose truppe e denaro in abbondanza per domare la rivoluzione.

DALLA LIBIA

Bengasi, 19. — Il maggiore Cesarini ha fatto fucilare il capo arabo che fu tra gli aggressori di Casr El Hamrat.

La zona di Tocra è calma.

Commercio d'importazione e di esportazione

L'Ufficio trattati e legislazione doganale comunica i valori delle importazioni e delle esportazioni avvenute durante i primi cinque mesi del corrente anno.

Le importazioni furono valutate a L. 1.536.576.465, con un aumento di L. 75.557.625 rispetto al corrispondente periodo del 1912.

I prodotti che principalmente concorsero a formare il detto valore sono indicati qui di seguito per ordine d'importanza:

Frumento e altri cereali milioni 257.7 — carbon fossile 157.4 — cotone greggio 149.1 — lane e cascami 56.5 — legname 52 — caldaie, macchine e loro parti 49.7 — utensili e altri lavori di ferro e di acciaio 31.3 — strumenti scientifici 30.9 — pelli crude 30.8 — seta tratta, greggia 30.2 — tessuti e altri manufatti di seta 26 — rame in pani 25.6 — tessuti e altri manufatti di cotone 22.9 — tessuti e altri manufatti di lana 22.6 — rottami di ferro e ghisa in pani 21.2 — caffè 21.1 — pelli conciate 20.5 — olî minerali 19.9 —

solfato di rame 15.1 — semi 17.3 — tabacco in foglie 14.3 — nitrato di sodio, greggio 14.1 — juta greggia 14 — gomma elastica e guttaperca, greggie 12.7 — lavori di rame 12.6 — pietre preziose 12.1 — calzature ed altri lavori di pelle 11.5 — pneumatiche per ruote da velocipedi e da vetture 10.9 — mercerie 10.4 — merluzzo ed altri pesci secchi 9.9 — grassi 9.7 — colori e vernici 9.5 — bozzoli 9.4 — pasta di legno, ecc. 9 — gioielli d'oro e d'argento 8.9 — olio di cotone 7.9 — fosfati minerali 7.7 — pelo greggio 6.4 — filati di lino 6.3 — pellicole cinematografiche 6.1 — bastimenti e altri galleggianti 6.1 — zinco in pani e in lamiere 5.3 — ferro in verghe 5.2 — vetture automobili 5.1 — orologi da tasca 5.1 — carne fresca 5 — paraffina solida 4.7 — cavalli 4.6 — formaggio 4.2 — pesci preparati 3.9 — lampade elettriche 3.8 — olii fissi non nominati 3.8 — lavori d'argento 3.7 — corozo 3.7 — velocipedi e loro parti 3.7 — fecole 3.6 — legna da fuoco e carbone di legna 3.5 — ferro e acciaio in lamiere 3.5 — solfato di ammonio 3.2 — apparecchi per riscaldare, raffinare, ecc. 3.2 — lamiere di ferro stagnate 3.1.

Fu in aumento, in confronto al corrispondente periodo dell'anno 1912, l'importazione dei seguenti prodotti:

Frumento per milioni 84.4 — carbon fossile 23.7 — tabacco 5.8 — lane sudicie e lavate 5.7 — granturco 5.7 — avena 5.2 — pelli crude 2.8 — cascami di lana 2.7 — utensili ed altri lavori di ferro e di acciaio 2.6 — bastimenti e altri galleggianti 2.5 — solfato di ammonio 2.5 — nitrato di sodio, greggio 2.4 — oli fissi non nominati 2.4 — juta greggia 2.4 — corozo 1.9 — oli minerali 1.8 — calzature di pelle 1.7 — strumenti scientifici 1.6 — vetture automobili 1.4 — caffè 1.2 — fosfati minerali 1.1 — legumi secchi 1.1 — grasso di maiale 1.1 — pellicole cinematografiche 1.1.

Fu, invece, in diminuzione l'importazione di questi altri prodotti:

Cotone greggio per milioni 24 — cavalli 13.2 — caldaie, macchine e loro parti 12.5 — bestiame bovino 8.7 — legname 4.2 — gomma elastica greggia 4.1 — ghisa in pani 3.5 — solfato di rame 3.1 — olio d'oliva 2.8 — tessuti e altri manufatti di seta 2.5 — pelli conciate e verniciate 2.2 — merluzzo e stoccafisso 2.2 — bozzoli 1.9 — apparecchi per riscaldare, ecc. 1.8 — tessuti e altri manufatti di cotone 1.7 — ferro e acciaio in verghe 1.7 — carne fresca 1.6 — olio di palma 1.4 — filati di lino 1.3 — rottami di ferro 1.3 — veicoli da ferrovia 1.3.

Le esportazioni furono valutate L. 979.748.364 con un aumento di L. 26.960.718 in confronto del corrispondente periodo del 1912.

A formare il detto valore concorsero principalmente i seguenti prodotti:

Seta tratta e cascami milioni 163.4 — tessuti ed altri manufatti di cotone 68.3 — tessuti ed altri manufatti di seta 45.3 — agrumi 44.5 — vini e vermouth 31.4 — formaggio 30 — uova di pollame 28.6 — canapa greggia e pettinata 27.7 — pelli crude 23.7 — zolfo 20.7 — cappelli 19.4 — olio di oliva 19.4 — farine e semolino 18.4 — carri e vetture automobili 16 — marmo greggio e lavorato 15 — pneumatiche per ruote da velocipedi e da vetture 13.9 — frutta secche 13.3 — filati di cotone 13.3 — paste di frumento 12.7 — conserva di pomodori 12.3 — legumi e ortaggi freschi 12.2 — riso 10.4 — fiori freschi 9.8 — tessuti e altri manufatti di lana 9 — caldaie, macchine e loro parti 8.7 — animali bovini 8.7 — minerali di zinco 7.7 — corallo greggio e lavorato 7.7 — frutti, legumi e ortaggi preparati 7.2 — pellicole cinematografiche 7.1 — essenze di agrumi 7 — bottoni di corozo 6.9 — capelli 6.9 — semi 6.6 — strumenti scientifici 6.3 — lane, crino e pelo 5.9 — guanti e altri lavori di pelle 5.7 — oggetti d'arte 5.6 — mobili di legno 5.2 — carni preparate 4.7 — citrato di calcio 4.5 — tabacco 4.4 — tartaro greggio e feccia di vino 4.1 — cordami, cordicelle e spago 4 — pollame 3.7 — stoppa di lino e di canapa 3.5 — filati di canapa greggi 3.4 — burro 3.4 — mercerie 3.3 — acido tartarico 3.2 — liquori 3.2 — libri e registri 3.1 — carta bianca o tinta in pasta 3.1.

Segnarono aumento all'esportazione i seguenti prodotti:

Tessuti e altri manufatti di cotone per milioni 14.3 — canapa greggia 12.5 — farine e semolino 10 — tessuti e altri manufatti di seta 4.9 — pelli crude 4.1 — agrumi 3.8 — vetture automobili 3.6 — fiori freschi 3.1 — tessuti e altri manufatti di lana 2.3 — bottoni di corozo 2.1 — pellicole cinematografiche 2.1 — tessuti di juta 1.8 — gomma elastica greggia 1.7 — cascami di seta 1.6 — acido tartarico 1.5 — legumi secchi 1.5 — vini 1.4 — fiammiferi 1.3 — sughero greggio 1.3 — legumi e ortaggi freschi 1.3 — filati di lana 1.1 — frutti, legumi e ortaggi preparati 1.1 — lane e cascami 1.1.

Furono, invece, in diminuzione questi altri prodotti:

Seta tratta, greggia per milioni 12.8 — riso 8.7 — olio d'oliva 7.6 — lavori di pelle non nominati 5.9 — uova di pollame 2.6 — frutta fresche 2.5 — marmo 2.3 — burro naturale 2 — trecce di paglia e di truciolo 1.7 — bastimenti e altri galleggianti 1.7 — utensili e altri lavori di ferro e di acciaio 1.5 — corallo 1.4 — pollame 1.3.

CRONACA ARTISTICA

AL LICEO MUSICALE.

Non meno importante ed interessante dei precedenti riuscì ieri il quarto ed ultimo saggio degli alunni del Liceo musicale di Santa Cecilia eseguitosi nell'aula magna della R. Accademia, gremita, più del consueto, da un pubblico d'invitati intelligente ed elegante.

Al saggio presero parte il giovane organista Antonio Traversi, alunno del prof. Renzi, che suonò assai bene una *Fantasia e fuga in sol min.*; la sig.na Laura Ghersi, valente alunna dello Sgambati; il promettentissimo violinista Alberto Magalotti, alunno di E. Pinelli, che fu assai felice e riscosse grandissimi applausi nell'esecuzione del 1° *tempo del concerto in re magg.* per violino ed orchestra, questa benissimo diretta dal prof. A. Bustini; e la giovane pianista signorina Clotilde Moiso, alunna dello Sgambati.

Festeggiatissimi furono poi la signorina Nasi Teresa, alunna del Rosati, che cantò con grazia ed agili gorgheggi l'aria del *Rigoletto* « Caro nome »; le signorine Gina Palmucci e Sara Bosisio, alunne della signora Toresella, che insieme alla predetta signorina Nasi cantarono il terzettino finale per due soprani e contralto dell'opera *Le vispe comari di Windsor* del Nicolai; ed il tenore Gigli Beniamino, alunno del Rosati.

Le scuole di composizione presentarono due bellissimi pezzi orchestrali composti dai signori Baldoni Mario, alunno del prof. Respighi, e Cimara Pietro, alunno del Falchi. Entrambi furono acclamati, ed i loro professori felicitati perchè nelle loro composizioni piene di melodiose esplicazioni orchestrali ed in quella del Cimara anche vocali, senza plagi ed originali, l'uditorio trovò la promessa di due futuri valentissimi maestri di opera lirica.

Il saggio si chiuse con la esecuzione dell'ouverture *Egmont* del Beethoven, eseguita con perfetto insieme dalla classe d'orchestra di E. Pinelli, diretta dall'alunno Vito Carnevali.

Entusiastici applausi coronarono la chiusura dei saggi, che questo anno hanno dimostrato un reale e sensibile progresso artistico del nobile istituto così ben diretto dall'illustre prof. Stanislao Falchi. Egli s'ebbe le meritate generali felicitazioni e gli auguri per l'avvenire del Liceo, che oramai ha preso il primo posto fra gli istituti musicali del Regno.

CRONACA ITALIANA

S. M. la Regina Margherita ha ricevuto, ieri alle 14,30, S. E. il generale Ameglio, col quale s'intrattenne in lungo e affabile colloquio, interessandosi alle narrazioni del valoroso soldato.

S. E. il gen. Ameglio. — La notte scorsa, alle 6,25 il generale Ameglio è partito per Napoli.

Trovavansi a salutarlo alla stazione S. E. il ministro Calissano, gli on. Cirmeni e Fraccacreta, il comm. Musdaci, vari ufficiali superiori, il figlio dell'on. Spingardi, parecchi corrispondenti di guerra e numerosa folla.

Quando il treno si mise in moto, i presenti salutarono il generale Ameglio con calorosi applausi ed evviva.

Cortesie internazionali. — S. E. il ministro di Romania presso S. M. il Re d'Italia si è recato, ieri, alla Consulta ed ha consegnato a S. E. il ministro degli esteri marchese di San Giuliano le insegne del Gran Cordone del supremo ordine di Carol ed al sotto segretario di Stato principe di Scalea il Gran Cordone della stella di Rumania, che sono stati a loro conferiti da S. M. il Re di Rumania.

S. E. il ministro di Rumania ha chiesto di essere ricevuto da S. E. il presidente del Consiglio Giolitti per adempiere identica missione.

Ai veterani. — Sono stati concessi gli assegni di:

L. 360 a 21 veterani del 1849-49; L. 200 a 149 veterani del 1859-61; L. 120 a 2405 veterani del 1866-67.

La Mostra coloniale italiana. — Perchè la Mostra che si va alacremente organizzando, diventi il più possibile pratica ed utile, per mezzo di Mostre temporanee e di concorsi speciali il Comitato farà conoscere le piante ornamentali, i fiori, le frutta e gli ortaggi primaticci che possono animare il commercio di esportazione delle nostre colonie, promovendo delle gare per lo studio dei migliori imballaggi e per l'applicazione dell'industria del freddo al trasporto di tali prodotti.

Si indiranno anche concorsi per la costruzione di modelli di case coloniche smontabili, o no, in modello o in grandezza naturale adatta per contadini che vogliono dirigersi alle colonie, mentre per le donne emigranti si dimostrerà come si può organizzare una scuola di economia domestica coloniale.

Nelle zeribe, nei pollai si raccoglieranno i tipi degli animali e dei volatili domestici delle colonie (cavalli, asini, muli, dromedari, camelli, zebrotti, capre, pecore, struzzi, ecc.), ed in una grande uccelliera, tutta la variopinta avifauna coloniale mostrerà le penne preziose che essa potrà offrire al commercio italiano.

Il Comitato studierà inoltre la costruzione di una serra, nella quale possa rifiorire la pittoresca flora delle colonie, gli alberi dell'incenso, della mirra, della gomma, del cotone, della palma dum e dattifera, del caffè dell'euforbia, ecc. che formano il profilo caratteristico del paesaggio affricano.

Italiani all'estero. — Ieri, a Mosca, la Delegazione italiana ha visitato la cattedrale del Santo Salvatore, il monumento dell'Imperatore Alessandro III e il Museo municipale di pittura fondato da Tretiakoff.

I capolavori della pittura russa hanno prodotto nei visitatori profonda impressione.

Nel Museo è stata offerta ai delegati una colazione.

Il facente funzione di sindaco Brianski ha alzato il bicchiere alla salute dell'imperatore, e quindi ha brindato al nobile Re del popolo italiano.

Marina mercantile. — Il *Capri*, della Società nazionale dei S. M. è giunto a Bombay. — Il *Mendoza*, del Lloyd Italiano è partito da New York per Napoli e Genova. — Il *Principessa Mafalda*, id., ha proseguito da Dacar per Barcellona e Genova. — Il *Regina Elena*, della N. G. I., è partito da Dacar per Santos e Buenos Aires. — L'*Italia*, id., è partito da Rio de Janeiro per Pernambuco e l'Italia.

TELEGRAMMI

(Agenzia Stefani)

ASCOT, 19. — Durante la corsa della *Gold Cup*, un individuo si è precipitato dinanzi al cavallo *Tracery*, che si trovava in testa, ed agitando uua bandiera dai colori delle suffragiste ha fatto cadere il cavallo.

L'individuo è rimasto ucciso. Il *jockey* è incolume.

PIETROBURGO, 19. — *Duma dell'Impero.* — Si discute il bilancio del Ministero degli affari esteri.

Dopo il relatore Kroupenski, parla l'aggiunto del ministro degli esteri, Neratoff, il quale dà spiegazioni su questioni di carattere puramente tecnico.

Quindi il *leader* dei cadetti Miliukoff deplora che la malattia impedisca al ministro degli esteri Sazonoff di dare spiegazioni in un momento così grave e pronuncia un lungo discorso sostenendo che la politiea russa in Oriente, fin dal momento della dichiarazione della guerra, ha seguito uno svolgimento nazionale e regolare.

BUDAPEST, 19. — La Camera dei deputati ha approvato il progetto di legge che stabilisce pene più severe per i delitti di lesa maestà, i quali saranno d'ora in poi sottratti alla competenza della Corte di assise.

SALONICCO, 19. — Presso Enikoei, fra Drama e Xanti, due treni ferroviari, di cui uno carico di truppe bulgare, hanno avuto un urto.

Cinque vagoni sono rimasti distrutti. Sei ufficiali bulgari e quaranta soldati sarebbero rimasti uccisi e vi sarebbe un gran numero di feriti.

JOHANNISTAL, 19. — L'aviatore Kraftel, partito alle 3,30 di stamane, onde effettuare un volo di due ore per concorrere al premio nazionale di aviazione, è caduto. Kraftel ed il suo meccanico Gerbitz sono rimasti uccisi.

LONDRA, 19. — *Camera dei comuni.* — L'aula è anche oggi gremita.

L'ex-ministro Lyttelton continua il suo discorso cominciato ieri. Egli dichiara che l'attitudine dei ministri è stata tale che il dovere imperativo della Camera è di votare l' ordine del giorno di Cave (Applausi e proteste).

Sino a ieri - dice Lyttelton - non avevano confessato di avere sbagliato e le scuse di Rufus Isaac contengono reticenze.

Le conclusioni della maggioranza della Commissione d' inchiesta sono infelici e io ho la soddisfazione di dire che esse sono completamente discreditate. Esse non si reggono più dopo il discorso pronunciato ieri da Rufus Isaac e da Lloyd George.

Tra acclamaziani si leva a parlare il primo ministro Asquith. Avevo sperato - egli dice - che, dopo il discorso di Rufus Isaac e di Lloyd George, la Camera si sarebbe messa d'accordo. Tale speranza è stata vana.

Senza dubbio, Rufus Isaac e Lloyd George avrebbero fatto meglio se avessero raccontato tutti i fatti all'epoca della prima discussione in ottobre. Ciò avrebbe risparmiato un tempo enorme e considerevoli difficoltà.

I ministri, dopo tutto, non hanno trasgredito ad alcuna regola nè ad alcun dovere, ma hanno mancato di prudenza.

Asquith protesta contro la campagna di calunnie, contro i vergognosi richiami fatti alla animosità di razza e di religione. Egli aggiunge:

Mentre la grande stampa, specialmente la grande stampa conservatrice, si onorava mostrando dignità, moderazione e contegno, alcuni giornali non esitavano a farsi a dritto e a rovescio l'eco di tutta la malvagità, di tutte le calunnie senza un menomo fondamento.

La Commissione d'inchiesta con diligenza spietata si attaccava alla menoma voce così venuta a sua cognizione.

Ora, dopo questa severa inchiesta, la Commissione dovette riconoscere che tutte queste accuse erano assolutamente false.

La Commissione ha riconosciuto che l'affare in questione richiedeva un'inchiesta e spiegazioni.

Ora, le spiegazioni furono fornite da sir Rufus Isaac e da Lloyd George. Nessun'altra spiegazione fu più franca e virile.

Si è sostenuto che importava che i ministri non possedessero azioni di compagnie con le quali lo Stato potesse fare contratti. Ciò è assurdo.

Potreste dunque vietare a Winston Churchill di concludere un contratto di fornitura d'olio per la marina dello Stato e ciò perchè

uno dei suoi colleghi di gabinetto fosse per caso possessore di una cinquantina di azioni della Compagnia venditrice d'olio? No.

Il solo principio è che se un ministro ha interessi di un contratto di competenza del suo Ministero deve far conoscere nei suoi particolari al suo capo, il primo ministro, in che consistono i suoi interessi, e tenersi in disparte dalle trattative di tale contratto.

Sarebbe impossibile a uomini d'affari di occuparsi degli interessi del paese, se si imponessero loro certe regole di condotta che confinano con l'isterismo; ma vi sono regole che derivano dal semplice buon senso.

Rufus Isaac e Lloyd George non hanno violate veramente alcuna di queste regole.

Il loro onore pubblico e privato non è oscurato da alcuna macchia.

Balfour, ex-capo del partito conservatore, dice che le accuse personali di corruzione contro sir Rufus Isaac e Lloyd George sono assurde, ma che se Rufus Isaac e Lloyd George non hanno dato in ottobre prova di franchezza nè verso la Camera, nè verso il loro capo, il primo ministro, di questo errore non si sono discolpati. Asquith ha testè fatto appello all'opposizione, perchè la Camera giunga ad una conclusione unanime.

Ebbene sia. Noi accettiamo, in sostanza, l'emendamento presentato ieri da Buckmaster, e voi, liberali, accettate in sostanza l'ordine del giorno Cave?

Balfour propone che si faccia un solo blocco dell'emendamento Buckmaster e dell'ordine del giorno di Cave.

Buckmaster ritira l'ordine del giorno presentato in nome del partito liberale.

Il liberale Adkins propone un altro ordine del giorno.

Bonar Law, capo dell'opposizione, propone il seguente ordine del giorno: « La Camera, dopo udite le spiegazioni dei ministri Rufus Isaac e Lloyd George, li assolve dall'accusa di non aver agito in buona fede, riprova le accuse di corruzione loro mosse, accuse la cui completa falsità è stata dimostrata, ma deplora le loro operazioni in azioni della Compagnia americana Marconi e la loro mancanza di franchezza nelle loro comunicazioni alla Camera ».

La Camera respinge l'ordine del giorno Cave e approva con 346 voti contro 268 l'ordine del giorno del liberale Ryland Adkins, così concepito:

« La Camera, dopo avere udito le spiegazioni di sir Rufus Isaac e di Lloyd George circa l'acquisto di azioni di una Compagnia radiotelegrafica americana, accetta l'espressione del loro rammarico di aver fatto tale acquisto e di non averlo confessato nella discussione avvenuta nel mese di ottobre; li assolve per l'accusa di avere agito altrimenti che in buona fede e riprova l'accusa di corruzione portata contro i ministri, accusa di cui è stata dimostrata l'assoluta infondatezza ».

Dopo il voto la seduta è tolta.

Soltanto tre liberali hanno votato contro il Governo. I partigiani di O'Brien si sono astenuti. I nazionalisti irlandesi hanno votato in favore del Governo e così pure i laburisti ad eccezione di alcune astensioni.

La Camera era al completo.

PARIGI, 19. — La Commissione della Camera per il suffragio universale, dopo aver inteso Berthou e Klotz sulle disposizioni del Governo, ha approvato con 19 voti contro 13 una mozione Jaurès la quale respinge il progetto di riforma elettorale approvato dal Senato.

La Commissione ha deciso, poscia, con 18 voti contro 13, di adottare il testo della Camera con lo stesso relatore Groussier, e di chiedere alla Camera di pronunciarsi prima delle vacanze.

PARIGI, 19. — *Camera dei deputati.* — Il deputato socialista Fournier svolge una mozione la quale invita il Governo a concertarsi con le potenze per la istituzione di un Parlamento internazionale per la pace.

Il ministro degli esteri Pichon rende omaggio alla generosa intenzione, ma dice che le trattative che Fournier propone sono chimeriche.

Il ministro degli esteri ricorda che la Francia non riuscì a far adottare dalla Conferenza dell'Aja l'arbitrato obbligario, anche per cause che non impegnano l'onore delle nazioni.

Pichon aggiunge: Il miglior modo di essere pacifici è di essere equi e concilianti senza spirito di provocazione. La Francia non si lascerà indebolire da chimere e conserverà la forza necessaria a farsi rispettare (Vivi applausi).

L'urgenza in favore della mozione Fournier combattuta da Pichon è respinta con 419 voti contro 142.

Benazet combatte il controprogetto di Jaurès, nel quale egli non vede nulla da trarre di pratico.

L'oratore è d'accordo con Jaurès circa la probabilità di un attacco improvviso. Ce ne va, dunque, della vita della Francia.

L'oratore confuta la tesi di Jaurès circa le fortezze, le quali, secondo lui, non resisterebbero. È meglio avere truppe più allenate (Applausi al centro e a destra e su vari banchi di sinistra).

Il seguito della discussione è rinviato a domani.

SAN FRANCISCO, 19. — Gli agenti della Compagnia Souther Pacific sono stati informati che 10 persone sono state uccise e 25 ferite in uno scontro che è avvenuto nei pressi di Vallejo su una linea appartenente alla Compagnia dei trasporti nella valle di Napa.

La Compagnia del Southern Pacific ha mandato un treno di soccorso.

COSTANTINOPOLI, 19. — In seguito all'assassinio del gran visir sono stati rinviati alla Corte marziale 38 persone, di cui 14 sono contumaci.

La Corte marziale ha aperto la seduta alle sei pomeridiane a porte chiuse.

PARIGI, 19. — Notizie da Evreux recano che l'automobilista Zuccarelli, mentre provava col suo meccanico Fannelli, un'automobile con la quale doveva partecipare il 12 luglio al Grand Prix di Amiens, trovandosi in un crocevia nei dintorni di Evreux di fronte ad un'altra vettura mentre la sua era lanciata a gran velocità, cercò di fermarsi, ma il violento giro del volante lanciò la vettura sul ciglio della via.

I passanti trassero di sotto all'automobile Zuccarelli che era rimasto morto sul colpo e il meccanico Fannelli gravemente ferito.

Lo Zuccarelli aveva 26 anni ed era uno dei migliori conduttori di automobili. Era recentemente tornato dall'America, dove aveva preso parte al Grand Prix.

VIENNA, 19. — *Camera dei deputati.* — Termina la seconda lettura del progetto di esercizio provvisorio.

Durante la discussione lo czeco-radicale Choc ha attaccato la politica antislava dell'Imperatore Guglielmo, per giustificare il rifiuto dei gruppi slavi di consentire ad una manifestazione del Parlamento austriaco in occasione del giubileo dell'Imperatore tedesco.

Il presidente richiama all'ordine Choc.

Il relatore Steiwender protesta energicamente contro il linguaggio di Choc e dichiara che la triplice alleanza, e specialmente l'alleanza con la Germania non dipendono dal consenso di qualche gruppo parlamentare.

La triplice alleanza si basa sulla personalità dei Monarchi alleati, sulla logica dei fatti, sopra l'interesse vitale della Monarchia e sulla volontà delle sue popolazioni che vi vedono il fondamento principale dello Stato. Perciò le felicitazioni dell'Austria all'Imperatore Guglielmo sono una realtà, le abbia o no fatte il Parlamento.

Queste parole del relatore provocano scroscianti applausi dei partiti tedeschi e violente proteste da parte dei gruppi slavi. Ne segue un gran tumulto, che è durato un quarto d'ora e ha costretto il presidente a sospendere la seduta.

Dopo un'ora la seduta è stata ripresa. Il relatore Steinwender dichiara di aver espresso un'opinione personale e di non avere voluto con la sua ultima frase mettere in dubbio il diritto costituzionale del Parlamamento su questioni di politica estera.

L'incidente è stato così chiuso.

MADRID, 20. — La Regina Vittoria ha dato alla luce un principe.

La Regina ed il neonato godono ottima salute.

VIENNA, 20. — *Camera dei deputati.* — Dopo una seduta durata quindici ore si approva l'esercizio provvisorio per sei mesi.

Tutte le proposte dell'opposizione vengono respinte.

Si approva all'unanimità una mozione che invita il Governo a congedare immediatamente tutti i riservisti alle frontiere meridionali.

BELGRADO, 20. — Il ministro di Bulgaria Tontcheff ha consegnato al presidente del Consiglio, Pasic, la risposta del Gabinetto di Sofia alla domanda di revisione del trattato serbo-bulgaro presentata dalla Serbia.

Il Consiglio dei ministri riunitosi subito ne ha preso cognizione.

Continua a regnare il dubbio circa l'adesione della Bulgaria alla Conferenza dei quattro presidenti del Consiglio degli Stati balcanici a Pietroburgo e quindi sulla probabilità di tale riunione.

Si respingono fin da ora le condizioni che la Bulgaria sembra volere porre per partecipare alla conferenza di Pietroburgo.

SOFIA, 20. — Il Governo bulgaro nella sua risposta alla Nota serba che chiede la revisione del trattato di alleanza, esprime il suo vivo rammarico ed il suo stupore nel vedere la Serbia contestare il carattere obbligatorio del trattato all'indomani dei risultati storici che dovevano consolidare l'alleanza dovuta all'iniziativa della Bulgaria.

La Nota ricorda i documenti che contengono le condizioni della alleanza e cioè: il trattato, l'allegato segreto, la convenzione militare, quattro accordi e dichiarazioni dei due stati maggiori, che formano un insieme indivisibile ed indissolubile.

La nota si occupa quindi a lungo del testo dei documenti, e come conclusione, il Governo bulgaro, con tutta la energia e la fermezza che gli derivano dai trattati e dalla giustizia della causa bulgara, combatte ogni idea sia di revisione sia di una nuova ripartizione dei territori conquistati tra la Bulgaria e la Serbia, sia della partecipazione della Grecia e del Montenegro a tale ripartizione.

Essenzialmente convinto della necessità e della fecondità dell'alleanza, che ha dato risultati così favorevoli ai due popoli, il Governo bulgaro invia un fraterno appello al Governo serbo di inspirarsi al medesimo sentimento e di riconoscere la necessità di mantenere e di osservare religiosamente le stipulazioni dell'alleanza e di consentire ad abbandonare la sua domanda di revisione rimettendosi per la liquidazione e la ripartizione della zona contestata alla decisione dell'arbitro supremo nel più breve termine possibile.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE
del Regio Osservatorio del Collegio romano

19 giugno 1913.

L'altezza della stazione è di metri	50.60
Il barometro a 0°, in millimetri e al mare	764.8
termometro centigrado al nord	2[illegible].6
Tensione del vapore, in mm.	9.47
Umidità relativa, in centesimi	37
Vento, direzione	S
Velocità in km	12
Stato del cielo	coperto
Temperatura massima, nelle 24 ore	27.5
Temperatura minima, id.	19.2
Pioggia in mm.	—

19 giugno 1913.

In Europa: pressione massima di 770 sulla NW della Spagna, minima di 750 sulla Russia settentrionale.

In Italia nelle 24 ore: barometro quasi stazionario sulle isole, disceso altrove, fino a 2 mill. sull'Abruzzo; temperatura generalmente aumentata; qualche pioggerella in Piemonte, Toscana, Campania e isole; qualche temporale in Piemonte e Sardegna.

Barometro: massimo a 766 in Sicilia, minimo a 763 in Sardegna.

Probabilità: venti deboli o moderati intorno a ponente in Val Padana e alto e medio Tirreno, vari altrove; cielo nuvoloso con qualche pioggia e temporale.

BOLLETTINO METEORICO
dell'ufficio centrale di meteorologia e di geodinamica

Roma, 19 giugno 1913.

STAZIONI	STATO del cielo ore 7	STATO del mare ore 7	TEMPERATURA precedente massima nelle 24 ore	TEMPERATURA precedente minima nelle 24 ore
Porto Maurizio	3/4 coperto	mosso	23 0	20 9
Sanremo	—	—	—	—
Genova	coperto	calmo	24 8	20 8
Spezia	coperto	calmo	24 0	17 4
Cuneo	coperto	—	26 8	17 2
Torino	3/4 coperto		27 0	17 6
Alessandria			—	—
Novara	coperto		30 2	17 0
Domodossola	1/4 coperto		27 9	15 4
Pavia	3/4 coperto		32 0	14 8
Milano	3/4 coperto		31 0	18 7
Como	1/2 coperto		29 6	19 2
Sondrio	—		—	—
Bergamo	sereno		27 5	17 2
Brescia	1/4 coperto		28 7	16 7
Cremona	1/2 coperto		30 2	17 8
Mantova	sereno		28 8	17 4
Verona	1/4 coperto		30 0	17 5
Belluno	sereno		23 3	16 7
Udine	sereno		25 3	18 0
Treviso	sereno	—	26 7	16 0
Vicenza	sereno		26 9	16 7
Venezia	3/4 coperto	calmo	24 2	19 5
Padova	1/2 coperto	—	25 2	16 8
Rovigo	coperto		30 4	16 9
Piacenza	1/2 coperto		27 4	15 9
Parma	1/4 coperto		29 9	19 0
Reggio Emilia	1/4 coperto		29 1	18 4
Modena	1/4 coperto		28 3	18 3
Ferrara	sereno	—	28 6	17 5
Bologna	sereno	—	29 9	20 6
Ravenna	—	—	—	—
Forlì	sereno	—	27 4	15 2
Pesaro	sereno	calmo	27 0	17 2
Ancona	1/4 coperto	calmo	27 0	19 5
Urbino	sereno	—	26 4	16 8
Macerata	1/2 coperto		26 5	19 0
Ascoli Piceno	1/4 coperto	—	27 5	17 5
Perugia	1/2 coperto	—	26 0	15 5
Camerino	3/4 coperto	—	26 2	16 0
Lucca	coperto	—	28 1	16 2
Pisa	coperto		28 7	15 2
Livorno	coperto	legg. mosso	26 5	18 5
Firenze	coperto		30 7	17 4
Arezzo	coperto	—	29 8	15 6
Siena	coperto		27 5	16 0
Grosseto	coperto		28 9	18 8
Roma	coperto		28 1	19 2
Teramo	sereno	—	28 3	15 6
Chieti	sereno		25 0	17 4
Aquila	3/4 coperto	—	25 8	14 1
Agnone	1/4 coperto		25 2	13 4
Foggia	3/4 coperto	—	29 0	14 0
Bari	sereno	calmo	24 2	17 0
Lecce	sereno		20 0	16 5
Caserta	coperto	—	30 0	17 7
Napoli	coperto	calmo	25 9	18 6
Benevento	piovoso		27 9	15 9
Avellino	3/4 coperto		25 0	13 0
Mileto	coperto	—	30 1	15 9
Potenza	coperto		25 0	13 4
Cosenza	3/4 coperto	—	30 0	16 0
Tiriolo	coperto		29 5	8 7
Reggio Calabria	—	—	—	—
Trapani	coperto	legg. mosso	27 4	19 4
Palermo	1/4 coperto	calmo	27 6	15 1
Porto Empedocle	1/4 coperto	calmo	25 2	18 1
Caltanissetta	sereno	—	24 3	15 7
Messina	coperto	calmo	28 4	19 5
Catania	sereno	calmo	27 3	20 0
Siracusa	—		—	—
Cagliari	sereno	legg. mosso	27 2	13 0
Sassari	piovoso	—	28 8	20 6

Direttore: G. B. BALLESIO.

Tipografia delle Mantellate

TUMINO RAFFAELE, *Gerente responsabile.*